



LA MÉTÉO: DÉGAGEMENT EN MI-JOURNÉE, VENTS MODÉRÉS.
MINIMUM: 8°, MAXIMUM: 19°.
DEMAIN: BEAU. DÉTAILS PAGE A 2

LES PROFESSIONNELS DE LA VISION
GREICHE ET SCAFF
OPTOMETRISTES
28 SUCCURSALES 336-5330

1\$

Illes de La Madeleine: 1.50



Photo Armand Trothier, LA PRESSE

LÉVESQUE LIVRE SON TESTAMENT POLITIQUE À SES SUCCESSEURS

L'objectif ultime: un pays complet

■ Une foule de militants péquistes, à la fois enthousiastes et émus, ont rendu hommage, hier soir, au premier ministre René Lévesque, qui fai-

MARIO ROY

sait ainsi une dernière apparition officielle devant les membres du parti qu'il a fondé en 1969 et qu'il a mené au pouvoir en 1976. Fondamentalement, M. Lévesque a laissé à cette foule un objectif inchangé: celui de la souveraineté.

Lorsqu'il est entré dans l'aréna Maurice-Richard, à 19h30, M. Lévesque a été accueilli par une

interminable ovation, ponctuée de « René! René! René! »; bref une démonstration comme on ne lui en avait pas consacrée depuis longtemps.

Plus tard, devant les caméras des télévisions francophones et anglophones de la province, sans doute conscientes de tourner ainsi une page d'histoire, près de 4 000 membres du Parti québécois ont maintes fois applaudi le fondateur du PQ.

Cette foule attentive a ainsi reçu le « testament politique » de René Lévesque qui a livré son message à ceux qui vont continuer son œuvre.

Présenté par le comédien Do-

ris Lussier, M. Lévesque a d'abord plaisanté sur son départ, sur l'hommage qui venait de lui être rendu et même sur... un retour éventuel!

À celui ou à celle qui va lui succéder, M. Lévesque a demandé, sous un tonnerre d'applaudissements, de s'engager « à respecter le rythme de changement que veulent les Québécois, mais aussi à ne jamais perdre de vue l'objectif, ni le contact avec l'objectif, d'aider notre peuple par finir à se faire un pays complet et reconnu. »

Il a aussi demandé à celui-là

voir LÉVESQUE en A 2

Dernier appel des candidats

■ Les six candidats à la succession de René Lévesque ont profité hier de la dernière assemblée publique pour adresser, via la télévision, un ultime appel aux quelque 160 000 péquistes qui auront le droit de vote demain.

LOUIS FALARDEAU et YVON LABERGE

Parlant le dernier devant une salle qui ne contenait à peu près plus que ses nombreux partisans, M. Pierre Marc Johnson a livré un des discours les plus souverainistes de sa campagne.

« Le PQ n'est pas mort à-t-il d'abord lancé à l'adresse du chef libéral Robert Bourassa. Le PQ,

a-t-il poursuivi, est un parti qui voit le Québec non comme une province mais comme un pays. Le Québec, c'est un pays qui se fait tous les jours. »

« La vraie souveraineté, a-t-il ajouté, elle est dans le peuple. Il a le droit à l'autodétermination et je m'engage à le défendre et à l'exprimer. Mais je dis aussi que jamais plus ce peuple ne devra se dire non. »

Favori pour l'emporter dimanche, M. Johnson a encore une fois livré un discours de campagne électorale, faisant un bilan positif de l'action du gouvernement et mettant ses auditeurs en garde contre un retour de Robert Bourassa.

Il a notamment parlé du milliard de dollars investi dans les installations olympiques « et qu'on paye encore », et des troubles sociaux constants qui ont marqué cette époque.

Après avoir rendu hommage à René Lévesque, Mme Pauline Marois a de son côté lancé un appel pour que le vote de demain en soit un de conviction, un vote du cœur.

« Je vous demande un vote de conviction, a-t-elle dit aux quelque 4 000 militants massés dans l'aréna Maurice-Richard. Je vous demande un vote de changement. Je vous demande un

voir CANDIDATS en A 2

DEPUIS LE DÉBUT DU SCANDALE

La vente de thon en boîte a considérablement baissé

■ Une psychose du thon déferle sur le Québec depuis l'éclatement dans les médias de l'affaire du thon avarié. La

MICHEL GIRARD

vente du thon en conserve a radicalement baissé et le phénomène a même affecté les marques de thon non visées par cette histoire.

C'est ce qui ressort des entrevues accordées à LA PRESSE par les porte-parole des grandes chaînes d'alimentation.

En premier lieu, il faut souligner que les quatre grands de l'alimentation au Québec, Provigo, Métro-Richelieu, IGA Boniprix et Steinberg, ont tous retiré de leurs étagères les marques de thon jugées impropres à la consommation humaine, soit Bye

the Sea, Star-Kist, Ocean Made, etc. Ces marques occupaient 40 p. cent du marché canadien de la conserve de thon. Les ventes des autres marques ont également baissé, mais on n'a pas encore évalué l'ampleur de la débâcle.

Les chaînes d'alimentation ont même mis au rancart les lots des boîtes de conserve des marques incriminées, même s'ils ne figuraient pas sur la liste que

contenait l'ordonnance émise par le ministère fédéral de la Santé et du Bien-être.

Bref, tout ce qui s'appelle Bye the Sea, Ocean Made, Star-Kist... a pris le chemin de l'entrepôt.

Deuxièmement: les chaînes ont entrepris de rembourser tous les consommateurs qui leur ont retourné des boîtes de thon,

voir THON en A 2

L'OURAGAN GLORIA A ÉTÉ MOINS DÉVASTATEUR QUE PRÉVU

page A 10

Les prix du Québec

Mardi dernier, le gouvernement du Québec honorait six Québécois qui se sont illustrés dans six disciplines différentes. Jacques Godbout se méritait le prix Athanase-David (Littérature), le Dr André Barbeau, le prix Marie-Victorin (Sciences). Quant au prix Paul-Émile-Borduas (Arts visuels), il allait à Charles Daudelin tandis que le prix Denise-Pelletier (Arts d'interprétation) était décerné à Jean Gascon et le prix Albert-Tessier (Cinéma) revenait à Gilles Groulx. À lire en page A-5 et dans le cahier Arts et Spectacles.



La fournaise du Liban

Les Beyrouthins ont appris à se protéger des bombardements mais demeurent toujours impuissants face à « l'arme » absolue du terrorisme: la voiture piégée. LA PRESSE/PLUS a réalisé un reportage.



La grêle et les pommes

La grêle s'acharne sur les agriculteurs québécois qui prévoient perdre environ \$2,5 millions en revenus. La grêle a détruit 400 000 kilogrammes de pommes et en a endommagé autant. page H 1

SOMMAIRE

Annonces classées D 15 à D 17, H 5, G 1 à G 8, H 10 à H 12
— Habitat D 1 à D 14
Arts et Spectacles... E 1 à E 20
F 1 à F 3, H 17
— Horaires E 16
Bandes dessinées... X 19, X 20
Bricolage..... D 8
Bridge X 14
Carrières et profess. Y 1 à Y 8, Z 1 à Z 8
Décès, naissances, etc. ... H 15
Économie..... H 1 à H 9
Êtes-vous observateur?..... G 4
FEUILLETON
Volkswagen Blues G 3
« Génies en herbe » X 19
Horoscope..... D 16
Jardinage..... D 6
Le monde B 6
Loteries — résultats A 4
Maisons d'enseign.: B 5
Mots croisés..... G 5, H 11
« Mot mystère » G 8
Pleins feux A 7 à A 9
Quoi faire B 4
Restaurants..... F 4 à F 8
Sciences X 13
Sports C 1 à C 5
— Chasse et pêche C 4
Télévision F 4
Timbres X 14
Vacances-voyage... X 1 à X 12, X 15 à X 18
Vivre aujourd'hui..... B 1 à B 3

GRANDE VENTE d'ouverture

TOSHIBA
GARANTIE 1 AN
105 CANAUX
PROGRAMMABLE 7 JOURS
TÉLÉCOMMANDE
349\$*

ELECTROHOME
GARANTIE 1 AN
105 CANAUX
4 PROGRAMMES 14 JOURS
TÉLÉCOMMANDE
399\$*

Le petit magasin au grand grand choix!...
* Bonus
SI PAYE COMPTANT ET EMPORTÉ

Dumoulin
8390 ST-HUBERT — 388-4636 / 4777
A UN PAS DU METRO CREMAZIE
A UNE RUE DE METROPOLITAIN
SPEC

AUJOURD'HUI...

CHRONIQUES

LYSIANE GAGNON : Après 25 ans, René Lévesque aura permis au Québec, malgré une mutation qui aurait pu être périlleuse, de rester farouchement, obstinément et fièrement démocratique.

page A 7

JACQUES BOUCHARD : Après tant de débats, le Canada ne comprend toujours pas que le Québec n'est pas une province comme les autres.

page A 8

PLEINS FEUX

MAURICE JANNARD : La démission des John Fraser et Marcel Masse, deux personnalités très différentes, ne peut que miner la crédibilité du gouvernement Mulroney.

page A 7

GILLES PAQUIN : Le séisme du Mexique a permis de constater que ce sont surtout les édifices gouvernementaux et subventionnés qui se sont écroulés. L'architecture est remise en question.

page A 7

GILLES TOUPIN : Les derniers événements au Proche-Orient permettent de croire que l'Occident est de plus en plus sensibilisé aux problèmes de ces régions.

page A 8

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE : L'affaire du Rainbow Warrior affaiblit considérablement le pouvoir du président François Mitterrand et du premier ministre Laurent Fabius qui auront du mal à s'en remettre.

page A 8

RENÉ DUROCHER : De la rébellion de 1837-38 à l'échec du référendum sur la souveraineté-association, l'idée d'indépendance, au Québec, est toujours demeurée marginale.

page A 9

LOUIS FALARDEAU : Quel que soit le successeur de René Lévesque, l'idée d'indépendance ne sera plus, pour plusieurs années, le moteur principal de l'action du Parti Québécois.

page A 9

ARTS ET LETTRES

RAYMOND BERNATCHEZ : Luc Durand, 50 ans, qui campe Harpagon dans *L'Avage de Molière*, au TNM, appartient à une famille qui compte des comédiens depuis trois générations.

page E 1

JEAN BEAUNOYER : Avec le mois d'octobre, la machine du showbiz québécois se remettra en marche, marquant notamment le retour des Richard Séguin, Daniel Lavoie et Pierre Labelle. Pour Lucien Francoeur, ce sera malheureusement un adieu au rock.

page E 1

HABITAT

ROBERT DUBOIS : Avant de transformer un chalet d'été en habitation quatre-saisons, il convient de s'assurer que la structure permet les améliorations requises à un coût raisonnable.

page D 3

ROBERT DUBOIS : La porte de l'entrée principale d'une maison n'est pas qu'esthétique, elle peut également représenter un atout précieux si vous mettez votre maison en vente.

page D 1

VIVRE AUJOURD'HUI

MARTHA GAGNON : À 22 ans, Isabelle Maréchal ne craint que l'immobilité. Versatile, elle touche à tout, journalisme, théâtre, photos de mode, enseignement et même course automobile sur glace.

page B 1



Un dernier salut à ses partisans du chef démissionnaire qui a su, en cet instant, mieux contenir ses émotions que son épouse.

photos Robert Mailloux, LA PRESSE

LÉVESQUE

SUITE DE LA PAGE A 1

ou celle-là de « garder la maison propre. »

Aux militants péquistes à qui il a rendu hommage, M. Lévesque a répété que « depuis 1967, à travers le mouvement, le parti, le gouvernement, nous n'avons pas été un accident de parcours, et il ne dépend que de vous, que de nous, de ne jamais le devenir. »

Visiblement ému, sortant de son texte, René Lévesque a conclu : « Au revoir, et comme on dit quand on passe les cartes, bonne chance à tous. »

La foule devait aussitôt entonner le quasi-hymne national « Gens du pays » puis le folklorique « Il y a longtemps que je t'aime, jamais je ne t'oublierai. »

Mais, avant de prendre lui-même la parole, M. Lévesque, installé dans une section réservée de l'aréna Maurice-Richard

avec environ 150 amis et proches collaborateurs, a vu et entendu un montage vidéo relatant les principales étapes de sa carrière. Sur le même écran est aussi apparu Félix Leclerc, qui ne pouvait être présent sur les lieux et qui a quand même tenu à rendre hommage à M. Lévesque.

De René Lévesque, le poète a dit qu'il était « l'arme de dissuasion du Québec depuis 30 ans, celui qui a inventé l'homme nouveau appelé Québécois, celui qui fait partie de la courte liste des libérateurs de peuples. »

Accompagnée par l'Orchestre métropolitain du Grand-Montréal, Fabienne Thibault a ensuite offert au premier ministre le classique « Moi, mes souliers », de Leclerc justement.

La présidente intérimaire du PQ, Nadia Assimopoulos, a prononcé une courte allocution. Elle a parlé de celui « qui plus que tout autre a bâti le Québec d'aujourd'hui... Nous ne saurons jamais assez le remercier. » Avant d'offrir à René Lévesque, en guise

de cadeau d'adieu, une carte de membre à vie du PQ ainsi qu'une note de crédit de \$25 000 applicable en frais de voyage ; on sait que le premier ministre a fait savoir que sa première préoccupation, en quittant son poste, sera de visiter plusieurs coins du monde qu'il n'a guère eu l'occasion de voir au cours des dernières années.

Pendant une partie de la soirée, le fond de scène a d'ailleurs été occupé par une image géante d'un René Lévesque souriant et détendu, croqué en compagnie du jeune personnage principal du film québécois « Le Matou ».

Une brochette d'invités spéciaux ont d'ailleurs pu contempler la même scène. En plus des têtes d'affiche et des grands artisans du parti et du gouvernement, se trouvaient parmi ceux-ci nombre d'artistes, de membres du corps consulaire, de personnalités politiques de la France, de l'Italie, de la Belgique et des États-Unis.

Après s'être adressé aux membres du PQ, M. Lévesque a quitté l'aréna Maurice-Richard, laissant la place aux six personnes qui ont manifesté le désir de lui succéder, candidats qu'il a d'ailleurs brièvement rencontrés, hors de l'enceinte. On sait que René Lévesque n'a, à aucun moment depuis le début de la course au leadership péquiste, pris part à la campagne. Il n'a pas voulu faire exception, hier, tout comme il a annoncé qu'il ne sera pas présent, demain, pour la compilation des résultats. Demain, les 160 342 membres du Parti québécois auront la chance d'exprimer leur choix dans l'une des 743 boîtes de scrutin disséminées à travers tout le Québec.

À compter de 19 heures, l'aréna Maurice-Richard va de nouveau accueillir le grand rassemblement péquiste qui, pour la première fois, va se faire sans la présence de l'homme politique dont la pensée et l'action ont orienté la politique québécoise, au cours du dernier quart de siècle.

CANDIDATS

SUITE DE LA PAGE A 1

vote pour l'avenir. Je vous demande un vote du cœur. »

D'entrée de jeu, elle a lancé à l'intention de René Lévesque : « Vous avez été exigeant à la manière d'un grand leader qui connaît et aime profondément le peuple québécois (...) Vous m'avez mise à l'épreuve de la solidarité, a-t-elle ajouté. Merci pour cette confiance faite à travers moi à toutes les femmes du Québec. »

Pour le reste, elle a repris l'essentiel de son discours à forte saveur souverainiste.

« Il faut continuer à se doter d'une véritable force économique, à prendre notre place en français en Amérique du Nord. Notre volonté, a-t-elle conclu, ma volonté est inébranlable. Que le Québec soit un jour souverain. C'est là que je veux mener mon parti, c'est là que je veux mener le Québec. »

Elle a consacré les dernières minutes qui lui étaient allouées à présenter un à un cinquante de ses partisans qui sont venus la rejoindre sur la scène.

Jean Garon a lui aussi rendu hommage à son chef qui tire sa révérence ainsi qu'à tous ceux qui depuis 1976 ont été responsables des grandes réalisations du gouvernement péquiste.

S'il a dit bravo à presque tous, et à lui-même en rappelant son oeuvre, il a « oublié » ses adversaires Pierre Marc Johnson, Pauline Marois et Francine Lalonde. Il a même oublié d'ailleurs M. Gérard Godin, le seul ministre qui lui a accordé son appui.

Juste auparavant, dans son hommage à M. Lévesque, il a fait allusion aux attaques dont le premier ministre a été victime au cours des derniers mois.



Le favori, Pierre Marc Johnson, entouré de ses proches et partisans, trituraient le texte du discours qu'il allait livrer bientôt, tout en écoutant ses adversaires.

« J'ai toujours pensé que la loyauté au chef était essentielle (...) Le nouveau président, a-t-il ajouté, faisant visiblement allusion au favori Pierre Marc Johnson, ne pourra exiger plus de loyauté qu'il en a donné lui-même à M. Lévesque. »

Promesse

Après avoir dit de M. Lévesque qu'il avait montré le chemin de la liberté et de la solidarité aux Québécois, il lui a promis, s'il devient chef du PQ, de poursuivre son oeuvre en permettant au peuple québécois de se donner un pays.

Il a demandé aux péquistes de ne pas se donner un chef fédéral

liste — c'est-à-dire chacun de ses adversaires — rappelant que la déclaration fondamentale du parti condamnait sans appel le fédéralisme canadien.

Francine Lalonde a, à sa façon, invité les militants péquistes à élire, demain, un chef qui continue l'oeuvre inachevée de René Lévesque.

« Choisir un pays, a-t-elle dit, ce n'est pas se choisir un drapeau ni se donner un siège à l'ONU. Dans l'esprit du peuple, cela veut dire se donner un gouvernement qui va le protéger. »

Protéger ce peuple, cela implique, selon elle, lui donner le

plein-emploi pour que cessent les injustices envers ceux qui autrement n'ont guère la chance de s'en débarrasser.

Après avoir fait l'éloge de M. Lévesque, elle a dit que le parti lui survivra parce que le PQ n'est pas le parti d'un homme, mais du peuple québécois.

Quant à Luc Gagnon, il a poursuivi sa croisade contre les pluies acides et il invite les Québécois à plus de prévention.

Il propose de faire de l'assurance-maladie une assurance-santé et sa politique de plein-emploi se traduit par une participation volontaire des travailleurs.

DEMAIN

dans LA PRESSE

■ Si les ingénieurs de la compagnie Sony pensent être les inventeurs du « walkman », ils se trompent puisque dès 1923 LA PRESSE proposait à ses lecteurs une « radio en portefeuille », ancêtre possible du walkman. Cette curiosité et plusieurs autres, comme le bateau à roues et le lit mécanique, vous sont proposés dans LA PRESSE d'autrefois.

La Quotidienne

à trois chiffres

à quatre chiffres

Tirage d'hier

697

9195

LA MÉTÉO

SAMEDI 28 SEPTEMBRE 1985
AUJOURD'HUI: Min.: 9° Max.: 19°
NUAGEUX

DEMAIN: BEAU TEMPS

Québec

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Abitibi	2	16	Ensoleillé
Outaouais	8	17	Nuageux
Laurentides	9	19	Nuageux
Cantons de l'Est	12	16	Averses
Mauricie	9	14	Nuageux
Québec	12	16	Averses
Bas-Saint-Jean	10	16	Averses
Richmond	12	16	Averses
Gaspésie	12	16	Averses
Bois-Corbeau	12	16	Averses
Sept-Îles	12	16	Averses

Canada

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Victoria	7	22	Nuageux
Edmonton	2	15	Nuageux
Regina	1	17	Pluie
Winnipeg	7	14	Ensoleillé
Toronto	12	18	Nuageux
Fredericton	8	20	Pluie
Halifax	12	19	Averses
Charlottetown	12	19	Averses
Saint-Jean	9	20	Nuageux

États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.
Boston	17	19	N.-Orléans	17	26
Buffalo	13	26	Pittsburgh	12	27
Chicago	3	17	S. Francisco	17	23
Miami	25	32	Washington	18	22
New York	20	22	Dallas	12	23

les capitales

	Min.	Max.		Min.	Max.
Amsterdam	14	19	Madrid	12	29
Athènes	16	28	Moscou	4	8
Acapulco	23	32	Mexico		
Berlin	10	17	Oslo	7	11
Bruxelles	5	23	Paris	13	25
Buenos Aires	14	22	Rome	14	31
Copenhague	9	15	Séoul	16	23
Genève	9	26	Stockholm	6	16
Hong Kong	25	30	Tokyo	19	22
Le Caire	21	33	Trinidad	25	29
Lisbonne	15	31	Vienne	13	23
London	13	23			

THON

SUITE DE LA PAGE A 1

même si les numéros de lots ne figuraient pas sur la liste des lots condamnés.

Troisièmement, les porte-parole des quatre grands de l'alimentation, Gaétan Frigon (vice-président au marketing chez Métro-Richelieu), Douglas Long (relationniste chez Steinberg), Jacques Lesage (vice-président aux relations humaines chez Provigo), et Bernard Léger (vice-président aux achats chez IGA Bonprix), ont indiqué que toutes ces boîtes de thon retirées

du marché (plus d'un million) seront retournées à la compagnie Star-Kist, de St. Andrews, au Nouveau-Brunswick.

Il est encore trop tôt pour se prononcer sur l'impact à long terme qu'aura cette histoire de thon avarié sur le marché du poisson en conserve. Cependant, on a enregistré depuis la semaine dernière une baisse relative de la vente des autres variétés de poisson en boîte.

D'autre part, le président de Star-Kist Canada, Al Copley, a indiqué hier qu'aucune décision n'avait été prise jusqu'à présent

quant à la fermeture ou non de son usine de St. Andrews, là où le thon jugé avarié a été mis en conserve.

Il est « évident », a-t-il ajouté, que la mauvaise publicité qui a entouré toute cette histoire a causé un immense préjudice à la compagnie.

M. Copley a également mentionné qu'il avait informé les 400 employés de l'usine de St. Andrews de la possibilité de mises à pied ou d'une réduction des heures de travail. Les mesures qui seront prises dépendront de la quantité de boîtes de thon qui seront retournées.

Nos excuses

■ C'est le Café de la Grève, de Havre-Aubert, aux Îles-de-la-Madeleine, qui s'est mérité jeudi soir le prix de l'excellence touristique du Québec, dans la catégorie accueil touristique. C'est par erreur que nous écrivions le Café de la grève, en page A-2 de notre édition d'hier.

POUR LES ÉLECTIONS PARTIELLES DE 1984

Le Parti civique a dépensé plus que permis, selon le RCM

Le Rassemblement des citoyens de Montréal réclame du directeur général des élections du Québec, Pierre F. Côté, qu'il sévisse contre le Parti civique du maire Drapeau, qui aurait

PAUL ROY

dépensé 25 p. cent de plus que le maximum des dépenses permises lors de l'élection partielle de mai 1984 dans le district Saint-Jean Baptiste.

On se souvient que cette élection avait permis au président du RCM, Jean Doré, de faire son entrée à l'hôtel de ville de Montréal. M. Doré avait battu le candidat du Parti civique, Me Daniel Caisse, qui s'est illustré dernièrement lors d'une prise d'otages dans l'est de la métropole. M. Doré avait recueilli 75 p. cent des suffrages.

L'organisation du Parti civique n'avait pourtant pas regardé à la

dépense lors de cette élection, son candidat y ayant englouti \$4 683 alors que la loi ne l'autorisait à dépenser que \$3 745.

Or, quelle ne fut pas la surprise des dirigeants du RCM d'apprendre, lors du dépôt annuel du directeur des finances de Montréal, le 18 septembre dernier, que le Parti civique avait, malgré cette infraction, obtenu le remboursement de ses dépenses électorales prévu par la loi.

Selon Mme Kathleen Verdon, vice-présidente du RCM, ce remboursement constitue un véritable encouragement à transgresser la loi. « Devant un parti politique municipal dont la caisse électorale est constituée dans une large mesure par des dons anonymes, en contradiction flagrante avec l'esprit de la réforme de la loi électorale, il apparaît impérieux que la loi soit appliquée dans toute sa rigueur », souligne Mme Verdon.



Parce qu'elles ont été construites sur un ancien dépotoir où sont enfouis des produits dangereux, six maisons de LaSalle seront détruites. L'ensemble des travaux — qui compren-

nent aussi l'enlèvement du sol contaminé — et la relocalisation des habitants coûteront \$8 millions.

photo Robert Mailloux, LA PRESSE

LaSalle: \$8 millions pour nettoyer le dépotoir et relocaliser les familles

Considéré comme dangereux parce qu'il contient encore des déchets toxiques et même cancérogènes, l'ex-dépotoir de LaSalle sera nettoyé dès le mois d'avril prochain.

PIERRE GINGRAS

Six maisons construites au-dessus de la zone contaminée seront démolies, entraînant du même coup la relocalisation de 16 familles. Une cinquantaine d'autres familles devront aussi quitter leurs logements durant la durée des travaux, qui s'échelonnent jusqu'à la fin de septembre. Les propriétés sont toutes situées dans un quadrilatère délimité par les rues Bouvier, Bélec, Sylvestre et par le boulevard Shevchenko.

Cette opération — est une première au pays — coûtera environ \$8 millions. La plus grande partie, un peu plus de \$6 millions, sera entièrement absorbée par Québec, le reste étant à la charge d'Ottawa en vertu d'ententes fédérales-provinciales en matière d'environnement. Tous les propriétaires et locataires affectés directement par les travaux seront entièrement dédommages. Les dédommagements, que ce soit pour reconstruire une maison, payer un déménagement ou une location temporaire, seront négociés cas par cas.

La Ville de LaSalle s'est engagée pour sa part à apporter une aide technique aux propriétaires qui décideraient de contester leur évaluation à la CUM à la suite d'une dévaluation temporaire de leur propriété liée aux travaux.

Environ 75 000 mètres cubes de terre contaminés seront enlevés et transportés dans un site isolé afin d'y être entreposés en attendant de trouver une solution pour éliminer les produits toxiques. Le fond de la cavité sera ensuite tapissé d'une épaisse couche d'argile imperméable qui sera elle-même recouverte d'une épaisse toile hydrofuge. Le trou sera finalement comblé avec de la terre. Selon le maire de LaSalle, M. Michel Leduc, le travail de restauration sera arrêté temporairement dès que des mauvaises odeurs seront transportées dans la ville par le vent. Des appareils de précisions analyseront l'air constamment autour du site durant toute la durée des travaux.

Fermé depuis 1959

Le dépotoir de LaSalle a été en opération de 1940 à 1959 et la plupart des déchets y ont été enfouis à une profondeur moyenne de trois mètres. On estime qu'environ 7 000 mètres cubes de produits toxiques, surtout des hydrocarbures et leurs dérivés, y sont enterrés. Depuis cette période, une partie du dépotoir a été re-

couverte d'édifices commerciaux et d'habitations.

C'est en décembre dernier, à la fin de l'inventaire effectué au Québec par le Groupe d'étude et de restauration des lieux d'élimination des déchets dangereux (GERLED) que le site du dépotoir municipal de LaSalle a été retenu immédiatement pour fins de recherche parce qu'il risquait d'affecter la santé humaine. Une équipe a aussi été dépêchée aux Pays-Bas durant l'été afin d'examiner comment ce pays qui fait face à plusieurs cas similaires avait réagi devant la situation.

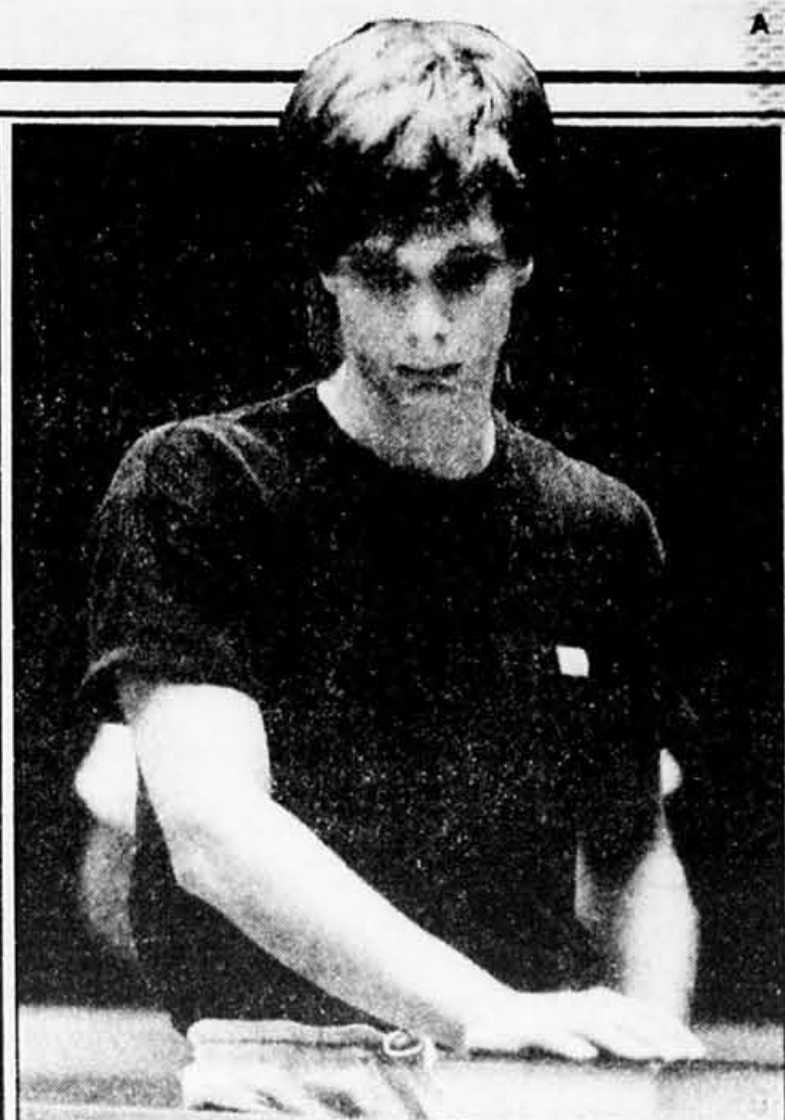
Une foule de test sur l'air, l'eau et le sol ont été menés depuis le printemps, mais les résultats indiquent qu'en aucun moment les personnes qui ont vécu au-dessus du dépotoir ou dans l'environnement immédiat, n'ont pu être affectées par les contaminants qui se trouvent sous terre. Quant à la nappe d'eau souterraine, elle est effectivement contaminée. Elle sera donc pompée et nettoyée lors des travaux.

Pas de danger pour l'eau potable

Selon un représentant du ministère de l'Environnement, M. Raymond Perrier, les contaminants contenus dans cette eau se répandent très lentement dans le sous-sol, soit à une vitesse d'au-

plus 60 cm (deux pieds) par année. Cette lente évolution ne permet pas de croire, assure-t-il, que le canal de l'Aqueduc situé à quelques centaines de mètres plus loin, puisse être pollué par la petite quantité de résidus qui persistera dans le sol après l'opération de nettoyage.

De nombreux puits creusés lors des expertises ont permis de mesurer l'évolution de ces produits, ce qui laisse croire à une réaction rapide à toute manœuvre de cette nature, a dit le porte-parole gouvernemental. On sait que l'eau de ce canal est consommée par des centaines de milliers de Montréalais après avoir été filtrée par l'usine de filtration située à deux pas des limites de Verdun.



Mario Boutin a raconté dans les détails comment il avait volé et tué sa mère. photo Jean Goupil, LA PRESSE

Mario Boutin raconte comment il a tué sa mère pour la voler

Jeté à la rue alors qu'il n'avait que 11 ans, Mario Boutin, aujourd'hui âgé de 19 ans, a végété d'un endroit à l'autre, consommant alcool et drogue. Le 17 septembre, il s'est rendu à l'appartement de sa mère avec un compagnon d'infortune pour la piller et la tuer.

ANDRÉ PÉPIN

Mario Boutin a une figure d'enfant inoffensif. À voix basse, gardant constamment la main sur la Bible, il a raconté au coroner Maurice Laniel, dans les moindres détails, les circonstances atroces qui ont entouré la mort de sa mère, Mme Pauline Boutin.

Mario et son compagnon Réginald Perron seront maintenant formellement accusés de meurtre. Perron a nié avoir participé à cet assassinat. Le coroner l'a libéré, mais les policiers de la CUM l'ont immédiatement mis sous arrêt pour l'accuser formellement.

Mario Boutin n'a pas pleuré. Lentement, avec l'aide du procureur de la Couronne, Me Isabelle Rheault, il a vidé son sac. Le regard lointain, les traits légèrement crispés, il a tout avoué avec cette soumission de l'enfant pris en flagrant délit et qui n'a plus aucune chance de s'en sortir.

Convaincu que sa mère gardait des bijoux et des sommes importantes chez elle, Mario a longuement planifié ce vol. Mme Boutin n'était pas à son

appartement de la rue Lafontaine lorsque les deux jeunes hommes s'y sont introduits, le 17 septembre. Ils ont d'abord volé les bijoux.

Après avoir minutieusement fouillé l'intérieur, ils ont constaté que Mme Boutin arrivait. Mario s'est caché. Sa mère, en apercevant Perron, l'a reconnu et a crié son nom, même s'il cachait son visage avec un bas de nylon.

Il fallait abattre cette femme. Selon Mario, c'est Perron qui l'a étouffée avec ses mains et une taie d'oreiller. Mario l'a frappée à la tête avec le manche du couteau qu'il portait sur lui. Ensuite, avec un cordon de câble-sélecteur, ils ont achevé leur victime. Ils tiraient chacun sur un bout du cordon.

Le récit est terrifiant. Mario confie même s'être penché sur la poitrine de sa mère pour vérifier si son cœur battait. « Je n'ai rien entendu », précise-t-il. Perron, lui, a collé sur son visage la main de la victime pour vérifier si elle était froide. Les deux hommes ont arraché trois bagues de valeur des doigts de leur victime.

Mario Boutin a pris les \$2 800 que sa mère conservait sur elle. Plus tard dans la soirée, les deux compagnons ont partagé cette somme avant de se rendre trinquer et consommer de la drogue avec des amis. Quatre jours plus tard, lorsque la police l'arrêta, Mario Boutin n'avait plus que \$200 sur lui.

Achetez vos certificats de dépôt par téléphone

Vous pouvez maintenant tirer profit de ce placement simple et sûr sans vous déplacer. Pour acheter un certificat de dépôt garanti à la Fiducie du Québec, un appel téléphonique suffit.

La succursale enregistrera votre transaction et vous fera parvenir vos certificats par la poste. Donc, pas d'attente, pas de perte de temps. C'est simple, rapide et efficace.

11% 5 ans
Intérêts payés annuellement
Dépôt initial minimum 1 000 \$
Dépôts subséquents 500 \$

Renseignez-vous davantage en communiquant avec l'un de nos conseillers. Et rappelez-vous que la Fiducie du Québec peut aussi vous aider en matière de financement, de services fiduciaires et de placements.



Fiducie du Québec

Le rendement, c'est important; le service l'est tout autant.

Taux sujets à changement. Institution inscrite à la Régie de l'Assurance-dépôts du Québec.

desjardins

Plus chanceux que son père, Michael Cotroni est libéré

L'un des détenus-vedettes (surtout à cause de ses antécédents familiaux) des multiples descentes effectuées par la Sûreté du Québec jeudi, à la fois à Montréal et dans les Laurentides, Michel Cotroni, n'aura finalement passé qu'un peu plus de vingt-quatre heures dans les cellules de Parthenais, tandis que son père Frank, lui, est en prison depuis 18 mois, attendant une deuxième décision de cour sur la demande d'extradition déposée à son sujet par les États-Unis.

LÉOPOLD LIZOTTE

Appréhendé chez lui, au 6965 de la rue Beaubien est, le jeune homme a été accusé d'avoir eu en sa possession, pour fin de trafic, quelque 25 grammes de cocaïne et sept grammes de haschisch.

Représenté par Me Gary Martin, il a réclamé un procès devant jury après avoir nié sa culpabilité. Presque immédiatement, la

Couronne a énuméré au juge Roger Savard les conditions qu'elle exigeait pour la libération provisoire du prévenu.

Comme la plupart de ceux qui avaient été appréhendés la veille ou seraient appréhendés dans les Laurentides, on a donc réclame d'abord qu'il lui soit interdit de circuler dans le district de Terrebonne, afin d'éviter, semble-t-il, qu'il y prenne la relève de ceux qui pourraient rester incarcérés.

Le juge Savard lui a également interdit la fréquentation des endroits licenciés autres que les restaurants. N'ayant pas de passeport, il ne pourra en réclamer un et il aura à se présenter une fois la semaine au quartier général de la rue Parthenais. Il aura finalement à déposer une somme de \$1 000 en cautionnement.

Au nom de son client, Me Martin a vite donné son assentiment à toutes ces exigences et s'est prestement engouffré dans un ascen-

seur, avec quelques membres de la proche famille du détenu, pour aller déposer la somme fixée.

Quant à son père, Frank Cotroni, c'est au début de février 1984 que le juge Charles A. Phelan a ordonné qu'il soit livré aux autorités judiciaires de l'Etat du Connecticut pour répondre à des accusations de conspiration pour importation de fortes quantités de drogues — de la cocaïne dans son cas également.

Il en a toutefois appelé de cette décision, et une rumeur voulait hier que la Cour d'appel soit effectivement sur le point de prononcer jugement sur son cas.

Ce qui ne signifie pas la fin du débat pour autant car, ayant déjà été condamné à une première et très lourde peine aux États-Unis dans des circonstances semblables il y a quelques années, le frère des défunts Vincent et Guiseppe voudra fort probablement épuiser tous les pouvoirs avant d'accepter d'être reconduit à la frontière.

\$6 milliards d'exportations canadiennes menacées par le protectionnisme américain

□ Un accord global avec les Américains s'impose, dit Mulroney

OTTAWA — Plus de 300 projets de loi protectionnistes actuellement devant le Congrès américain pourraient affecter les ventes canadiennes aux États-Unis pour près de \$6 milliards, a affirmé hier le premier ministre Mulroney en conférence de presse.

MANON CORNELLIER
de notre bureau d'Ottawa

Préchant en faveur d'un accord commercial global avec les Américains, M. Mulroney a maintenu que cette entente était la seule solution pour contrer la tendance protectionniste du Congrès.

Sinon, ce sont le secteur agrico-

le et l'industrie du bois de la Colombie-Britannique et du Québec qui perdront chacun \$200 millions, a-t-il ajouté.

Pour éviter des pertes importantes, il privilégie depuis toujours une négociation globale plutôt qu'à la pièce.

De son côté, le critique libéral Lloyd Axworthy a remis en cause les bienfaits du libre-échange et a accusé aux Communes le ministre des Affaires extérieures, Joe Clark, de ne pas fournir toutes les études nécessaires à l'examen de la question.

Citant des propos tenus jeudi soir par le premier ministre de l'Ontario, David Peterson, opposé au projet du gouvernement

conservateur, M. Axworthy a soutenu qu'un accord de libre-échange affecterait 850 000 emplois.

Le ministre Clark a reconnu l'existence d'un document préparé par un universitaire faisant état de changements pour 850 000 emplois. « Changement peut signifier une amélioration des emplois et de meilleurs emplois », a-t-il répondu.

Pacte de l'auto

Le ministre a par ailleurs laissé entendre que le Pacte de l'auto ne serait pas remis en cause. « Il existe une entente qui semble faire l'affaire des deux pays, alors pourquoi la revoir s'il y a satisfaction », a-t-il demandé.

Tout en réaffirmant que l'agriculture canadienne devrait rester forte, il n'a donné que des réponses floues aux demandes de l'opposition concernant le maintien des quotas dans l'industrie de la chaussure et sur la liste des secteurs industriels qui pourraient être protégés.

Du côté des néo-démocrates, Steven Langdon s'est inquiété du fait que de nouvelles mesures protectionnistes au Congrès américain peuvent s'ajouter avant que l'accord ne soit signé vers la fin de 1987.

Depuis deux ans, a-t-il précisé, ces mesures se sont accumulées sans que le Canada ne réponde, mettant le pays dans une situa-

tion désavantageuse pour négocier, le cantonnant dans des demandes de retrait des nouvelles politiques.

« Le premier geste le plus fondamental pour sortir de cette situation est d'obtenir l'assurance qu'aucune autre mesure protectionniste supplémentaire ne sera prise contre nous », a insisté M. Langdon.

Il croit que l'ouverture du président Reagan pour arriver à un accord commercial global aurait dû inciter le premier ministre à faire cette demande au président.

M. Mulroney a répété en Chambre que le président américain n'avait pas le contrôle du Con-

grès mais qu'il utiliserait son droit de veto quand ce serait nécessaire.

À l'opposition qui redemandait à nouveau quel serait la stratégie de négociation du gouvernement, M. Joe Clark a répondu en énumérant les mesures annoncées jeudi par le premier ministre.

Elles se résument ainsi: des négociations avec les provinces, une consultation par le ministre du Commerce extérieur de tous les groupes intéressés, un débat aux Communes et inscription de la question commerciale comme principal point à l'ordre du jour de la prochaine rencontre fédérale-provinciale des premiers ministres en novembre.

FRANCOPHONIE

Bernard Landry propose le mécénat pour soulager financièrement l'ACCT

PARIS — Le ministre québécois des Relations internationales Bernard Landry, qui participait vendredi à Paris aux travaux du bureau élargi de la conférence générale de l'Agence de coopération culturelle et technique (regroupant 39 pays francophones), a fait une proposition originale pour sortir l'ACCT de l'ornière financière dans laquelle elle s'enfonce depuis ces dernières années: le parrainage économique et commercial.

JEAN-PAUL BURY
de la Presse Canadienne

Le ministre Landry a proposé la création d'une fondation internationale de la francophonie qui pourrait recevoir de sociétés d'États et privées installées dans les pays membres de l'Agence, des fonds pour financer les programmes de l'organisation.

Après quelques hésitations de

la France, qui a mis en avant le risque de soumettre ainsi l'organisation francophone à des groupes de pression, tous les participants à la réunion du bureau élargi ont accepté de procéder à une étude préliminaire du projet.

Une mission d'exploration devrait donc être rapidement constituée, principalement de fonctionnaires québécois, mais plusieurs autres pays, dont la France, y seront associés. L'étude de faisabilité devrait être rendue pour la mi-décembre, afin que la conférence générale de l'ACCT qui se tiendra à cette date, à Dakar, pour élire le nouveau secrétaire général, puisse se prononcer sur le projet Landry.

L'Agence de coopération culturelle et technique doit faire face à un véritable marasme financier. Depuis sa création, il y a 15 ans, plus de \$2,5 millions de cotisations sont restés impayés. Plusieurs pays ont été exemptés

de toute contribution financière au fonctionnement de l'Agence en raison de leur situation économique ou politique. C'est notamment le cas du Liban, du Tchad, de la République de Centrafrique. Mais d'autres pays, principalement africains qui n'ont pas été officiellement exemptés, n'acquittent plus ou que partiellement leurs cotisations.

Dès lors certaines voix se font maintenant entendre et notamment en France et en Belgique pour demander qu'on remette un peu d'ordre dans l'Agence, dont le coût de fonctionnement et le manque d'efficacité sont régulièrement dénoncés. Ce n'est pourtant pas l'avis du ministre Landry qui déclare que l'Agence est gérée à la satisfaction du Québec et qu'elle fait bien avec les ressources dont elle dispose. C'est précisément pour accroître ces ressources que M. Bernard Landry a proposé de recourir au mécénat.

CHAUSSURES IMPORTÉES

Ottawa n'a pas encore pris la décision de prolonger les quotas

OTTAWA — Une fois de plus, le gouvernement fédéral a refusé d'indiquer si les quotas sur les chaussures importées seraient prolongés.

MARIE TISON
de la Presse Canadienne

Le député libéral de Laval-des-Rapides Raymond Garneau a soulevé la question hier en Chambre, s'inquiétant de l'avenir de l'industrie canadienne de la chaussure dans le cadre des négociations sur le libre-échange avec les États-Unis.

Il a demandé si les quotas sur l'importation des chaussures seraient prolongés pour une période de cinq ans, comme le réclame l'industrie canadienne de la chaussure.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures Joe Clark n'a pas donné de réponse précise à la question, se contentant de déclarer que « le gouvernement, dans les négociations qu'il est en train d'envisager avec les Américains et dans ses activités quotidiennes, a l'intention de protéger les vrais intérêts des Canadiens ».

M. Garneau n'a pas semblé satisfait de l'affirmation du secré-

taire d'État aux Affaires extérieures, et a répliqué « donc, la réponse est non ».

Chambre

La question des quotas a été relativement souvent soulevée en Chambre au cours des dernières semaines.

Le Tribunal canadien des importations avait recommandé en juillet dernier de ne pas prolonger les quotas, qui viennent à échéance à la fin de novembre, sauf en ce qui concerne certains types de chaussures pour dames.

Le ministre du Commerce extérieur James Kelleher avait alors indiqué qu'il rendrait une décision sur la question au début de septembre.

Mardi dernier, M. Kelleher a affirmé en réponse à un député conservateur que son ministère avait entendu les opinions des fabricants, des syndicats, des consommateurs, des importateurs et des exportateurs, et qu'il était « en train de préparer une réponse, et qu'il ferait rapport au cabinet en temps opportun ».

L'industrie canadienne de la chaussure réclame que des quotas sur les importations lui garantissent 50 p. cent du marché

pour les cinq prochaines années.

L'industrie de la chaussure emploie environ 10 000 personnes au Canada, soit 56 p. cent en Ontario et 41 p. cent au Québec.



Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Joe Clark.

BANQUE COMMERCIALE

L'Opposition accepte de participer à l'enquête

OTTAWA — Des représentants de l'opposition se sont dit maintenant prêts, vendredi, à accepter de participer à une enquête du comité des finances sur la faillite de la Banque commerciale.

Les leaders parlementaires des libéraux et des néo-démocrates, MM. Herb Gray et Ian Deans, ont fait part de leur acceptation en notant qu'ils n'avaient pas encore réussi à obtenir du gouvernement la garantie d'avoir accès à tous les documents de la banque.

Depuis deux semaines, le gouvernement essayait de référer la question de la Banque commerciale au comité des finances, mais les partis de l'opposition refusaient leur participation sans une garantie d'accès aux documents.

En conférence de presse, vendredi, le premier ministre Brian Mulroney a répété son intention de confier au comité des finances l'enquête de la banque d'Edmonton.

M. Deans a pour sa part confié aux journalistes, vendredi, qu'il croit toujours que l'enquête du comité des finances ne pourra pas trouver toute la vérité sans les documents réclamés, mais qu'une enquête incomplète vaut mieux que rien.

Cette enquête, a-t-il ajouté, « va nous permettre de trouver une partie de ce qui s'est passé, mais sûrement pas tout ».

Le NPD, a-t-il promis, va donc continuer à réclamer du gouvernement tous les documents pertinents.

— Presse Canadienne

SUPERBE VENTE AUX ENCHÈRES EN 5 SÉANCES

VISITE: Vendredi, 27 sept., 10 h - 21 h
Samedi, 28 sept., 10 h - 17 h
Dimanche, 29 sept., 10 h - 17 h
(Désolés, pas d'enfants)

(Séance avec morceaux pour collectionneurs)

ENCAN: Lundi, 30 sept., 19 h
Mardi, 1er oct., 19 h
Mercredi, 2 oct., 19 h
Jeudi, 3 oct., 19 h
Samedi, 5 oct., 13 h

MEUBLES: Bureau plat style Louis XV en bois de rosier marqueté, tables en acajou style Sheraton à double et triple prédestale, bureau et chaise de directeur style Louis XV, table de conférence style Chippendale en acajou, table à dîner ovale Hepplewhite à panneaux, 2 ensembles de 10 chaises à dîner style Chippendale en acajou ciselé, mobilier de chambre à coucher en acajou style Chippendale, 7 mcs, causeries style Louis XVI, meubles de qualité continentaux de style Louis XV et Louis XVI comprenant commodes, vitrines, secrétaires, plusieurs autres dessus de marbre, grand buffet français marqueté, console et bureau style Bouille aux dessus de marbre, plusieurs tables gigones en acajou et chêne, plusieurs ensembles à dîner en acajou de 9 et 10 mcs, ensemble de 10 chaises à dîner rembourrées de style William et Mary, piano à demie-queue en acajou, piano debout knabe, piano Baldwin, bibliothèque antique, coffrets en cèdre, meubles de choix québécois en pin et chêne, chaises à oreillons, fauteuils, lit en laiton antique, vaisseliers, mobilier de salon victorien, vitrine victorienne rare, et beaucoup plus.

TAPIS: Superbe sélection de tapis de Perse tissés à la main, Indiens, Chinois, Turcs et tapis Orientaux, grands tapis et petits tapis: Kashan, Sarouk, Kazakh, Heriz, Hamadan, Bokara, Afghani, etc.

SUPERBE COLLECTION D'ART ET DE BRONZES

ART CANADIEN: M. A. Fortin, Marie Claire, Allen Sapp, R. W. Burton, B. Modeste, R. Gagnon, Y. Froment, A. S. Paczoly, R. Nevin, O. Von Rut, N. Leibovitch, A. Soly, H. Knight, H. Doucet, P. Henry, M. Rousseau, J.-M. Deblais, P. A. Bagozy, M. Letovsky.

ART EUROPÉEN: S. Martini, F. Andreade, Sir J. N. Paton, Pursah, F. Leuteritz, J. McLeod, L. Roberto, C. F. H. Werner, J. H. Lormier, W. Hollar, R. Temple, Sir J. Gilbert, H. S. Marks, C. P. Ross, Ang. Kauffman (attib.), W. Shirlaw, T. P. C. Haag, G. Sangster, M. Parsons, S. Hébert, H. Baron.

COLLECTION DE BRONZE: F. Remington, plusieurs figurines en bronze européen, tapisseries françaises antiques et beaucoup plus!

ARTICLES ORIENTAUX: Tables-console chinoises en bois de rosier, prédestaux, cabinet marqueté en nacre de perle, meubles chinois coromandel laqués, pose-tongues et tabourets en ébène ciselé au dessus de marbre, pose-parapluies chinois en porcelaine, bols, vases, potiches, jardinières, etc. Plusieurs avec décorations peintes en médaillon rose, famille rose, famille noire, et motifs Imari. Email cloisonné, paravent en soie.

PORCELAINE ET CRISTAL: Service de table bohémien, 65 mcs, centre de table en cristal, verre artisanal Gallé, service de table Limoges, 75 mcs, figurine Dresden, grand bol Lowestoft, service à déjeuner Royal Worcester, carafe Baccarat, bougeoirs en cristal, pains de vases en porcelaine cobalt, verre de carnaval, verre de dépression.

MONNAIES ET TIMBRES: Dollars en argent canadien et pièces décimales en bel état, 1926, loin 6, 5 cent non circulé, pièces d'or, pièces de monnaies des États-Unis, collection de timbres canadiens, collection importante de timbres d'Israël, lots d'actionneurs et beaucoup plus.

HORLOGES ET PIÈCES-DE-TEMPS: Superbe haute horloge en bois de rosier en style Louis XIV avec montures de bronze, horloge grand-père en acajou ciselé, plusieurs ensembles d'horloge, 3 mcs, horloge de cheminée en marbre, horloges murales en chêne et acajou, horloge Ingraham.



Bracelet en platine serti avec diamants
Approximativement 12 carats

BIJOUX: Grande collection de bagues pour dames et pour hommes, colliers, bracelets, etc., serts de diamants, émeraudes, saphirs, etc., plusieurs serts avec des pierres de qualité.

AUSSEI: Lampes, plafonniers, argent russe cloisonné, plateau oval en argent, 800, samovar en laiton, lampes à parfum, etc.



Sculpture P.-J. Méné

Une prime de 10% sera payable sur le prix d'achat sur tous les articles achetés dans notre vente aux enchères

Consignations toujours acceptées. Notre commission est de 15% jusqu'à \$500 et 10% au-dessus de \$500, minimum de \$25 par lot vendu ou pas vendu.

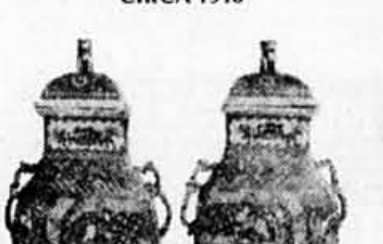
INDUSTRIES EMPIRE INC.

5500, RUE PARÉ
(ouest de Décarie)

737-6586
737-5343



Ensemble de thé en argent sterling
CIRCA 1910



Jarres chinoises, Rose Médaille



10 chaises, style Chippendale



Léo Ayotte - Huile sur toile



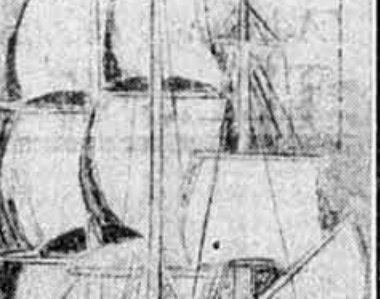
Richard Temple - Huile sur toile



Lampe Champléré



Chaise style Louis XV



Marc-Aurèle Fortin - Aquarelle



A. Rousseau - Huile sur toile



R. Richard - Huile sur panneau



Richard Temple - Huile sur toile



Vase Gallé

Résultats

636 2 17 19 23 25 33 no comple- 36
mentaire

Tirage du 27-09-85

GAGNANTS	LOTS	701 609,00\$
6/6	1	701 609,00\$
5/6 +	5	12 471,00\$
5/6	129	604,20\$
4/6	5778	49,90\$
Ventes totales:		1 727 987,00\$

Prochain gros lot 200 000,00\$ approx.

Mise-tôt 1 4 25 36

GAGNANTS LOT 290 172,40\$

Provincial

Tirage du 27-09-85

NUMEROS LOTS

1821589 500 000\$

821589 50 000\$

21589 1 000\$

1589 100\$

589 25\$

89 10\$

NUMEROS LOTS

684395 250 000\$

84395 2 500\$

4395 250\$

395 50\$

95 10\$

NUMEROS non-décomposables: 453778 445877 272603

NUMEROS mobiles: 86192 9502 171

25 000\$ 250\$ 50\$

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, celle dernière a priorité.

Mulroney gardera Bernard Roy

■ OTTAWA — En dépit des critiques de plus en plus ouvertes dirigées contre son principal conseiller, Bernard Roy, le premier ministre Mulroney a indiqué clairement hier qu'il avait une entière confiance en son collaborateur et que celui-ci conserverait son poste.

MAURICE JANNARD de notre bureau d'Ottawa

« Absolument. Vous avez ma garantie là-dessus », a déclaré sur un ton sec M. Mulroney lors d'une conférence de presse.

Devant les affirmations de LA PRESSE publiées hier matin et selon lesquelles des membres influents, tant au sein de la direction du Parti conservateur que du gouvernement souhaitent le départ de son secrétaire principal,

M. Mulroney a senti le besoin de vanter les mérites de son ami :

« Il est d'une intelligence rare, d'une intégrité complète, d'un jugement sûr et d'un dévouement total ».

Le premier ministre a reconnu que des erreurs ont été commises dans son bureau et que certaines informations ne lui ont pas été transmises. Mais, rien qui compromette l'honnêteté de son personnel.

Puis, il a finalement lâché : « Il y a aura peut-être des changements ».

Le directeur national du parti, Gerry Lampert, a déclaré à deux reprises cette semaine qu'il avait prévu il y a quelques mois le bureau de M. Mulroney que l'ex-ministre des Communications, Marcel Masse, faisait l'objet d'une enquête de la Gendarmerie

royale sur ses dépenses électorales. Brian Mulroney répète que ni lui ni les membres importants de son bureau n'étaient au courant.

Il a offert de remettre sa démission si un député peut prouver qu'il a menti dans l'affaire du thon et celle de Marcel Masse.

De son côté, le chef libéral John Turner croit que « quelqu'un ment dans le bureau du premier ministre ».

M. Mulroney a finalement avoué qu'il se pourrait que M. Lampert ait parlé avec une personne importante du gouvernement, mais qui ne ferait pas partie de son personnel.

« Il se peut, a-t-il dit, que M. Lampert ait communiqué cette information (sur Masse) à quelqu'un, à une personne haut placée, mais pas à une personne importante de mon bureau ».

Il a déclaré qu'il avait mandaté le député Peter Elzinga, le président national du Parti conservateur, pour faire enquête. « C'est une urgence », a dit Brian Mulroney.

L'opposition trouve que ce genre d'enquête est une farce parce qu'elle est faite par un membre du Parti conservateur.

Le gouvernement Mulroney a subi cette semaine la pire crise qu'il n'ait jamais connue depuis la prise du pouvoir, il y a un an à peine. Les démissions subites de John Fraser et de Marcel Masse ont secoué profondément tous les ministres et députés conservateurs.

« Ce fut une semaine difficile », a reconnu le premier ministre dès le début de sa conférence de presse. « Oui, j'ai connu de meilleurs jours déjà ».

Les Canadiens pourront parier sur les courses de chevaux à l'étranger



Pour 1,50\$ au plus la bouteille

découvrez l'art de faire vous-même de l'excellent vin chez vous.



Oui, vous pouvez facilement obtenir un vin de qualité supérieure à partir des jus de raisin concentrés **PUR VIN** que notre maison importe d'Europe et qu'elle distribue en exclusivité. Vous profiterez à cet égard d'une **garantie de satisfaction** (ou remboursement intégral) car le produit que vous utiliserez, provenant d'un cépage noble, est pur à 100% et réfrigéré dès sa mise en fûts. Beaujolais, Bourgogne, Bordeaux, Côte du Rhône, Chablis, Châteauneuf-du-Pape, etc., quel que soit le type de vin que vous préférez, vous le fabriquerez avec succès grâce à notre moult de premier choix et un équipement de vinification approprié, et ce, à un coût extraordinairement économique.

EN SPÉCIAL CETTE SEMAINE

ÉQUIPEMENT NÉCESSAIRE
Pour la fabrication
(5 gallons à la fois)
\$39⁹⁵

JUS DE RAISIN CONCENTRÉ
type BOURGOGNE
Cont. 5 L
\$28⁹⁵

Adressez-vous sans tarder à **PAUL BOURGET inc.**
LE VRAI SPÉCIALISTE DU VIN MAISON
1265, boul. O'BRIEN, SAINT-LAURENT
TÉL.: 747-3533

■ OTTAWA — Un projet de loi sur le pari mutuel déposé hier à la Chambre des communes permettrait aux Canadiens d'engager des paris au Canada sur des courses de chevaux à l'étranger.

Présenté par le ministre de l'Agriculture John Wise, le projet de loi C-77 modifie l'article 188 du Code criminel qui régit le pari mutuel sur les courses de chevaux.

« Ces changements sont apportés à la demande du secteur des courses », a déclaré M. Wise. Ils ont pour but d'améliorer la situation financière de ce secteur tout en garantissant la probité des courses qui font l'enjeu de paris ».

Si le projet de loi est adopté, les Canadiens pourraient engager des paris sur des courses à l'étranger autorisées par le ministre de l'Agriculture.

Le prestigieux Derby du Kentucky pourrait être du nombre.

« Je puis vous affirmer qu'on ne laissera pas les paris sur les courses à l'étranger prendre le pas sur les courses qui se déroulent au Canada », a toutefois ajouté M. Wise. Les normes canadiennes de contrôle des drogues ne se relâcheront en aucune façon ».

Ainsi, ces courses seront réglementées et surveillées par des représentants gouvernementaux, et les montants parqués devront rester au Canada.

Selon le ministre de l'Agriculture, les revenus supplémentaires que les associations retireront sur ces paris auront des retombées bénéfiques pour tout le secteur canadien des courses.

Par ailleurs, le projet de loi permettra aux associations de courses de recevoir les paris dans d'autres bâtiments situés sur leur propriété à proximité de la piste, et de télédiffuser en direct leurs courses et les données relatives aux paris.

— Presse Canadienne



Le Dr André Barbeau.

LE DR ANDRÉ BARBEAU

Il a ouvert la voie à une nouvelle science

■ Le Dr André Barbeau, à qui le gouvernement du Québec vient de décerner le prix Marie-Victorin, ouvre actuellement la voie, dans le cadre de ses recherches sur le système nerveux, à une nouvelle science médicale qui pourrait éventuellement nous prémunir contre les atteintes environnementales : l'éco-génétique.

JEAN-PIERRE BONHOMME

Avec l'éco-génétique, les spécialistes de l'Institut de recherches cliniques de Montréal, dirigés par le Dr Barbeau, étudient la relation qui existe entre les maladies nerveuses des personnes et les effets de la pollution chimique de l'eau et de l'air. L'équipe a du reste débouché dans le concret des choses. Le Dr Barbeau a en effet révélé à l'univers médical, lors d'un congrès mondial sur le Parkinson tenu à New York, en juin dernier, que cette maladie a vraisemblablement une cause environnementale.

En cherchant les origines du syndrome de Parkinson, ce mal qui atteint le système nerveux, le Dr Barbeau a pour la première fois établi un lien entre la grave maladie nerveuse et la pollution chimique industrielle, et ce chez les populations québécoises elles-mêmes. Il s'agit là d'une découverte d'importance majeure qui pourrait éventuellement remettre en question les modes de gestion de l'agriculture, de l'industrie et de la forêt.

Le Dr Barbeau regrette que les journaux de langue française du Québec n'aient pas donné d'importance à sa découverte. Après tout, rappelle-t-il, les 35 spécialistes de la neurologie de culture française du Québec, répartis dans six hôpitaux français de Montréal et dans l'Institut, ont une crédibilité au moins égale à celle de leurs collègues de culture anglaise du Montreal Neurological Institute de l'université McGill.

La recherche que l'Institut de recherches vient d'établir, explique le Dr Barbeau, « c'est qu'il existe un lien entre la prévalence de la maladie de Parkinson et la pollution chimique industrielle ». C'est en étudiant la cartographie générale de la province de Québec, en regard de la prévalence de la maladie, que la découverte a été faite.

En zones forestières, les personnes habitant près des usines de pâtes et de papier ont en moyenne 2,5 fois plus de chances d'être atteintes de la maladie de Parkinson que les autres ; dans les meilleures zones de culture maraîchère du territoire, Saint-Rémi, Huntingdon, les rives du Richelieu, par exemple, où les pesticides sont utilisés massivement, l'incidence est plus élevée encore. En milieu urbain, c'est dans l'est de Montréal que les citoyens ont trois fois plus de chances d'être atteints de la maladie nerveuse.

Le Dr Barbeau ne veut pas tirer de conclusions hâtives de

ses constatations. Il ne veut pas encore nommer les rejets industriels qui, selon lui, pourraient porter ainsi atteinte au système nerveux des personnes. Le moins qu'on puisse dire, explique-t-il, c'est que certaines personnes peuvent être génétiquement plus à risque que d'autres lorsqu'elles sont mises en contact avec les polluants chimiques. Les recherches, du reste, se poursuivent à l'Institut pour éclairer ce fait.

Le médecin signale aussi que l'hypothèse selon laquelle les pesticides et les fongicides utilisés en agriculture et dans l'industrie du papier se propageraient par l'eau dans l'organisme humain, saute aux yeux.

Peut-être, dit encore le chercheur, la cause de la maladie viendrait-elle d'une famille de pollueurs. En tout cas, opine-t-il, les parkinsoniens ont un « défaut enzymatique hépatique » qui detoxifie l'organisme, qui les empêche de combattre efficacement l'agression des polluants. Le Dr Barbeau dit croire que d'autres maladies — qu'il ne veut pas nommer — pourraient pareillement avoir des causes environnementales.

Quoi qu'il en soit, la découverte du médecin relative à la maladie de Parkinson est si importante qu'elle devrait faire l'objet, prochainement, d'une publication détaillée dans le New England Journal of Medicine.

Pour éclaircir tout cela, le chercheur a dit avoir mis le gouvernement du Québec au courant du problème et l'avoir incité à créer une équipe de recherches multidisciplinaires. Celle-ci pourrait déterminer quels sont les polluants industriels, les « déclencheurs » des maladies en regard des « patterns » d'exposition. Ce sera un comité d'éco-génétique, soit un groupe de chercheurs étudiant la relation qui existe entre l'écologie et les principes moteurs des humains.

Le Dr André Barbeau poursuit ainsi une recherche neurologique amorcée par son propre père Antonio, qui a ouvert la voie en neuro physiologie clinique. Celui-ci, rappelle-t-il, était motivé par une certaine fierté de propager la communication en français dans le corps même de la science médicale. André dit s'être lui-même « naturellement » engagé dans cette voie et avoir réussi à s'imposer à force de patience, d'imagination et de travail.

Le Dr André Barbeau, âgé de 54 ans seulement, en plus de diriger le département de neurologie de l'Institut de recherches cliniques de Montréal, est professeur titulaire de neurologie à l'Université de Montréal. Il dirige en outre une étude multidisciplinaire sur l'ataxie de Friedreich, réunissant 240 chercheurs. Il a publié quelque 500 articles et livres sur la neurologie et est membre honoraire de plusieurs sociétés neurologiques nationales, dont celles de France et du Japon.

Futon Ciel

VENTE DE FUTON

Futon 7 pi. et base double Rabais de \$85

250\$

GARANTIE 12 ANS

Aucun autre achat requis

LE PLUS GROS VENDEUR DE FUTON À MONTRÉAL, AU QUÉBEC, AU CANADA!

MONTRÉAL 354 est, Beaubien métro Beaubien 277-9385	MONTRÉAL 1622 ouest, Sherbrooke métro Guy 937-2253	LAVAL 103, boul. de la Concorde e. 669-7887	LONGUEUIL 1505, rue Ste-Hélène 677-8041	JOLIETTE 516, rue St-Viateur 756-1104
---	---	---	---	---

CONGÉ SUR SEMAINE

Châlet

75\$ par jour

BAIN TOURBILLON
VUE DU LAC — FOYER
Près de Sainte-Agathe
Auberge sur le site avec salle à manger.
DEMANDEZ NOTRE DÉPLIANT
1-819-326-4324

MAIGRIR

ÉQUIPE de diététistes, éducateurs physique, animateurs, sous la responsabilité des docteurs, Jean-Guy Boileau M.D., M.S.C. (nutrition) et Pierre Lizotte M.D.

C'BON DE MONTRÉAL
276-2573

DÉTECTIVE

PIERRE D. MASSUE

« Autorisé sous l'Acte concernant les agences de détectives du Québec »

Licencié par la Cité de Montréal

• Disparitions • infidélité conjugale • surveillance • divorce • preuve d'adultère • enquêtes criminelles • fraude • extorsion • surveillance d'employés • filature • toutes preuves pour la cour

CONFIDENTIEL - DISCRETION ASSURÉE

DEPUIS 1949
387-8757

ANTIQUITÉS

AVIS PRÉALABLE D'ENCAN par GODONIER INC.

9060, Charles-de-la-Tour, Montréal

389-1397 — 389-1398

EXPOSITION

PRÉALABLE

Judi 3 octobre de 12h à 21h

Vendredi 4 octobre de 12h à 21h

Samedi 5 octobre de 12h à 18h

Dimanche 6 octobre de 12h à 18h

ENCAN

Lundi 7 octobre à 19h30

Mardi 8 octobre à 19h30

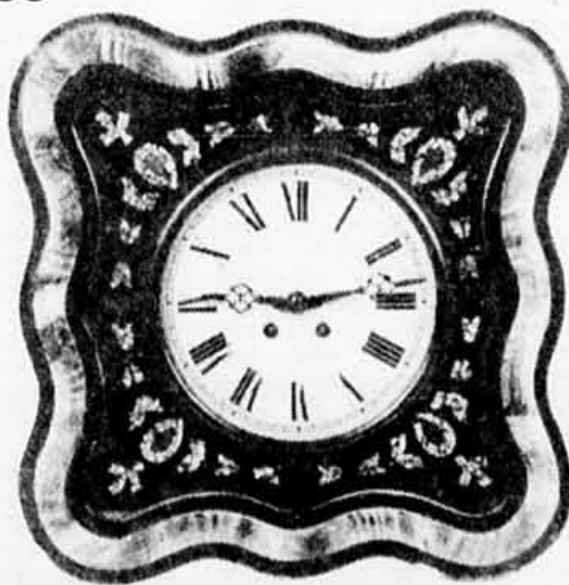
Mercredi 9 octobre à 19h30

Mobiliers de chambre à coucher, salle à diner, salon, chaises, fauteuils, objets de collection, argenterie, sculptures, chrisé-léphantines, horloges, montres, peintures, tapis, porcelaines, cristal, etc...



NOUS NE SOMMES PAS ENCORE CONNUS... ALORS... PROFITEZ DE NOS PRIX BAS, MAINTENANT

POUR ACHETER, ÇA VAUT LA PEINE DE NOUS CONNAÎTRE



Fin de campagne

Pour bien juger de la campagne de leadership du Parti québécois qui s'achève ce weekend, il importe d'abord de rappeler dans quelle situation affligeante se trouvait cette formation au printemps.

À la fois secoué et soulagé par le départ forcé de son fondateur, le PQ n'était plus en début d'été qu'un rassemblement meurtri et accablé par les épreuves des mois précédents: il était en chute verticale dans l'opinion publique, il offrait au jour le jour le spectacle de ses divisions, ses effectifs avaient fondu, ses orientations restaient incertaines, les démissions s'accumulaient, il était voué à un échec désastreux au prochain scrutin.

Malgré ces lourdes hypothèques, le Parti a réussi à faire durant trois mois une campagne pour le choix d'un chef en offrant à la population le visage d'un groupe relativement uni, solide et sain. Il est même parvenu à recruter 50 000 membres de plus en pleine période estivale; il a occupé une place importante dans l'actualité et retenu l'attention des médias; il a mis à l'essai avec succès un nouveau mode d'élection de son président au suffrage universel, une première dans l'histoire des partis démocratiques d'Occident.

De surcroît, cette campagne s'est déroulée dans un climat d'harmonie et de respect mutuel. Pas de coups bas ni blessures irrémédiables. Au plan électoral, le Parti québécois aura donc accompli durant ce long été une opération de redressement dont il avait grand besoin. Il sort de là avec une meilleure image, des militants plus nombreux, une combativité retrempée et au moins l'espoir, fût-il modeste, de conserver le pouvoir qui lui aurait échappé complètement à la mi-juin.

En revanche, cette campagne a paru trop longue à tout le monde et fastidieuse à ceux qui l'ont suivie de près. Il ne suffit pas d'inventer le plus démocratique des scrutins pour désigner un chef; il faut encore prévoir un programme d'activités, de réunions, de rencontres et de débats qui permettent aux militants de participer pleinement à cet exercice.

Durant ces trois mois, les membres du PQ ont été littéralement condamnés au silence et, ce qui est pire, n'ont pas paru s'en plaindre. Le Parti québécois et les autres formations qui seront tentées par ce mode électif devront faire preuve d'imagination lors d'une prochaine expérience.

Cette campagne et les centaines de discours qu'elle a suscités n'ont pas montré clairement ce que le Parti québécois s'apprête à devenir. Après le choc idéologique de janvier et la démission de René Lévesque, il était inévitable que se produise une profonde mutation. Celle-ci n'a pas fini de s'opérer et nul ne sait vraiment ce que sera ce parti sous la direction de son nouveau chef. L'ambiguïté persiste quant à l'option fondamentale, et le dernier sondage IQOP montre bien que les péquistes, s'ils restent en majorité acquis à l'idée de souveraineté (une idée plutôt nébuleuse par les temps qui courent), ne sont plus disposés pour autant à la promouvoir.

Il serait injuste de prétendre que ce tournoi estival fut exempt d'idées. Tous les candidats ont lancé des projets et des suggestions, quelques-uns originaux et valables. Mais ils sont demeurés plus discrets et peu inventifs quant aux moyens de les mettre en oeuvre. C'est avec intérêt, par exemple, qu'on a écouté Mmes Francine Lalonde et Pauline Marois lorsqu'elles ont proposé des projets de création d'emplois liés aux initiatives régionales, largement conçus par les citoyens eux-mêmes plutôt qu'imposés par une administration centralisée. Mais comment décentraliser à ce point le pouvoir? Comment générer les fonds nécessaires? Et, surtout, pourquoi appuyer sur les faibles ressources des régions le développement d'une économie dont les moteurs sont situés dans les villes, Montréal et Québec principalement? L'absence de Bernard Landry s'est fait sentir durement à cet égard.

Reconnaissons que Guy Bertrand a défendu avec vigueur la thèse de l'indépendance assortie d'un lien économique plus étroit avec les États-Unis. Mais cette option, déjà anachronique à la fondation du PQ en 1960, n'a plus cours aujourd'hui. On doit d'autre part déplorer que l'ardeur écologique de Luc Gagnon n'ait pas suscité une plus grande réflexion parmi les militants.

Mais beaucoup d'autres questions importantes pour l'avenir du Québec ont été à peine évoquées: peu de choses sur l'éducation et sa réforme nécessaire; presque rien sur la gestion des fonds publics, la fiscalité et les investissements; des idées généreuses mais incomplètes sur les politiques sociales.

Pierre Marc Johnson, favori dès le premier jour parce qu'il possède mieux que les autres candidats les qualités indispensables d'un leader, gagnera donc cette course demain soir. Mais il lui restera à dire en langage clair, lors de la campagne électorale, ce qu'il ferait du pouvoir si les Québécois le lui confiaient.

Michel ROY

Des propagandes aux réalités

Comment ne pas être frappé par le contraste entre le ton des discours aux Nations unies sur le sujet de la guerre et de la paix et celui des conversations privées entre les Reagan, Shultz et autres interlocuteurs du côté américain et les délégués de l'URSS?

À la tribune des Nations unies, on s'administre réciproquement des volées de bois vert; dans le privé, on s'échange des «jokes» sur le ton de la conversation courtoise.

Pour le grand public, bien des choses restent noyées dans les brumes de la discrétion officielle ou perdues dans les méandres des arrière-pensées.

Washington attend des propositions «concrètes» pour éviter l'impasse aux négociations de Genève sur la réduction des armements. Certaines informations veulent que l'URSS soit prête à une réduction de 40 p. cent du nombre de ses missiles stratégiques contre un renoncement au moins partiel, du côté américain, à l'Initiative de défense stratégique, mieux connue sous l'appellation «guerre des étoiles». L'administration Reagan n'offre pas d'indications évidentes de son intention d'accepter pareil troc.

C'est là que les pessimistes interviennent pour faire observer que, dans ces conditions, l'initiative que le président américain a voulu mettre sous le signe de la paix risque de relancer la course aux armements. À la tribune des Nations unies, le délégué russe, M. Chevardnadze, a d'ailleurs averti que «commettent une erreur» ceux qui sont enclins à croire que «l'économie soviétique pourrait fléchir sous la pression de la nouvelle course aux armements». Autrement dit, l'URSS ne reculera pas devant l'enclenchement, si besoin est.

L'énormité même des sommes engagées pour l'IDS (\$26 milliards en trois ans) avait laissé supposer que l'URSS hésiterait à tenter de supporter la concurrence dans l'espace. Or, elle prévient qu'il n'en est rien.

L'économie américaine elle-même offre un paradoxe de ce point de vue. Le Fonds monétaire international souligne que, contrairement aux idées reçues, les États-Unis souffrent du même mal que les pays en voie de développement: l'excès d'endettement.

À quoi il est répondu que l'IDS va imprimer un formidable élan à la technologie, à la recherche, partant à l'économie. Les pays les plus réfractaires au projet américain (le Canada entre autres) salivent à la pensée des retombées favorables qui pourraient s'ensuivre.

La «guerre des étoiles» n'est pas un simple gadget. C'est la manière dont le projet est défendu ou combattu qui relève des propagandes.

Guy CORMIER



Droits réservés



Marcel Adam

La raison d'État ou la fin qui justifie tous les moyens

Avec l'affaire du Rainbow Warrior, la France est devenue un objet de scandale dans le monde civilisé.

«Non, c'est pas vrai, pas la France!» se sont dits tous ceux qui ont toujours vu dans ce pays la conscience morale en quelque sorte de l'humanité. Par ses humanistes, ses penseurs, ses moralistes, la France n'a-t-elle pas contribué considérablement au progrès de la civilisation, notamment en se faisant le héraut de la règle de droit sur la loi du plus fort?

Ils sont légions ceux qui se sentent profondément blessés que la France se soit diminuée au rang de la Libye ou de quelque autre pays exécuteur des basses oeuvres soviétiques, en s'adonnant au terrorisme international au nom de la raison d'État.

Mais ils ne sont pas moins nombreux que ces idéalistes les cyniques qui considèrent que le tort de la France ce n'est pas d'avoir posé un geste criminel, en coulant en pays étranger un bateau (et en tuant un de ses membres d'équipage), pour empêcher le mouvement écologico-pacifiste Greenpeace de gêner ses essais nucléaires dans le Pacifique. Son tort c'est d'avoir agi

gauchement et de s'être fait prendre.

Au fond ces cyniques sont plus réalistes ou moins hypocrites que ceux qui condamnent le geste de la France au nom de la morale, mais trouvent normal qu'au nom de la raison d'État et du principe de la souveraineté nationale un pays agisse, dans ses relations internationales, à l'encontre des règles de droit qui le régissent sur le plan intérieur.

Le fait, me dira-t-on, que le premier ministre français Laurent Fabius ait reconnu la responsabilité de la France dans ce crime, et puni les responsables politique et militaire qui en ont donné l'ordre, infirme mon argument et prouve que la France n'absout pas à l'extérieur ce qu'elle condamne à l'intérieur.

Il ne faut pas être dupe. Le gouvernement français a tout fait pour couvrir cette affaire et il a fini par faire des aveux parce qu'il ne pouvait faire autrement, devant l'accumulation des preuves étalées sur la place publique par la presse. Et le fait qu'il poursuive les auteurs des fuites et absolve les exécutants démontre également qu'il est davantage mu par la raison d'État que par la morale.

Si ce scandale fait tant de bruit dans le monde c'est que la France, non seulement a toujours projeté d'elle-même une image exemplaire en relations internationales, elle est dirigée au surplus par un gouvernement socialiste qui affiche des idéaux d'une pureté angélique à cet égard. Mais la France n'est pas le mauvais larron d'une communauté internationale composée de membres qui refusent scrupuleusement de faire aux autres États ce qu'ils n'aiment pas se faire faire.

Dans un monde formé d'États souverains qui vivent entre eux sous l'empire de la loi de la jungle, qui refusent de se conformer à une règle de droit et à un pouvoir judiciaire supranational, pour qui la fin — la raison d'État, c'est-à-dire l'intérêt ou l'honneur national — justifie les moyens, quel États est assez pur pour lancer la première pierre?

C'est ainsi que des pays hautement civilisés et raffinés, formés de citoyens de bonnes moeurs et vivant dans le respect des uns et des autres, se comportent en tant qu'États souverains comme des truands.

Le plus troublant c'est que

les peuples acceptent cette dichotomie, qu'ils la trouvent conforme à l'ordre naturel des choses. Par exemple le peuple français ne paraît pas particulièrement scandalisé de cet attentat commis par l'État contre Greenpeace. Non plus que du fait que le premier ministre Fabius ait dit que les exécutants de ce crime, étant des militaires agissant sous ordre, ne devaient pas être tenus comptables devant la justice de leur acte.

(Le nazi Eichman n'avait-il pas invoqué cet argument de l'obéissance aux ordres pour justifier ses crimes contre les Juifs, une défense qui avait été rejetée aussi bien par la communauté internationale que par ses juges?)

On dit que les peuples veulent la paix, mais que ce sont les États qui font la guerre.

Pourtant ces peuples veulent l'État souverain qui doit à la guerre son existence; ils acceptent le banditisme d'État pratiqué sur le plan extérieur; ils ne refusent pas que l'État soit un fauteur de guerre au nom de l'intérêt national.

La bavure française offre une belle occasion de réfléchir sur ce paradoxe.

LECTURES

Les alternatives québécoises

«Tout se passe comme si devant l'impuissance du discours nationaliste et l'échec du référendum, on se tournait vers des actions plus concrètes à la base afin de s'assurer, jusqu'à la prochaine lutte politique, le contrôle de divers réseaux, organisations et entreprises dans lesquels est inséré le peuple québécois.»

PIERRE VENNET

À vivre collé sur les arbres, un proverbe bien connu dit qu'on finit ne plus voir la forêt. Un autre répète que nul n'est prophète en son pays.

C'est sans doute pourquoi c'est en France qu'est publié ce que je considère comme le premier bilan global des alternatives québécoises. On a souvent tendance à l'oublier tant on s'y habitue, mais le Québec a été en Amérique du Nord, avec la Californie, la terre la plus féconde en expérimentations sociales et culturelles de tous genres.

Notre mouvement féministe dynamique, nos coopératives d'habitation, les expérimenta-

tions collectives comme le JAL, dans le Bas-Saint-Laurent, les Opérations Dignité en Gaspésie, nos garderies communautaires, coopératives d'aliments naturels, coopératives de production, radios communautaires, etc., tout cela fait l'envie des Français qui, dans plusieurs domaines, tirent la patte derrière nous.

C'est pourquoi l'influente revue *Autogestions*, vient de publier un volume spécial de 275 pages qui fait le point sur l'expérience québécoise.

Pour beaucoup de Français, en quête de vie et de travail, lit-on dans la présentation, le Québec fut cette terre vierge, située aux Amériques, où il devenait possible de réaliser des projets impensables dans un pays chargé de traditions, de centralisme et de bureaucratie. Et se colportait volontiers sur le Québec une part de mythologie par récits et reportages superposés. Mais comme le mouvement allait bon train, nul ne songeait vraiment à séparer l'histoire de la légende.

Autogestions, elle, le fait. Car tout n'est évidemment pas histoire à succès dans nos aventures alternatives. Le mot Tricofil est encore souvent employé péjorativement comme synonyme d'échec, qu'il ne faut pas oublier mais qui ne doit pas camoufler non plus des réussites moins spectaculaires, bien que réelles.

Quoi qu'il en soit, maintenant que les Québécois qui croient en ces formules et les Français qui partagent leurs objectifs sont tous deux déçus, les uns du Parti québécois, les autres du Parti socialiste, l'heure était venue d'un bilan de ce genre.

Dans chaque cas, mouvements sociaux et expériences alternatives crurent à des ouvertures, sinon à des alliances avec des politiques qui s'affichaient au départ sociales et nationalistes au Québec, populaires voire autogestionnaires en France. On espérait une démocratie plus égalitaire et participative, la remise en cause d'un modèle de développement fondé sur le mythe d'une croissance indéfinie.

Mais, ironie de l'histoire, ces gauches s'engagèrent dans une gestin réaliste par temps de crise. Austerité et rigueur en vinrent à tenir lieu de projet social, à moins que «le virage technologique» à l'ordre du jour au Québec comme en France, ne soit promu au rang dérisoire de modernité salvatrice.

Malgré tout, en conclusion de l'ouvrage, les auteurs écrivent que les dernières nouvelles en provenance du Québec, «à propos du sombre avenir du Parti québécois», ne signifient pas qu'une époque se termine.

«La plupart des alternatives décrites, quoique vouées presque par nature à l'éphémère, n'en induisent pas moins des changements de mentalités et de comportements qui, eux, parce qu'ils viennent s'imprimer dans la trame de l'expérience collective, ne peuvent être dissipés ou annulés par les seuls accès de fièvre d'une conjoncture politique.»

Alternatives québécoises, numéro spécial d'Autogestions, Paris, 275 pages.

John Fraser et Marcel Masse: 2 démissions, 2 styles différents



MAURICE
JANNARD

de notre bureau
d'Ottawa

« Les véritables souverains d'un peuple sont ceux qui en façonnent l'esprit, le mode de pensée, les goûts, les principes; nous ne pouvons accepter que cette suprématie soit exercée par des étrangers. »

Cette pensée d'un universitaire américain du 19^e siècle est inscrite sur la page couverture du dernier discours de M. Marcel Masse, avant sa démission surprise de mercredi. C'était à Halifax, mardi dernier.

L'ex-ministre des Communications aimait utiliser ce genre de citations en tête de chapitre de ses allocutions publiques.

A son arrivée à Ottawa, l'an passé, plusieurs parlementaires à la Chambre des Communes ont été surpris par la grande culture du député de Frontenac.

« Il ne faut pas oublier qu'il a commencé sa carrière comme professeur d'histoire des civilisations », rappelle un proche qui le connaît depuis vingt ans. « Il a l'éloquence des orateurs classiques ».

Tout autre était M. John Fraser, son collègue d'infortune qui a démissionné lui aussi cette semaine.

L'ex-ministre des Pêches n'avait rien du fin causeur. En politique, il appréciait surtout les liens personnels inébranlables que cette vie amène.

C'est d'ailleurs ce qui l'a perdu.

À la demande de son ami Richard Hatfield, l'un des politiciens les plus controversés du pays, il est allé jusqu'à goûter trois boîtes de thon défraîchi à l'usine Star-Kist au Nouveau-Brunswick avant de renverser la décision des inspecteurs de son propre ministère.

M. Hatfield faisait valoir que 300 emplois seraient perdus s'il rejetait le thon.

Il n'en fallait pas plus pour mettre le responsable des Pêches dans tout ses états et semer la confusion dans l'esprit de cet homme hypersensible.

L'hiver dernier, un chercheur scientifique de Vancouver, d'origine asiatique, s'est suicidé lorsqu'il a appris son renvoi à la suite des restrictions budgétaires du fédéral.

Quand les journalistes ont demandé à M. Fraser de commenter l'incident, il s'est mis à pleurer devant les caméras de la télévision.

L'incident aide à comprendre la décision du même ministre, lorsqu'on lui a demandé de choisir entre la sauvegarde des emplois de l'usine Star-Kist et la distribution du thon impropre à la consommation.

Toutefois, même si elle était bien intentionnée, son erreur de jugement a mis les hauts-fonctionnaires en colère, avec le résultat que l'on connaît. Le gouvernement s'est attiré le ridicule, et le premier ministre Mulroney a forcé M. Fraser à retirer le thon des supermarchés.

Marcel Masse: un cas différent

De tempérament plus rationnel, M. Marcel Masse a eu des réactions bien différentes devant des problèmes similaires.

On ne l'a pas vu verser de larmes quand le budget de la Société Radio-Canada a été réduit de \$75 millions et que 800 personnes ont perdu leur emploi.

De la même manière, lorsque les dépenses pour les activités culturelles ont diminué de \$200 millions et que les artistes aux abois organisèrent un colloque pour se plaindre, M. Masse ne s'est pas laissé attendrir.

« Les gens démocratiquement élus ont le droit et le devoir de choisir les priorités où ils mettront l'argent des contribuables », leur a-t-il rappelé au cours d'une rencontre dimanche à Halifax.

Pourtant, lorsqu'il a remis sa démission cette semaine, la communauté culturelle n'a eu que de bons mots pour lui.

Même si cette affaire force le premier ministre Brian Mulroney à procéder à un second remaniement ministériel en l'espace de quelques semaines, on s'empresse de dire dans l'entourage du chef du gouvernement qu'on a bon espoir de revoir l'ex-ministre québécois revenir au cabinet.

John Fraser n'a pas eu droit à tant d'égards. On avait plutôt hâte dans son cas qu'il parte.

Les démissions de MM. Marcel Masse et John Fraser ont donc peu de chose en commun, si l'on fait exception de leur rapprochement dans le temps.

Mais qu'ils soient regrettés ou non ou qu'ils aient quitté le cabinet avec élégance ou pas, John Fraser et Marcel Masse sont redevenus aujourd'hui de simples députés.

Inévitablement, il s'agit là de constats d'échecs et c'est la crédibilité du gouvernement conservateur qui en fait les frais.



Lysiane Gagnon

Monsieur Lévesque

L'homme aura quitté la politique à peu près comme il y était entré: en coup de vent, d'une manière imprévisible et brouillonne, et avec cet indéfinissable sourire oblique dont on ne sait jamais s'il est affectueux ou ironique.

Il se sera fait prier pour participer à l'hommage que son parti lui a rendu hier soir, et n'aura accepté qu'à condition que la cérémonie ne soit pas trop sentimentale.

Il n'a d'ailleurs jamais aimé, lui qui pourtant savait si bien les susciter, les débordements d'affectivité: quand ses partisans l'applaudissaient trop passionnément, il leur faisait signe de se taire, comme si cela l'embarrassait, l'agaçait, l'inquiétait. Était-ce de la pudeur? De la fausse modestie? Était-ce la conscience aigüe du suprême danger que représente, pour des foules survoltées, la parole d'un chef charismatique? Il avait vu, tout jeune — il n'avait que 22 ans en 1915, quand il entra, jeune reporter à l'emploi de l'armée américaine, dans les charniers de Dachau — ce que peut produire, chez des peuples désarmés, le pouvoir de la parole hystérique. Il avait vu non pas Hitler, mais, pire encore, ce que Hitler avait fait.

D'où, peut-être, sa réserve, devant les foules qu'il avait lui-même soulevées. Comme s'il leur disait: « Attention, ne me prenez pas trop au sérieux. »

D'où sa foi tenace, têtue, et parfois coléreuse tant elle était passionnée, dans les valeurs démocratiques.

Envers ceux qu'il soupçonnait — souvent à tort d'ailleurs — de déviation anti-démocratique, il pouvait être violent et injuste. Tout ce qui sentait l'extrémisme, tout ce qui avait l'air d'un groupuscule, tout ce qui était en marge du peuple ou parallèle au peuple, lui inspirait une méfiance teintée de répulsion.

Il fut d'ailleurs toujours meilleur premier ministre que chef de parti, et d'ailleurs infiniment plus à son aise dans le premier rôle que dans le second. Il croyait au pouvoir du peuple bien davantage qu'à celui, tyrannique et capricieux, des partisans, et sitôt premier ministre, c'est la mentalité de la société dans son ensemble bien davantage que le programme de son parti qui lui aurait dicté sa ligne de conduite.

Comme beaucoup de chefs politiques, qui sont à l'aise devant des foules mais timides en face-à-face, René Lévesque n'aimait pas les débordements d'émotivité. C'est d'ailleurs pourquoi les remaniements ministériels ont toujours été pour lui une terrible corvée: un ministre recalcé ou congédié devient un grand enfant qui pleure et plaide, et René Lévesque, lui-même incapable d'exprimer ses sentiments directement, ne supportait pas ce genre d'intimité.

Autoritaire mais tolérant, à la fois brutal et tendre (mais c'était bien sûr une tendresse bourru, qui ne s'avouait jamais complètement), ombrageux mais humain, capable des pires grossièretés comme des sentiments les plus délicats et des pensées les plus subtiles, américanophile de style et de cœur et francophile par raison, farouchement nationaliste mais jamais xénophobe, souvent agressif mais souvent conciliant, à la fois impulsif et responsable, curieux mélange de pragmatisme et d'intellectualisme, René Lévesque avait une personnalité si complexe qu'il aura représenté, pour trois générations — la précédente, la sienne et celle qui le suit — plusieurs symboles à la fois: celui du Canadien-français qui se rebelle, celui du Canadien-français qui compose avec l'ordre établi, celui du Canadien-français belliqueux mais prudent, qui revendique tout en protégeant ses arrières.

Même son physique, son corps trapu, court, musclé, son visage de paysan sans finesse mais brillant de charme et d'énergie, incarnait le stéréotype historique du Canadien-français taillé d'une pièce mais ratoureux, l'air modeste du chien battu mais capable de mettre son poing sur la table.

Cet homme qui correspondait si peu aux canons de la beauté masculine fut un homme séduisant: longtemps, les femmes — bien des femmes en tout cas — le trouvaient irrésistible, et les hommes — bien des hommes en tout cas — s'identifièrent à lui. C'était une admiration plus familière que celle qu'on vouait à Pierre Trudeau. On disait Ti-Poil là où l'on n'aurait jamais pensé à dire Ti-Pit. Mais devant Lévesque, le plus fruste des admirateurs s'arrêtait au bord de la familiarité: instinctivement, on le vouvoyait, on le traitait avec respect. Car contrairement à ce que d'aucuns ont pu croire, René Lévesque n'a jamais été un politicien populiste. Sa pensée n'était ni simpliste ni démagogique, et malgré le langage vert qu'il utilisait parfois, il maintenait une distance entre lui et les autres, ayant la conscience, et le respect, de sa fonction, parce qu'elle lui était prêtée par le peuple.

C'est novembre 1981, bien davantage que la défaite référendaire, qui l'aura brisé.

Définitivement vaincu par Pierre Trudeau, au terme d'une longue bataille qui souvent ressembla à un duel entre deux hommes de pouvoir, René Lévesque allait entrer dans la période la plus sombre de sa carrière: la question nationale restait en suspens, il n'y avait plus d'argent dans les coffres de l'État, il y eut le « renérendum », la crise économique, la mort lente de la social-démocratie et de la souveraineté-association... Tout à coup, l'époque à laquelle il s'était identifié — la Révolution tranquille — basculait dans une autre décennie, différente, avec d'autres défis, et les jeunes poussaient derrière.

Ce qui toutefois apparaîtra mieux d'ici quelques années, c'est que ce qui rapprochait Trudeau et Lévesque était bien plus important que ce qui les séparait: sans Lévesque, Trudeau n'aurait pas réussi à faire progresser au Canada une langue qui ne reposait plus sur la force du nombre. C'est la « menace séparatiste », d'autant plus puissante que le leader du mouvement était crédible, qui a donné au French Power d'Ottawa un rapport de force que ne justifiait ni l'économie ni la démographie. Le nationalisme pan-canadien, qui visait la promotion de la minorité francophone à la largeur du pays, est violemment entré en conflit avec l'autre nationalisme, celui qui visait l'accroissement des pouvoirs du Québec, foyer de la majorité francophone. Entre les deux gouvernements, le conflit était inévitable, mais les francophones, et au Canada et au Québec, auront finalement gagné sur les deux tableaux.

De ces 25 ans agités et fructueux, René Lévesque émerge aujourd'hui, sans doute partagé entre l'amertume et la satisfaction, mais libéré du poids des autres, tel un père de famille trop longtemps chargé de responsabilités, qui un jour vend la maison, s'achète un condo, et se dit: « Demain matin, je ferai ce que je veux, seulement ce que je veux. » La liberté! Quoi de plus beau comme perspective d'avenir, surtout quand on a gardé une mentalité de journaliste?

On dit souvent que le plus bel héritage qu'un père puisse laisser à ses enfants, ce n'est pas l'argent, ni les biens, c'est l'instruction. L'instruction, ou la formation, bref ce qui permet à un enfant de faire son chemin dans la vie. C'est cela qu'il nous laisse, René Lévesque: la formation démocratique conjugée au désir de réussir. Passant, en 25 ans, d'une mutation à l'autre et par des transitions qui auraient pu être périlleuses, le Québec est resté farouchement, obstinément, fierement démocratique. À son image.



Au moins 300 immeubles ont été détruits ou devront l'être. De ce nombre, 146 ont été construits par le gouvernement. Les 104 qui restent sont identifiés comme des immeubles « privés », mais les condos ont été réalisés par le gouvernement avant d'être revendus aux particuliers.

Une odeur de scandale se répand sur les constructeurs de Mexico



GILLES
PAQUIN

envoyé
spécial
à MEXICO

Pendant que s'achève le décompte des victimes tirées des immeubles effondrés de Mexico, de plus en plus de gens pointent un doigt accusateur vers le monde de la construction et les autorités civiles qui le régissent.

« Pour quoi tant de nouveaux immeubles se sont-ils écroulés alors que la quasi totalité des édifices historiques plus que centenaires tenaient le coup », a demandé Novedades, un des grands quotidiens de la capitale.

La question est d'ailleurs sur toutes les lèvres, seul le présumé coupable change selon l'interlocuteur.

S'abstenant pour le moment de répondre aux demandes d'enquêtes, le président de la Madrid a cependant annoncé la mise sur pied d'une commission d'étude sur les causes du séisme.

Il a également proposé la révision en profondeur des lois et règlements régissant l'industrie de la construction dans le pays.

Pour le directeur de l'information de Novedades, Enrique Gutierrez, un parfum de scandale flotte sur la capitale mexicaine.

Il lui paraît évident que l'ampleur de la catastrophe ne s'explique pas seulement par la force des secousses.

Quantité d'immeubles étaient mal construits, soutient-il.

Selon lui, une partie du désastre tient au fait que la corruption est très répandue parmi les ingénieurs, les architectes et les fonctionnaires.

« Ces gens-là n'hésitent pas à utiliser des matériaux de qualité inférieure ou encore à tricher dans l'exécution des plans pour augmenter leurs profits », affirme-t-il.

Il est cependant moins dur envers les fonctionnaires qui doivent veiller au respect de la loi.

« On ne pourra jamais avoir assez d'inspecteurs pour vérifier chacun des piliers, chacun des plans et chacune des tonnes de ciment qui entrent dans un chantier », explique Enrique.

Habituellement sympathique au gouvernement, Novedades croit maintenant qu'il faut une enquête pour vider la question.

Naufragée du Coahuila, un immeuble de 84 logis évacué lorsque ses jumeaux du complexe domiciliaire de Tlatelolco se sont effondrés, Cristina Pa-

ges est tout de même plus nuancée.

Elle et son mari sont très critiques du régime au pouvoir depuis près d'un demi-siècle, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI).

« Je dis la même chose que la plupart des gens lorsque je m'empare, mais je crois qu'il faut garder la tête froide au milieu de ce sinistre », dit-elle.

« Nous allons commander une étude sérieuse et décider ensuite si nous engageons des poursuites. Notre appartement a été construit par l'état au milieu des années 60 et a déjà résisté au séisme de 1979 », dit-elle.

« Pour le moment, j'ai peur de rentrer chez moi, explique Cristina. La tour voisine s'est effondrée et la nôtre s'est enfoncée de quarante centimètres dans le sol tout en s'inclinant légèrement. »

« Tout le monde constate que les édifices les plus âgés tiennent debout pendant que les plus récents, surtout ceux de l'État s'écroulent », dit un marchand du centre.

Le dernier bilan publié par l'administration municipale fait état de 711 édifices sérieusement endommagés. Il prétend que seulement 300 sont détruits ou devront l'être.

« C'est seulement un immeuble sur 5,000 », souligne le texte

officiel. Il se garde de noter que parmi les 300 immeubles en cause on trouve 116 constructions gouvernementales, 46 cinémas ou théâtres et trois centres sportifs.

Les 104 qui restent sont identifiés comme des immeubles « privés », mais les condos, comme celui de Mme Pages, ont été réalisés par le gouvernement avant d'être revendus aux particuliers.

Le bilan des organismes indépendants dresse pour sa part un tableau beaucoup plus sombre. Selon un groupe d'assureurs, 450 édifices sont irrécupérables pendant que 7,000 sont lourdement avariés.

Le Collège des architectes est encore plus pessimiste: il soutient que 700 édifices devront être rasés et que 10,000 structures ont été sérieusement atteintes.

Il faudra des années avant de voir clair dans ce drame, dit un jeune architecte dont la famille a été durement éprouvée. Qui sait d'ailleurs s'il ne se reproduira pas?

« Peut-on avoir confiance dans ces inspecteurs qui font en ce moment l'inventaire du stock immobilier de notre capitale? »

Le Mexique peut-il se payer le luxe de refaire les mêmes erreurs, demandent de plus en plus de citoyens.

LE
CAHIER
SPECIAL

LE PATRIMOINE

NE MANQUEZ PAS AUJOURD'HUI DANS la presse plus



L'année 1985 marque le centenaire de la conservation du patrimoine au Canada. Le cahier fait un tour d'horizon de ce qui se fait au pays à cette occasion et présente des gens qui ont apporté une contribution particulière à la conservation du patrimoine québécois.

PROCHE-ORIENT :

On semble s'acheminer vers de nouvelles voies de négociations



GILLES TOUPIN

Les événements récents qui ont marqué la politique du Proche-Orient démontrent qu'un changement important de la sensibilité occidentale sur cette question est en train de prendre forme. Les plaidoyers continus du président égyptien Hosni Moubarak et du roi Hussein de Jordanie en faveur de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) pourraient à la longue ouvrir de nouvelles voies de négociations.

Encore cette semaine, le président Moubarak a rendu visite au président Ronald Reagan à la Maison-Blanche dans le but d'insuffler une vie nouvelle aux efforts de paix au Proche-Orient. La semaine prochaine, ce sera au tour du roi Hussein de tenter de convaincre le président Reagan de jeter un peu de lest. Quelques jours auparavant, Mme Thatcher invitait à Londres deux membres haut placés de l'OLP, considérée comme une organisation terroriste par Israël, afin qu'ils rencontrent des membres de son gouvernement — geste tout à fait nouveau de la part d'un pays occidental. Il est vrai que Mme Thatcher revenait tout juste d'un voyage au Caire et à Amman, avec en poche un contrat de quelque \$5 milliards de vente d'armements à la Jordanie et à l'Arabie saoudite...

L'impatience de Moubarak

À Washington, M. Moubarak a manifesté une certaine impatience au cours de sa rencontre avec M. Reagan, le pressant d'activer les choses. Le président américain a répondu à son homologue égyptien qu'il était disposé à rencontrer des Palestiniens au sein d'une délégation jordano-palestinienne sans exclure des membres de l'OLP si cette dernière acceptait les résolutions 242 et 338 de l'ONU ainsi que le droit d'Israël à l'existence.



Le président Moubarak et le président Reagan, lors de leur dernière rencontre à Washington.

(La résolution 242 a été mise de l'avant immédiatement après le conflit israélo-arabe de 1967 et appelle Israël à libérer les territoires occupés en échange de frontières sûres et reconnues. La résolution 338 fut adoptée pour que des négociations sur l'application de la résolution 242 soient tenues. Cette dernière résolution a toujours été rejetée par l'OLP parce que les Palestiniens des territoires occupés n'y sont pas nommés comme tels et qu'ils sont implicitement considérés comme des « réfugiés »).

Est-ce à dire que la réponse de M. Reagan à M. Moubarak noie une fois de plus le poisson? Les propos de M. Moubarak étaient certes ambigus. Ce dernier a notamment insisté sur le fait que l'OLP avait « implicitement » accepté les conditions américaines qui permettraient le dialogue et qu'une accepta-

tion plus « explicite » de ces conditions par l'OLP se ferait une fois les négociations en marche. Les États-Unis n'ont évidemment pas louché du côté d'une telle rhétorique, alléguant qu'ils n'avaient jamais entendu l'OLP faire « explicitement » une telle proposition.

Quant au revirement de la Grande-Bretagne à l'égard de l'OLP, il semble avoir pour but de renforcer les pressions qui s'exercent sur le gouvernement de Jérusalem afin que ce dernier accepte de prendre en compte, dans le règlement du conflit, la participation des Palestiniens. Avant-hier, Mme Thatcher, qui défendait sa décision d'inviter deux membres de l'OLP en Grande-Bretagne, affirmait qu'un règlement pacifique de la crise du Proche-Orient était impossible sans la participation des Palestiniens à des négociations.

Bien que l'accord conditionnel américain à la participation d'une délégation jordano-palestinienne soit réel, les États-Unis ne sont pas prêts à accepter des négociations qui aboutiraient à une conférence internationale où les Soviétiques seraient inévitablement de la partie. Le roi Hussein souhaite, selon l'accord d'Amman établi en février avec Arafat, que dans un premier temps la délégation jordano-palestinienne négocie avec les États-Unis. Par la suite, les négociations incluraient Israël et, enfin, l'étape finale se concrétiserait par la tenue de cette conférence internationale.

Une négociation par étapes

Pour Washington, ce serait là sortir des cadres de camp David et de son modèle de paix séparées. Pour Israël et le premier ministre Pères, cette solution ne saurait être acceptable parce qu'elle est pour lui trop fastidieuse et qu'il semble quasi impossible de s'entendre sur une liste de représentants palestiniens satisfaisante pour tous. « Je pense, a-t-il dit, que nous devrions nous mettre tout de suite au travail et avoir une rencontre avec les Jordaniens. » Le ministre des Affaires étrangères d'Israël, M. Yitzhak Shamir, premier ministre en attente et partisan d'Eretz Israël, a également déclaré à New York cette semaine qu'il était en faveur d'une négociation par étapes dans laquelle Israël rencontrerait tous les pays arabes un à un.

Est-ce à dire que toute possibilité de règlement global soit écartée à jamais au Proche-Orient? Des signes démontrent que toutes les portes ne sont pas fermées. Le flirt tout récent d'Israël avec l'Union soviétique et l'espoir entretenu ouvertement d'une reprise des relations diplomatiques entre les deux pays tout comme la récente rencontre américano-soviétique à Vienne sur le Proche-Orient nous obligent à penser que l'hypothèse d'une conférence internationale n'est pas si farfelue que cela et qu'avec un peu de bonne volonté du côté de l'OLP, les Américains pourraient se faire violence et opter pour cette solution.



Jacques Bouchard

Un autre référendum est nécessaire!

Un autre référendum sur l'adhésion du Québec à la nouvelle constitution canadienne est nécessaire, selon 50 p.cent des militants du PQ. Surtout que cette question est loin de faire l'unanimité dans les provinces anglophones et qu'un nouveau premier ministre, quel qu'il soit, n'aurait aucun poids face à l'opinion canadienne pour revendiquer une sorte de statut particulier pour la Belle province s'il n'obtient pas auparavant un mandat de la population.

Ce qui est aussi intéressant de noter dans le sondage réalisé pour le compte du Journal de Montréal par l'Institut québécois d'Opinion publique (IQOP), c'est que 64 p. cent des membres du Parti québécois interrogés veulent que cette formation politique conserve l'option souverainiste dans son programme électoral.

Pour le directeur de la recherche du Centre de recherche sur l'opinion publique (CROP), Claude Gauthier, le sondage d'IQOP est très intéressant puisqu'il démontre que les gens veulent toujours savoir, et surtout à l'intérieur du PQ, de quoi il en retourne exactement de la question constitutionnelle.

Contrairement à ce que certains politiciens prétendent, les résultats du référendum du 20 mai 1980 n'ont pas réglé cette question qui demeure toujours un sujet d'actualité pour bien des citoyens cinq ans plus tard.

Un accord à signer?

À cet égard, il est intéressant de prendre note du volet du dernier bulletin CROP qui fait état de certaines données recueillies en juin dernier auprès des électeurs sur la nécessité ou non pour le Québec de signer la nouvelle entente constitutionnelle.

Il s'en dégage en fait qu'il serait essentiel qu'une bonne campagne d'information ait lieu à travers le Canada pour faire accepter et comprendre que le Québec n'est pas une province comme les autres. Et cela même si récemment le premier ministre canadien reconnaissait le caractère distinct de notre province.

En juin dernier, d'un autre côté, six Canadiens sur dix, y compris les Québécois (62 p. cent) disaient accorder beaucoup ou assez d'importance à ce que le Québec signe l'accord constitutionnel de 1981. Ce qui est un pourcentage assez significatif, selon Claude Gauthier.

Il faut se rappeler qu'en 1981, le premier ministre du Québec, René Lévesque, n'avait pu parvenir à un consensus avec ses collègues des autres provinces et le premier ministre Trudeau et, en conséquence, avait refusé de parapher la nouvelle entente. Par ailleurs, lors de la campagne électorale de 1984, l'actuel premier ministre du Canada s'était engagé, une fois élu, à rouvrir les discussions susceptibles d'amener le Québec à signer un accord constitutionnel à la satisfaction des Québécois et des autres provinces du Canada.

M. Mulroney s'était engagé, lors de cette campagne, à refaire l'unité de ce pays qui était sorti très divisé de 20 ans de règne des libéraux.

Après un an de pouvoir, il faut dire cependant qu'il n'y a pas eu tellement de progrès de ce côté. M. Mulroney a décidé de jouer la prudence, sans doute avec raison. Le gouvernement du Québec étant en fin de mandat et M. Lévesque ayant décidé de quitter la vie politique, il était plus sage pour Ottawa d'attendre qu'un nouveau gouvernement soit élu avant d'engager vraiment de nouvelles négociations avec l'ensemble des provinces canadiennes pour que le Québec décide de parapher officiellement le document de son appartenance au Canada...

Conditions à poser

Par ailleurs il a aussi été démontré que si une majorité de citoyens s'entendent sur l'importance qu'ils accordent à l'adhésion du Québec à un accord constitutionnel, il ne s'ensuit pas automatiquement qu'ils soient disposés à en accepter toutes les conditions.

La première condition posée par le gouvernement du Québec alors que M. Lévesque était en poste était que la constitution reconnaisse la spécificité du Québec.

Ainsi le sondage de juin réalisé par CROP, peu après que M. Lévesque eut fait connaître ses couleurs, indiquait que la majorité des Québécois, soit 78 p. cent, appuyaient le principe de la reconnaissance de l'existence du peuple québécois. Mais, comme il fallait s'y attendre, le Canada « anglais » n'acceptait pas d'emblée cette condition de départ des nouvelles négociations.

La majorité des Canadiens des autres provinces sont en désaccord avec la reconnaissance par la Constitution « of the existence of a people of Quebec ». Dans les provinces de l'Atlantique, 62 p. cent des personnes interrogées se sont prononcées contre cette reconnaissance, en Ontario 55 p. cent, et dans les provinces de l'Ouest 56 p. cent. Au total, à l'extérieur du Québec, un Canadien sur quatre acceptait que la Constitution reconnaisse l'existence du peuple québécois.

Pourquoi démissionner?

L'homme de la rue s'interroge sur la pertinence de la démission du ministre des Communications, Marcel Masse, alors que la Gendarmerie royale effectuait une enquête sur les dépenses électorales de son organisation dans le comté de Frontenac. Même si aucune accusation n'avait été portée contre lui, M. Masse a préféré remettre sa démission au premier ministre Brian Mulroney. Quitte à réintégrer le cabinet, comme il a dit l'espérer, lorsque toute cette histoire sera tirée au clair.

Le comportement de M. Masse dans toute cette histoire est très sage. Ne sachant au juste de quoi il pouvait en retourner, il a préféré ne pas exposer inutilement le gouvernement conservateur qui venait d'être ébloué sérieusement par l'affaire du thon avarié.

M. Masse a pris une bonne décision. Car si les libéraux avaient été informés de l'enquête de la GRC, ils auraient demandé immédiatement la démission du ministre.

En agissant comme il l'a fait, M. Masse a respecté l'esprit et la lettre des règles du parlementarisme britannique auquel notre parlement est soumis. Ce qui est tout à l'honneur de M. Masse dans ce dossier fort délicat.



M. Marcel MASSE

Le tremblement de terre Greenpeace continue à faire des ravages



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE à Paris

collaboration spéciale

On ne sait pas si ça ressemble davantage à une épidémie ou à un tremblement de terre à répétition. En tout cas, la désastreuse affaire Greenpeace continue à faire des ravages politiques en France. Jusqu'au sommet de l'État. Même en admettant que l'affaire « se tasse » à brève échéance le président Mitterrand en est déjà gravement affaibli, et pour longtemps. Et voilà maintenant que le premier ministre Fabius, jusque-là épargné, se trouve directement visé. Le feuilleton devient une série noire.

Avec le scandale Greenpeace, qui fait les délices de la presse européenne François Mitterrand vient de perdre peut-être irrémédiablement le seul atout qui lui restait au test de l'opinion: une certaine autorité en politique étrangère.

Mitterrand avait repris à son compte la tradition gauloise de la « grandeur de la France ». Il défendait les positions de la France dans le monde, et tenait un discours « moral » sur les droits de l'homme qui était à peu près unanimement apprécié. Aujourd'hui, la France passe à la fois pour un pays qui va couler un vieux rafiot de pacifistes dans le port d'un pays éminemment tranquille (et allié), et qui par-dessus le marché ne réussit pas à le faire « proprement ».

Tout cela n'arrange pas les affaires de la France: ni dans le Pacifique, où l'hostilité de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande ne peut qu'augmenter. Ni en Europe, où les voisins ricangent dans leur barbe à propos des « rêves de grandeur » fran-

çaise. Et lorsque mercredi prochain, le président de la République recevra Michail Gorbatchev pour sa première visite officielle à l'étranger, il pourra difficilement lui lancer comme il l'avait fait à Moscou: « Et Sakharov? » Car l'autre risquerait de lui répondre: « Et Greenpeace? »

Aux yeux de l'opinion française, l'image de Mitterrand (qui n'en avait vraiment pas besoin) s'en trouve directement atteinte. L'affaire serait restée une grosse « bavure » si, dès les premiers jours, les dirigeants français avaient crevé l'abcès en reconnaissant leur tort et en désignant un bouc émissaire « volontaire ».

Mitterrand porte la responsabilité des mensonges

Peu importe que Mitterrand ait été mis au courant du projet depuis le début par son ami intime Charles Hernu — on ne le saura sans doute jamais. Ce qui est par contre très clair dans l'opinion, c'est qu'il porte la responsabilité des incroyables mensonges, cafoillages, et tentatives de diversion qui se sont succédées depuis le sabotage du « Rainbow Warrior » le 10 juillet dernier. Deux sondages le confirment: deux tiers des Français sont convaincus que Mitterrand était au courant « depuis le début ». Bref que depuis deux mois il a été le premier à mentir.

Toutes les pistes dans cette affaire remontent naturellement vers l'Elysée. D'abord parce que la défense, et particulièrement le nucléaire, constitue le domaine réservé par excellence du président français. Ensuite parce que si Charles Hernu, intime de Mitterrand on l'a dit, n'a pas été sacrifié dès le début, c'est par la volonté de l'Elysée: c'est à ce niveau, pense-tout le monde, qu'on a décidé de tenter de laisser mourir l'affaire à petit feu, à coups de

rapports Tricot et autres explications claires-obscurées.

Ajoutons à ces présomptions quelques faits troublants: le très « officiel » rapport Tricot implique dans l'opération en Nouvelle-Zélande le général Saulnier, qui était alors le chef d'état-major particulier de Mitterrand. Et cette semaine, la presse mettait cette fois en cause directement le secrétaire général de l'Elysée, Jean-Louis Bianco. En somme tout le monde dans son entourage est mouillé, mais lui n'était au courant de rien... Jusqu'à la lecture du « Monde » du 17 septembre et les révélations sur la « troisième équipe » de saboteurs... colossale distraction pour un chef d'État.

Fabius

En tout cas, les mêmes éléments qui semblaient mettre en cause l'Elysée avaient pour effet de mettre Laurent Fabius hors de cause: la défense ne fait pas partie de son domaine, il s'était à peine manifesté depuis le début de l'affaire. Enfin son entourage laissait entendre qu'il était partisan dès le début de la démission de Hernu.

Depuis dimanche dernier, le premier ministre est installé sur la ligne de front avec pour mission de crever l'abcès une fois pour toutes. Dans une déclaration « surprise » en direct à la télévision dimanche soir, il reconnaît, « vérité crue », que des agents français ont fait le sabotage, et « ont agi sur ordre ». Mercredi soir, dans son « quart d'heure mensuel », il a déclaré: « J'ai la conviction que l'amiral Lacoste (chef de la DGSE) et Charles Hernu ont pris cette décision. » Bref tout redevient clair: Hernu a ordonné, puis couvert l'opération, et ensuite « menti » au gouvernement, ce qui explique les cafoillages des deux mois. Quant à Laurent Fabius, c'est encore plus clair: il n'est au courant que depuis samedi 21 septembre.

Le scénario est un peu gros (Fabius ne lit pas les journaux?) mais il a l'avantage de la simplicité. Seulement, le problème, c'est qu'il se met aussitôt à craquer de toute part.

Il y a Charles Hernu: pour l'instant il n'a pas l'air décidé de jouer à fond les boues émissaires et se tait tout en continuant à nier avoir ordonné cette opération. Pour que l'opération « nettoyage » de Fabius marche, il faut qu'il coopère. Zone d'incertitude.

Il y a aussi et surtout les « fuites » qui continuent. Le nouveau ministre de la Défense Paul Quilès annonce-t-il que « des dossiers ont été détruits »? Aussitôt « L'Express » le contredit avec des faits à l'appui. Il y a surtout des informations sur Fabius. On apprend que le budget de l'opération a été prélevé sur des fonds de Matignon (bureaux du premier ministre) avec signature du secrétaire général du gouvernement. Les journaux citent une réunion sur cette opération ou auraient participé le même secrétaire général et le chef de cabinet de Fabius. Celui-ci était-il vraiment ignorant de tout jusqu'à samedi dernier? Les tirs se rapprochent...

Et pour finir il y a « l'affaire dans l'affaire »: les fuites gigantesques qui alimentent les journaux. Est-ce le fait de militaires mécontents ou liés à l'opposition? En tout cas le ministère de la Défense est devenu une vraie passoire, ce qui est également mauvais pour l'image de Fabius. Celui-ci a réagi en faisant inculper cinq officiers des services secrets. C'est peut-être bon pour la discipline, mais le tableau est paradoxal: Les « saboteurs » français et ceux qui ont menti ne sont pas inquiétés. Seuls ceux qui ont dit la vérité sont menacés de prison... L'épidémie Greenpeace est-elle encore contrôlable? Pour la première fois depuis son arrivée à Matignon, même le très habile Laurent Fabius est touché à son tour.

L'idée d'indépendance ne sera plus le moteur du PQ



LOUIS
FALARDEAU

de notre bureau
de Québec

Quel que soit le successeur de René Lévesque, il est certain que l'idée d'indépendance du Québec ne sera plus, au cours des prochaines années, le principal moteur de l'action du Parti québécois. Mais la « question nationale » demeurera certes une des préoccupations majeures des péquistes.

Si la campagne en cours démontre une chose, c'est bien que la très grande majorité des péquistes a accepté, après un débat déchirant et couteux, de relire la situation politique du Québec telle que modifiée, notamment, par le référendum, les neuf années de pouvoir du Parti québécois et le long règne de Pierre Trudeau à Ottawa.

Il suffit d'aller voir le film « Le Choix d'un Peuple » et d'y écouter le discours que M. Pier-

re Bourgault tenait encore pendant la campagne référendaire pour comprendre à quel point le Québec a changé. Déjà anachroniques en 1980, les propos de l'ancien président du RIN sont pourtant ceux qui ont nourri la montée du mouvement indépendantiste dans les années 60.

Il y a eu, depuis, la loi 101, l'évolution de la mentalité des anglophones au Québec et au Canada, la percée des Québécois francophones dans le milieu des affaires. La province française est sortie de son isolement protecteur pour se mesurer, en toute confiance, au monde.

M. René Lévesque (mais aussi, de façon différente, MM. Jean Lesage, Jean Drapeau et Pierre Trudeau, entre autres) a purgé les Québécois de leur immense complexe d'infériorité, leur léguant une agressive confiance en leurs possibilités.

On ne peut plus aujourd'hui parler du Québec comme d'un pays colonisé voué à une mort culturelle certaine s'il ne sort pas des griffes du colonisateur

canadien anglais. On ne peut plus convaincre en soutenant que les francophones sont traités en porteurs d'eau, qu'ils sont les « nègres blancs d'Amérique ».

Souhaitable peut-être, mais pas nécessaire

Alors, comme l'a noté M. Claude Charron, la souveraineté du Québec ne peut plus être présentée comme nécessaire. Souhaitable, peut-être, parce que permettant mieux encore l'affirmation des francophones, mais sûrement pas nécessaire, comme si c'était une question de vie ou de mort.

Mme Pauline Marois et MM. Pierre Marc Johnson et Jean Garon ont fait la même analyse et tiennent au fond le même langage. Le Québec a changé, il est bien plus « souverain » qu'il y a 25 ans. Les Québécois sont bien plus maîtres chez eux.

Ils n'ont donc pas senti le besoin, en 1980, de prendre le risque de quitter le Canada. Et tout indique qu'ils sont encore moins prêts à le faire aujourd'hui et qu'il en sera ainsi tant

que l'évolution amorcée en 1960 se poursuivra.

Mais les Québécois, disent ces candidats, veulent que leur province ait plus de pouvoirs et il appartient au gouvernement d'aller les chercher. Ainsi, la « souveraineté » se bâtira de l'intérieur à mesure que le Québec acquerra une plus grande marge de manoeuvre au sein du Canada.

Elle ne sera jamais complète au sens où on l'entendait au RIN et même au PQ, car les Québécois souhaitent garder des liens avec le Canada. Elle aura l'ampleur que les Québécois choisiront de lui donner en mandatant leur gouvernement pour aller la grignoter petit à petit.

La vraie souveraineté n'est plus dans le décor que comme police d'assurance ou fol espoir qu'un jour ce si beau rêve pourra se réaliser. On reparlera de la faire si le Canada anglais n'accorde pas au Québec les nouveaux pouvoirs que tous les Québécois demanderont. S'il n'y a rien à faire, si le Québec se sent de nouveau étouffé dans le

régime fédéral, l'alternative de l'indépendance reviendra aussi vite et aussi fortement qu'au début des années 60.

Les candidats

C'est la façon de voir et de parler de cette hypothèse qui distingue les trois candidats ministres. M. Johnson laisse entendre que si la situation change, les aspirations des Québécois pourront changer et leur désir de vraie souveraineté pourra refaire surface.

Mais il refuse d'en parler, comme il refuse de répondre aux questions hypothétiques. Il pense déjà en premier ministre et se dit qu'il n'est pas possible de faire avec succès un essai loyal du fédéralisme tout en disant au partenaire canadien, à qui on demande des concessions, qu'au fond on n'y croit pas et qu'on n'attend que le moment propice pour tenter à nouveau de casser la baraque.

Mme Marois est moins prudente et accepte de rêver tout

haut à ce qui pourrait se produire, dans dix ans ou dans 15 ans, si, si et si... Comme M. Garon, elle flirte avec la peine mal consolée des péquistes qui sont moins « réalistes » qu'eux.

Un prochain gouvernement péquiste ressemblerait donc, sur le plan constitutionnel, bien plus à ceux de Jean Lesage et Daniel Johnson, qu'à celui de René Lévesque. Il revendiquerait avec vigueur les droits du Québec en laissant planer la menace implicite d'une rupture s'il n'a pas gain de cause.

La situation pourrait être différente si le PQ se retrouvait dans l'opposition. Le parti pourrait alors se permettre d'être plus radical sur la question nationale et certains voudraient même qu'il revienne à l'orthodoxie de l'article 1 de son programme. Mais il faudrait que la défaite ait été cuisante pour que le discours d'avant le 19 janvier redevienne le discours officiel. Surtout si Pierre Marc Johnson en est le chef.



Lord Durham



Le chanoine Lionel Groulx



Maurice Séguin



Pierre Elliott Trudeau

Petite histoire de l'indépendantisme et de l'autonomisme au Québec



RENÉ
DUROCHER

Collaboration
spéciale

La question de l'indépendance a surgi pour la première fois avec les Rébellions de 1837-1838. Mais depuis l'échec des Patriotes jusqu'au Parti québécois en 1968, l'idée d'indépendance est demeurée une idée marginale. Ce n'est qu'au début des années 1960 que l'indépendantisme a ressurgi du passé — ou de nos rêves — pour occuper, l'espace d'une génération, une place importante qui culmine avec l'élection de 1976 et le référendum de 1980.

Papineau et les Patriotes

Si l'annexion aux États-Unis n'est pas souhaitable, qu'en est-il de l'indépendance? Dans les années 1830, le Parti patriote dirigé par Louis-Joseph Papineau, tente par les armes, de briser les liens qui rattachent le Bas-Canada à la Grande-Bretagne. Mal organisés, mal dirigés et incapables de soulever la masse de la population, les Patriotes seront écrasés par les troupes britanniques.

En 1838, une poignée de résistants tentent de relancer le mouvement révolutionnaire. Robert Nelson proclame la République du Bas-Canada. C'est un échec total qui se solde par une sauvage répression. La collectivité canadienne-française et ses dirigeants en seront traumatisés pour longtemps.

Le triomphe du fédéralisme

Après l'échec de 1837 et le célèbre Rapport de Lord Durham, Londres entend régler le cas canadien-français, une fois pour toutes, en les mettant en minorité dans un mouvement unissant le Bas et le Haut-Canada.

L'Union aboutit à une impasse et il faut négocier un compromis. La majorité canadienne-anglaise doit abandonner son rêve de voir disparaître les Canadiens-français en tant que collectivité distincte et lui reconnaître formellement une certaine autonomie dans ce qu'elle juge essentiel à sa survie. La minorité doit accepter son statut minoritaire et ne pas bloquer l'édification d'un grand pays continental majoritairement anglophone et assez fort pour survivre à la concurrence du colosse américain.

Depuis plus d'un siècle, le Québec vit sur ce compromis de 1867 qui lui a valu un gouvernement provincial où les Canadiens-français sont majoritaires. Peu à peu, l'expérience aidant, tous les gouvernements du Québec deviendront autonomistes et aucun, jusqu'en 1976, ne remettra véritablement en cause le fédéralisme.

L'indépendance providentielle

Parallèlement, les Canadiens-français sont aussi présents à Ottawa et leurs représentants essaieront, tant bien que mal, de défendre le rêve d'un grand Canada bilingue et biculturel. Ce projet qui est soumis à rude épreuve mène le journaliste, J.-P. Tardivel à leur opposer son rêve d'indépendance du Canada-français.

Notre nationalisme à nous est le nationalisme canadien-français (...) les nôtres, pour nous, sont les Canadiens-français; la patrie, pour nous, nous ne disons pas que c'est précisément la province de Québec, mais le Canada-français; la nation que nous voulons voir se donner à l'heure marquée par la divine Providence, c'est la nation canadienne-française.

Henri Bourassa, leader nationaliste et député à Ottawa réplique: Les nôtres, pour nous comme pour M. Tardivel, sont les Canadiens-français, mais les Anglo-Canadiens ne sont pas des étrangers (...). La patrie, pour nous, c'est le Canada tout entier, c'est-à-dire une fédération de races distinctes et de provinces autonomes. La nation que nous voulons voir se développer, c'est la nation canadienne, composée des Canadiens-français et des Canadiens-anglais.

Lionel Groulx

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, Lionel Groulx et ses disciples de L'Action française entretiennent pour un court moment l'espoir que la Confédération canadienne aux prises avec de multiples problèmes sociaux et économiques, se disloquera d'elle-même. Il s'agit pour le Canada-français de se préparer à cette éventualité qui lui permettrait, sans rien entreprendre contre le Canada, de devenir indépendant.

Comme la Providence ne paraît pas empressée de décréter l'effondrement du Canada, Lionel Groulx et ses disciples reviennent à une doctrine plus orthodoxe: défense de l'autonomie provinciale, du bilinguisme à Ottawa et des minorités françaises.

Les mouvements de jeunesse

Dans les années 1930, la crise économique aidant, le séparatisme refait surface grâce à plusieurs mouvements de jeunesse: les Jeunes-Canadiens, la revue Vivre, les Jeunes Patriotes et le journal La Nation de Paul Bouchard. Cette crise de quelques jeunes intellectuels de droite passera rapidement et, bon gré mal gré, ils reviendront à l'autonomisme comme leur maître Lionel Groulx.

L'indépendance du Canada

À défaut de pouvoir réaliser l'indépendance de la Laurentie canadienne-française, les nationalistes de toutes tendances concentrent leurs efforts sur l'obtention de l'indépendance du Canada.

Si les Canadiens-anglais n'avaient qu'une patrie, le Canada, comme le souhaitent Henri Bourassa et ses disciples, le rêve d'un Canada bilingue et biculturel aurait plus de chances de se réaliser. De plus, les Canadiens ne seraient plus mobilisés pour défendre la Grande-Bretagne.

Le Statut de Westminster de 1931 qui, à toutes fins utiles, reconnaît l'indépendance du Canada, est acclamé comme un très grand événement.

L'école historique de Montréal

À compter de 1946 l'historien Maurice Séguin élabore, à l'Université de Montréal, une interprétation indépendantiste de l'histoire du Canada-français qui peu à peu exerce une influence certaine sur des centaines d'étudiants. Il a d'abord convaincu ses deux collègues Guy Frégault et Michel Brunet qui, par l'écrit et la parole, ont fait connaître cette interprétation dite néonationaliste qui sera reprise par plusieurs indépendantistes des années 1960. Dans L'idée d'indépendance au Québec, Maurice Séguin écrit:

« Cette histoire prétend que, de la Conquête de 1760, indépendamment de ses modalités, découlent pour le vaincu non assimilé une inévitable infériorité politique et une inévitable infériorité économique qu'on ne peut attribuer ni à la méchanceté du vainqueur ni à l'imbécillité du vaincu. Elle soutient que tout effort même sérieux à l'intérieur de l'union fédérale ne pourrait rendre le peuple minoritaire que un peu moins pas maître dans le compartiment bi-ethnique, bilingue et bi-culturel du Québec. »

La décolonisation

À la fin des années 1950, des dizaines de nouvelles nations font leur entrée sur la scène internationale. Pourquoi pas le Québec? Surtout un Québec qui amorce sa Révolution tranquille et qui prend confiance en lui-même.

De nombreux groupes qui émergent à l'époque, seul le Rassemblement pour l'indépendance nationale jouera un rôle important. Même si le RIN fait du bruit et fait peur, on constate à l'élection de 1966 que l'indépendantisme est devenu une force dont il faudra tenir compte.

René Lévesque

Dès 1961, René Lévesque trouvait respectable le mouvement indépendantiste et il n'est pas étonnant qu'il ait rompu avec le Parti libéral du Québec sur cette question en 1967.

En novembre 1967, entouré de 300 partisans, il fonde le Mouvement Souveraineté-Association (MSA). Il parcourt le Québec, tente d'unifier les forces indépendantistes et publie Option Québec qui débute par un retentissant: « Nous sommes des Québécois ».

Dès ses débuts, le PQ révèle certaines de ses caractéristiques fondamentales. Son objectif est la souveraineté-association, qui est un concept fort ambigu. C'est un parti de centre-gauche qui se veut démocratique dans ses structures et son financement. René Lévesque imprime sa marque au parti et y exercera un très fort leadership pour y rassembler des gens de plusieurs horizons idéologiques.

Débutant en 1968 avec quelques milliers de membres, le PQ arrivera à prendre le pouvoir en 1976. Mais il trouvera sur sa route le Parti libéral du Canada et son chef, Pierre Elliott Trudeau, premier ministre du Canada et adversaire acharné de ce qu'il appelle le « séparatisme ». Ce sera une lutte à finir qui se soldera par la défaite du référendum de mai 1980 et l'accord constitutionnel de 1981-1982 qui s'est réalisé malgré l'opposition totale du gouvernement du Québec.

Il faudra quatre ans au PQ pour digérer la défaite de 1980. René Lévesque quittera la vie politique bientôt, une page de l'histoire du Québec est tournée. L'autonomisme redevient l'expression très majoritaire du nationalisme québécois.

M. RENÉ DUROCHER est directeur du département d'histoire de l'Université de Montréal.



Louis-Joseph Papineau



Henri Bourassa



Pierre Bourgault



René Lévesque

L'OURAGAN GLORIA FRAPPE LES USA



Associated Press



A Virginia Beach, ce surfiste a jugé bon de faire contre mauvaise fortune bon coeur et a profité de la hauteur anormalement élevée des vagues du large. Environ 150 pieds du quai à l'arrière-plan ont été emportés par les vagues

photo AP

Les gars d'Hydro au secours des Yankees

■ Environ 300 employés d'Hydro-Québec ont traversé la frontière canado-américaine à l'aube ce matin, formant un convoi d'une centaine de camions. Leur destination : le Connecticut, qui les a appelés à l'aide pour réparer les lignes électriques abîmées par le passage de l'ouragan Gloria.

MARIO FONTAINE

C'est la première fois, semble-t-il, qu'un détachement de cette importance est envoyé secourir un État américain frappé par la tempête. Au total, cela représente une centaine d'équipes formées de monteurs, dépanneurs, émondeurs et autres spécialistes, qui devraient s'activer pendant quatre à cinq jours pour réparer les dégâts. Et si cela s'avère nécessaire, un autre convoi de la même importance partira dans les prochaines heures.

Hydro-Québec a ainsi réagi avec promptitude à un appel à l'aide lancé hier après-midi par la Northeast Utilities, la plus grosse compagnie d'électricité du Connecticut. La moitié de son million de clients se trouve privée de courant du fait de l'ouragan. Le président de cette compagnie privée, William B. Ellis, a téléphoné à son homologue d'Hydro-Québec, Guy Coulombe, lui demandant que des spécialistes d'ici aillent donner un coup de main à ses hommes, déjà surchargés de travail. M. Coulombe a aussitôt résolu d'envoyer les équipes sur place.

« Il était pour nous important autant qu'humain d'aider nos amis du Sud », de déclarer M. Coulombe, président-directeur général d'Hydro. Le quartier général pour l'opération est situé à Saint-Hyacinthe, au siège régional de la région Richelieu d'Hydro-Québec.

Si on compte le personnel nécessaire pour assurer la coordination, les communications et même les réparations aux véhicules, on estime que c'est de 400 à 600 personnes qui seront mobilisées pour cette opération, sans compter les centaines d'autres qui s'y ajouteront si la Northeast Utilities réclame une augmentation des renforts.

Le convoi s'est rassemblé entre cinq et six heures ce matin au poste frontière de Derby Line, avant de se fractionner en détachements d'une demi-douzaine de camions.

On ignorait, aux communications d'Hydro, qui paiera la note. « Je suppose que les présidents des deux compagnies s'en sont parlés », déclare M. Claude Malaisson. Celle-ci risque en effet d'être salée, du fait des heures supplémentaires, de l'hébergement sur place et des dix heures de route nécessaires pour se rendre là-bas.

Chose certaine, les Québécois n'auront pas à souffrir de cet exode temporaire des employés de l'Hydro, assure un autre porte-parole, Richard Nault. La compagnie ne se déteste pas de toutes ses équipes, dit-il, et des entrepreneurs privés pourront combler les besoins si nécessaire.

Au Québec, « rien » que de la pluie

■ Et ça tombe!

L'ouragan Gloria s'est montré plus conciliant envers nous qu'avec les habitants de la côte Est des États-Unis. N'empêche que toute la pluie qui est tombée au Québec depuis hier, et la mauvaise visibilité qui en résulte, a provoqué des dizaines d'accrochages à Montréal.

L'autoroute 440 a dû être fermée à la circulation, alors qu'une soixantaine de centimètres d'eau s'étaient accumulés sur la chaussée à la hauteur du boulevard Pie IX. En plus de recevoir les abondantes précipitations, ce tronçon fait présentement l'objet de travaux d'assainissement qui perturbent l'évacuation de l'eau.

Hier soir, il était tombé quelque 43,8 millimètres d'eau dans une période de 24 heures. Mais le temps devrait s'améliorer aujourd'hui, puisqu'on prévoit un dégel graduel et des températures de 17 à 19 degrés.

— selon UPI et AP

L'évacuation de 500 000 personnes a réduit les effets meurtriers du fléau

■ L'ouragan Gloria, malgré son «immense puissance», a été moins dévastateur que prévu en frappant la métropole américaine, hier. Ses vents de 210 km/h se sont abattus sur Long Island, provoquant de nombreux dégâts, mais rien de spectaculaire. Au nord de New York, la puissance du tourbillon a provoqué une tornade qui, elle non plus, n'a pas fait de victimes.

Les autorités reconnaissent que l'évacuation de quelque 500 000 personnes, sur la côte Est, entre le Maine et les Carolines, explique tout probablement pourquoi seulement six morts ont été signalés, dont trois au Connecticut.

Gloria, selon les premières données reçues, n'en était pas moins très puissant. Sur son parcours, les arbres ont été arrachés ou rompus comme fûts de paille. La dépression a provoqué, en mer, des vagues de 13 mètres de hauteur. Ses vents ont jeté sur le rivage des paquets d'eau qui ont démolé de nombreuses installations et inondé plusieurs régions basses. Plus d'un million de résidences du Nord-Est américain ont été privées d'électricité, y compris un demi-million dans le seul État du Connecticut.

L'ouragan, venu du large, a frappé en premier lieu vers une heure de l'après-midi en Caroline du Nord pour faire ensuite route vers le nord en se déplaçant à la vitesse moyenne de 55 km/h.

En Caroline du Nord, on signale de nombreuses pannes d'électricité, l'incendie de plusieurs maisons et l'inondation de nombreux villages de pêcheurs. Un quai de 65 mètres a été emporté par la mer à Atlantic Beach. Les villages de Avon et Hatteras ont été ensevelis par l'eau provenant de vagues de cinq mètres.

En Virginie, les dégâts se sont révélés de peu d'importance. A Virginia City, les autorités ont évalué ceux-ci à seulement \$56 000. Le centre de Gloria a heureusement évité la région populaire de Norfolk.

Les dégâts ont été de peu d'importance également dans la région de la capitale américaine.

Au Maryland, Gloria a frappé durement à Ocean City, détruisant de grandes sections des quais d'amusement. De nombreux magasins ont également été détruits ou fortement endommagés par les vagues venant du large. Au moins trois incendies ont fait plus de \$100 000 de dégâts dans autant d'édifices. Le Dela-

ware a également été sauvé du désastre, l'œil du cyclone ayant passé à 90 kilomètres au large.

Au New Jersey

Au New Jersey, Gloria a frappé vers midi, emportant notamment le célèbre Boardwalk sur une longueur couvrant cinq intersections. De nombreux édifices riverains servant à l'amusement des estivants et vacanciers ont été détruits. Les casinos ont dû fermer leurs portes jeudi soir, pour la première fois de leur histoire. On signale de nombreux dégâts secondaires un peu partout le long de la côte du New Jersey, mais les autorités signalent qu'aucun édifice d'importance n'a vraiment souffert. Un homme a toutefois péri électrocuté lors du bris d'un poteau d'électricité.

Dans l'État de New York, Fire Island fut la première touchée par l'ouragan dont la vitesse des vents atteignait alors 220 km/h. Là comme à Long Island, on n'avait pas encore fait le compte, hier soir, des milliers d'arbres et poteaux arrachés et des sous-sols inondés par les pluies diluviennes. Les pannes ont privé un

demi-million d'abonnés d'électricité. A Bohemia, on a signalé que les vents ont arraché la toiture d'un centre commercial et sont à l'origine d'une explosion de gaz naturel dans une manufacture qui a été détruite. C'est dans la région de New York, d'ailleurs, que les dommages sont les plus élevés. Selon les autorités, si l'on tient compte des dégâts causés par l'eau, les coûts du nettoyage de Gloria pourraient s'élever à environ \$1 milliard.

L'œil de Gloria a passé au-dessus du sud-ouest du Connecticut peu après une heure de l'après-midi, démolissant de nombreux quais et installations portuaires et détruisant plusieurs maisons et chalets. De nombreux villages côtiers ont été inondés. Les autorités ont confirmé trois décès, deux dans un accident routier provoqué par la tourmente et une crise cardiaque.

Au Rhode Island, les responsables signalent que près de 150 000 résidences ont été privées d'électricité par le bris des lignes de transmission. Les municipalités côtières ont eu aussi à souffrir des inondations. Les dégâts se-

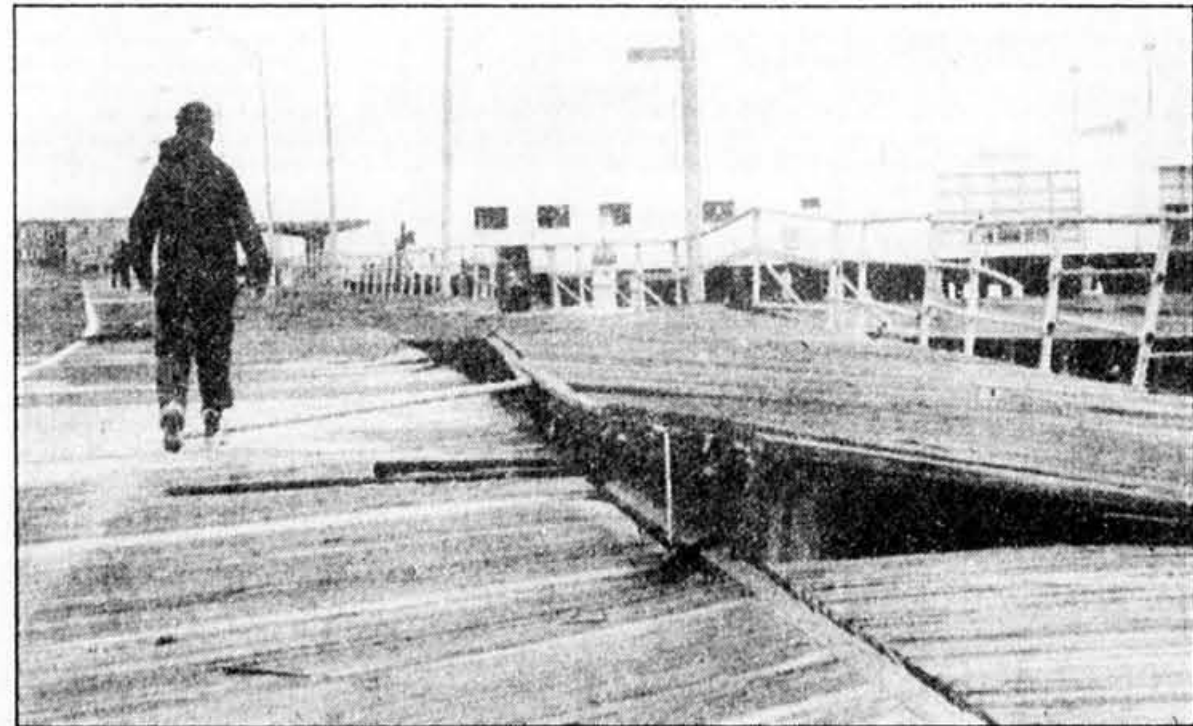
raient considérables dans la région de Newport où les vagues du large sont passées par-dessus les murs, détruisant de nombreux yachts et maisons.

Au Massachusetts, des vents de 110 km/h ont renversé une tour de radio de 130 mètres de hauteur. Dans le port de Boston, l'ouragan a brisé un mât de l'historique navire USS Constitution. Plus de 175 000 maisons ont été privées d'électricité.

Au New Hampshire, enfin, on a signalé peu de dégâts, sinon de nombreuses pannes de courant.

En début de soirée, hier, Gloria avait déjà perdu beaucoup de sa violence et faisait route vers le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse où l'on prévoyait des vents élevés et des précipitations importantes pour la nuit dernière. Terre-Neuve devait également être touchée, mais avec une force moindre.

D'ici deux jours, Gloria, que certains météorologistes classent comme le plus puissant ouragan du siècle, ne sera plus que souvenir.



Une partie du revêtement de la célèbre promenade Boardwalk, à Atlantic City, a été emportée par les vents.

photo AP

Hausse du nombre de naissances précoces

■ NEW YORK — Plusieurs hôpitaux de Long Island signalaient hier une hausse du nombre des naissances prématurées.

La science médicale admet depuis longtemps déjà que les ouragans de l'ampleur de Gloria sont à l'origine d'un nombre considérable de naissances avant terme. On explique ce phénomène par une chute très brusque de la pression atmosphérique qui provoque les douleurs de l'accouchement chez les parturientes.

« C'est un phénomène qui est très connu », affirmait le docteur Edward Smith, porte-parole du Centre médical de Nassau, qui signalait quatre naissances imprévues en matinée seulement. « La

pression atmosphérique, en plongeant brusquement, est suffisante pour provoquer les douleurs chez certaines femmes enceintes et peut accélérer considérablement le travail chez les futures mères. »

Toutes les patientes qui ont ainsi accouché se portaient très bien, ainsi que leur progéniture, ont signalé les responsables.

Au Southside General Hospital, à New York, un porte-parole a signalé six naissances prématurées, dont celle de cinq fillettes. « J'espère qu'au moins l'une d'elle sera baptisée Gloria... », se s'exclamer l'infirmière.

— UPI

De grandes perturbations dans la vie des Américains

■ NEW YORK — Même s'il ne fut pas aussi dévastateur qu'on l'avait craint, l'ouragan Gloria n'en a pas moins perturbé considérablement la vie des Américains de la côte Est.

À New York, les bourses de New York et des États-Unis ont fermé leurs portes en matinée, tandis que les marchés des options ou à terme décidaient tout simplement de remettre les transactions au lendemain. La Bourse de Boston a également fermé tôt en matinée.

Dans la métropole, tous les services municipaux avaient été mis en état d'alerte

et le maire Koch a ordonné la fermeture des deux immenses tours de 110 étages du World Trade Centre dont les 45 000 occupants ont été évacués pour permettre la fermeture hermétique de toutes les issues, afin de ne pas donner prise aux vents. Des spécialistes ont même déboulonné la torche de la statue de La Liberté. Une partie de son revêtement avait été enlevée depuis le début des travaux de restauration du monument et les vents, en s'y infiltrant, auraient pu arracher l'appendice.

À Atlantic City, les casinos ont également été fermés des jeudi soir, sur ordre

des autorités. C'était la première fois que ces établissements cessaient momentanément leurs activités depuis sept ans.

À Leesburg, au New Jersey, c'est sans difficultés que les autorités ont évacué les 1 000 détenus d'une prison à sécurité moyenne. Ces derniers étaient logés dans des bâtiments temporaires ne pouvant soutenir que des vents de 165 km/h qui n'auraient pas fait long feu devant la puissance de Gloria.

À Washington, les autorités ont interdit les approches du monument Washington aux touristes, « non pas parce qu'il aurait

pu être renversé », de dire les responsables, mais en raison des vents violents qui soufflaient. Le monument de 555 pieds de hauteur pèse plus de 90 000 tonnes et son sommet peut vaciller d'un dixième de pouce, environ, par un vent de 50 km/h.

Aux Nations-Unies, la grande majorité des employés ont été renvoyés à domicile en début de matinée. Une réunion de ministres des Affaires étrangères s'est toutefois déroulée tel que prévu. Le secrétaire général Perez de Cuellar a dû annuler un dîner qu'il devait offrir au chef de la diplomatie française, Roland Dumas.

Le monde sportif a également été perturbé. Les Yankees ont dû annuler la partie qu'ils devaient disputer aux Tigers de Detroit. Les Devils du New Jersey n'ont pu recevoir les Penguins de Pittsburgh comme prévu et les Flyers de Philadelphie n'ont pu disputer la victoire aux Bruins, à Boston, dans la Ligue nationale de hockey. Deux rencontres de football ont aussi été annulées au New Jersey tandis que huit hippodromes ont fermé leurs portes dans cet État et dans celui de New York.

— UPI et AP

POUR QU'IL Y AIT DU SANG NEUF AU CABINET Bérubé est prêt à accepter un poste de simple député

Yves Bérubé ne serait nullement insulté si le nouveau chef du Parti québécois décidait, la semaine prochaine, de ne pas lui confier de ministère, vu qu'il a annoncé qu'il ne serait pas candidat lors des prochaines élections générales.

« Je suis prêt à servir tant

qu'aura besoin de moi. Mais je m'arrange tous les matins pour régler mes dossiers comme si je ne serais plus ministre le soir ».

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Technologie, rencontré hier midi au Musée des Beaux-Arts de Montréal a déclaré à LA PRESSE qu'il entendait

rencontrer le nouveau chef dès le début de la semaine prochaine, si bien sûr, tel que tout semble l'indiquer, il devait n'y avoir qu'un seul tour de scrutin dans la course au leadership du PQ.

PIERRE VENNET

« Je suis prêt à continuer jusqu'aux élections. Mais je comprendrais très bien que le nouveau chef veuille insuffler du sang neuf dans le cabinet et remplacer immédiatement ceux des ministres qui ont annoncé leur retrait de la vie publique ».

Il se refuse, toutefois, à en faire une règle de conduite pour tous. « C'est au nouveau chef de décider comment moi ou mes collègues qui ne veulent pas se représenter seront le plus utile dans la période de transition. Il peut décider de sang neuf tout de suite, tout comme il peut opter pour la continuité. » Mais j'aimerais savoir à quoi m'en tenir, car bien sûr, mes démarches en vue d'une deuxième carrière seront différentes, selon que je reste ministre quelques semaines ou mois de plus ou non ».

M. Bérubé, un ingénieur, n'a pas caché qu'il étudie une offre de Lavalin, mais qu'il n'y a rien d'officiel encore dans ces pourparlers.



Le ministre Yves Bérubé.

CONVAINCUS QU'IL Y AURA UN DEUXIÈME TOUR Bertrand et Garon ne seront pas à l'aréna Maurice-Richard

Pauline Marois a consenti à venir « faire son tour », dimanche soir, à l'aréna Maurice-Richard, où seront dévoilés les résultats du premier tour de scrutin de la lutte au leadership péquiste.

PIERRE VENNET

Mais Jean Garon et Guy Bertrand n'y seront pas et le PQ, dans l'éventualité probable où Pierre Marc Johnson sera proclamé vainqueur dès dimanche ne pourra présenter au public l'image d'unité et de ralliement autour du nouveau chef qu'il aurait voulu présenter.

Officiellement, bien sûr, Mme Marois, M. Garon et M. Bertrand continuent d'affirmer qu'ils croient qu'il y aura un deuxième tour et qu'en conséquence le nouveau chef ne sera connu que dimanche le 6 octobre et non demain soir.

Hier, M. Garon a annoncé qu'il viendrait à Montréal dans l'après-midi. Mais cela sera pour visiter ses partisans montréalais à son comité de l'est de la ville, mais pas pour se rendre à l'aréna Maurice-Richard. M. Garon entend ensuite retourner chez lui, dans le comté de Lévis.



Jean Garon

Quant à Guy Bertrand, son attaché de presse a distribué hier soir un communiqué invitant ses partisans à le rejoindre à l'Auberge des gouverneurs de Sainte-Foy au moment du dévoilement des résultats. Pas question pour l'avocat québécois de venir à Montréal.

Reste Mme Marois qui a fait savoir que tout en passant la majeure partie de la journée à Québec, au milieu de ses partisans,



Guy Bertrand

elle trouvera néanmoins le temps de venir faire une « brève visite » à l'aréna Maurice-Richard lors du rassemblement de dimanche soir.

Les deux autres candidats dans la lutte, Mme Francine Lalonde et M. Luc Gagnon, étant tous deux résidents de la région de Montréal, n'entrevoient aucun problème pour se présenter à nouveau à l'aréna Maurice-Richard, dimanche soir.

Les « vrais bleus » ne sauraient se satisfaire de P. M. Johnson

Le Parti québécois, même sous la gouverne de Pierre Marc Johnson, ne saurait satisfaire les « vrais bleus ».

PIERRE VENNET

Reconnaissant que vers 1969, immédiatement après le décès de Daniel Johnson, la relève dite unioniste s'est massivement rangée du côté du Parti québécois, le chef du tout nouveau Parti conservateur du Québec, André Asselin, confère hier soir au Mount Stephen Club, déplore que le PQ n'ait retenu que la dernière partie du célèbre slogan *Egalité ou indépendance*.

« Le Parti conservateur renaît sur la scène provinciale, parce que nous sommes profondément convaincus qu'il est maintenant

nécessaire que les intérêts du Québec, comme ceux de l'Ontario ou d'autres provinces canadiennes, soient représentés et défendus à l'intérieur des structures d'un parti d'envergure canadienne, ce que n'est pas et ne sera jamais le Parti québécois ».

De toute façon, de dire M. Asselin, « aucun conservateur ne se reconnaît plus, ni dans le Parti québécois en voie de dislocation, ni dans l'Union nationale qui sombre peu à peu sous le poids de ses dettes ».

C'est pourquoi le chef du Parti conservateur du Québec, André Asselin, confère hier soir au Mount Stephen Club, dans la métropole, a lancé un appel aux « bleus » du Québec de se rallier à sa bannière, « convaincu que les conservateurs qui, par accident

de l'histoire, se sont retrouvés happés par l'Union nationale, puis par le Parti québécois, feront progresser la cause du Québec beaucoup mieux en joignant un Parti conservateur du Québec, qui, au même titre que les partis conservateurs des autres provinces, défend les droits de ses citoyens dans l'ensemble canadien ».

« Compte tenu de la disparition prévisible du PQ à court terme, il fallait éviter à tout prix que la population n'ait d'autre alternative que de voter pour le Parti libéral sous prétexte qu'il est fédéraliste alors que cette même population continue de rejeter la philosophie de gouvernement du Parti libéral, comme elle l'a fait en 1976, en chassant Robert Bourassa du pouvoir ».

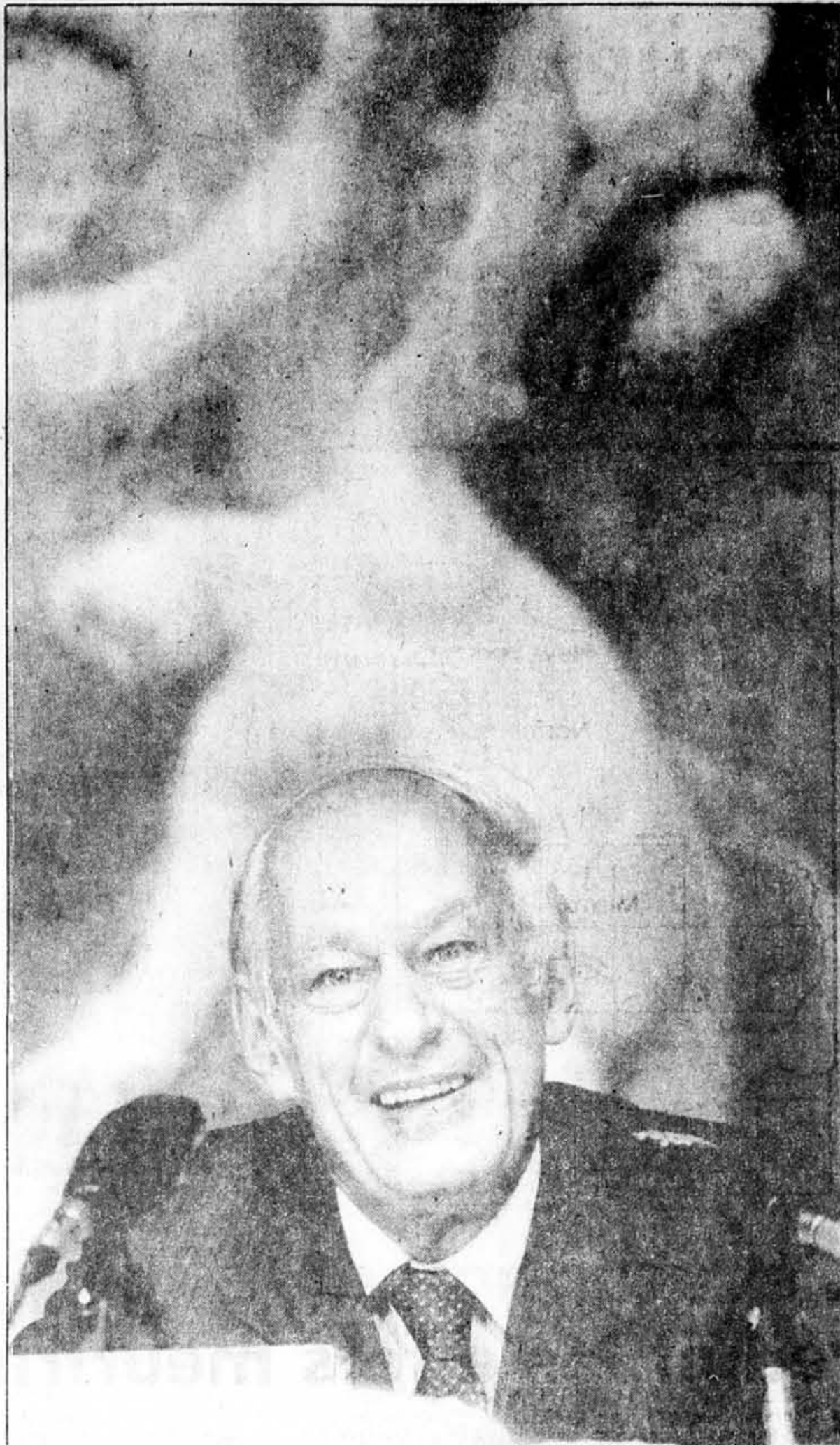


photo Armand Trotter, LA PRESSE

Le premier ministre René Lévesque photographié hier midi lors de sa dernière sortie publique en tant que chef de son parti. En arrière-plan un tableau de Bouguereau.

APRÈS 25 ANNÉES DE VIE POLITIQUE Lévesque ne sera pas un « objet de musée »

René Lévesque s'attend à abandonner les rênes du pouvoir jeudi prochain. Mais il n'entend pas devenir un « objet de musée ».

PIERRE VENNET

C'est en effet au Musée des Beaux-Arts de Montréal, avec au dos une vaste murale de Bouguereau, en compagnie de ses ministres Yves Bérubé et Clément Richard, que le premier ministre a fait hier midi sa dernière sortie publique en tant que chef de son parti, si l'on excepte l'hommage plus partisan qu'on lui a rendu, hier soir, à l'aréna Maurice-Richard.

Mais il se refuse à y voir un symbole, tout comme d'ailleurs il ne veut pas que sa dernière sortie publique comme premier ministre, lundi, alors qu'il participera à l'inauguration officielle des nouveaux locaux du *Journal de Montréal*, soit interprétée comme l'indice d'un retour au journalisme.

De fort bonne humeur, très patient envers les journalistes qui le pressaient sur son avenir, vêtu comme une carte de mode, M. Lévesque, qui ne sera plus chef de son parti demain soir, a moins que Pierre Marc Johnson ne

réussisse pas à l'emporter au premier tour, a livré hier matin un message de foi en la métropole.

M. Lévesque, en effet, assistait au lancement de la Bibliothèque d'histoire de l'art du Musée des Beaux-Arts de Montréal, un projet de \$15 millions dans lequel son gouvernement investira environ \$5 millions.

Cette bibliothèque viendra s'ajouter au nouveau musée, un projet d'environ \$60 millions, où Québec fournira \$25 millions, Ottawa \$25 millions et l'entreprise privée le reste, le tout devant se marier avec le nouveau siège de Bell Canada, un projet d'environ \$125 millions, dans ce qui doit, vers 1988, constituer un des nouveaux complexes de la métropole en devenir.

Celui qui ne sera plus premier ministre dans quelques jours a déclaré que la contribution de son gouvernement dans ce projet, ajoutée à celle d'Hydro-Québec un peu plus à l'Est et à la nouvelle salle de concert, montre bien la foi du gouvernement québécois dans l'avenir prometteur de la métropole.

Si René Lévesque, donc, parlait d'avenir, il ne donne pas d'indications sur son avenir personnel, sauf qu'il espère pouvoir en finir dès jeudi prochain.

La veille, on l'aura fêté au Palais des congrès et il entend se tenir coi d'ici là, à l'exception de sa visite de lundi aux locaux du *Journal de son ami Pierre Péladeau*.

Blagueur de bon goût hier midi, et extrêmement patient, il a refusé à voir un symbole dans le fait que sa dernière activité publique avant qu'on lui trouve un successeur se fasse dans un « musée ».

« Je n'ai pas l'intention de devenir objet de musée et il me reste encore une activité publique prévue pour lundi », a-t-il lancé.

Lorsqu'on lui fit remarquer que cette activité consistait justement à se rendre à un journal où il a déjà été chroniqueur, il a, encore une fois, déclaré qu'il ne s'agissait que d'un hasard et qu'il ne faut pas y voir un indice d'un retour dans le journalisme, à ce journal ou ailleurs.

Par ailleurs, il ne se rendra pas à l'aréna Maurice-Richard et prendra connaissance des résultats du scrutin par la télévision, comme tout le monde.

Lundi, il laissera les gens souffler et dès mardi, il entend mener tout en œuvre pour que, dès jeudi, la transition du pouvoir puisse se faire.

CUISINES • CUISINES • CUISINES • CUISINES

45% DE MOINS
que notre liste de prix suggérés sur
NOS CUISINES EN MÉLAMINE



HEURES D'OUVERTURE
SAMEDI ET DIMANCHE
10 h à 17 h
LUNDI À MERCREDI
9 h à 18 h
JEUDI ET VENDREDI
9 h à 20 h



25% DE MOINS
que notre liste
de prix
suggérés sur la plupart de nos CUISINES EN CHÊNE

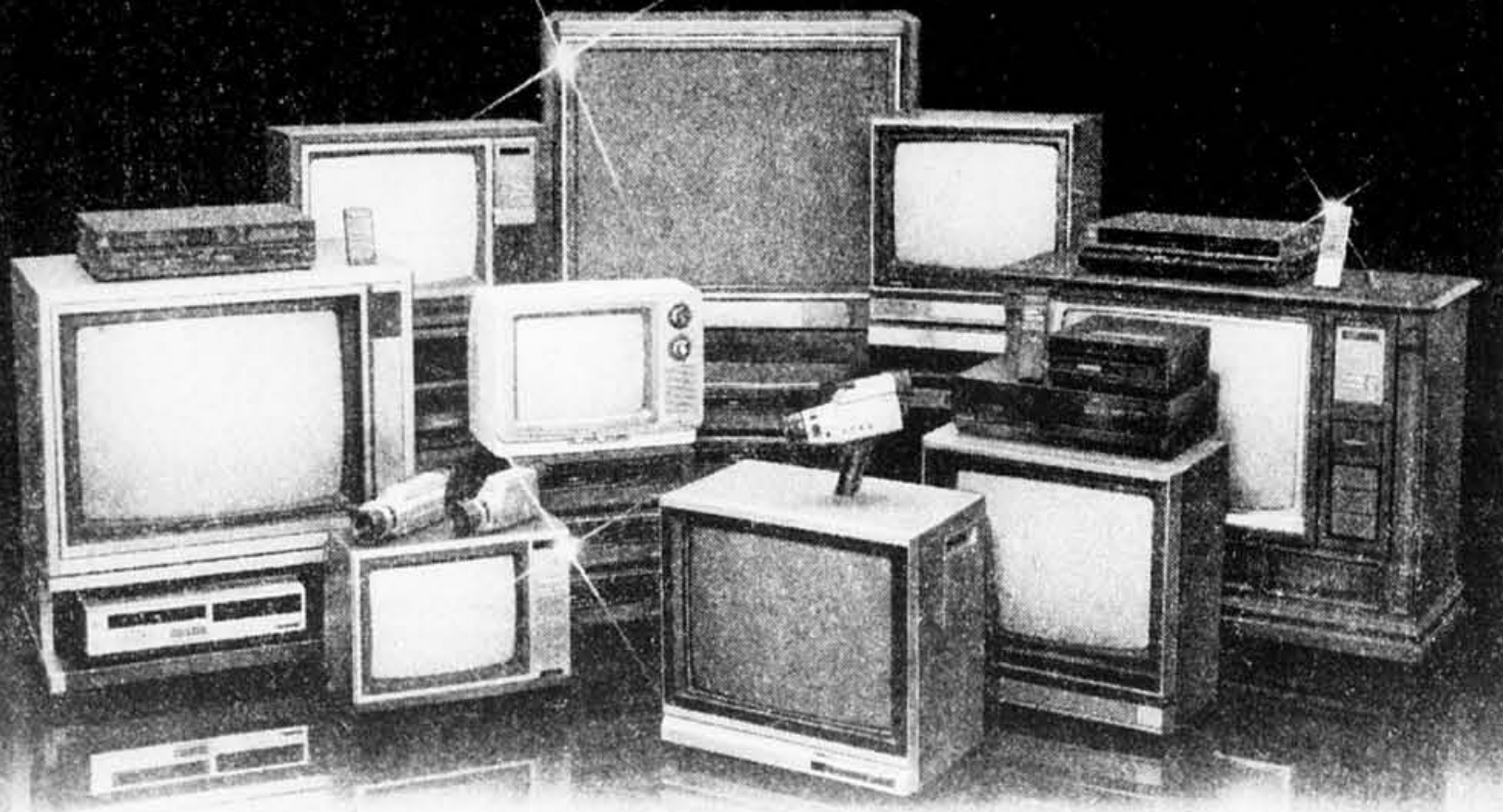
RÉNOVATION 9725, BOUL. L'ACADIE 337-0702

Sur la rive sud...

Alfred Dallaire a réalisé le concept le plus admirable et le plus polyvalent des temps modernes: le Complexe Rive-Sud. Il est là pour donner toute la sérénité professionnelle aux moments pénibles de la vie. Venez le visiter.

Alfred Dallaire INC. 270-3111

TOUT ÇA! TOUT DE SUITE!



FACILE AVEC GRANADA!

POURQUOI ATTENDRE? OFFREZ-VOUS DONC CE QU'IL Y A DE MIEUX DÉS MAINTENANT!

Granada - c'est le nouveau centre du divertissement chez soi. Vous y trouverez entre autres les plus récents modèles de téléviseurs, magnétoscopes et caméras.

Un choix comme vous n'en avez jamais vu: du téléviseur portable 35 cm (14") à la chaîne stéréo haute fidélité en passant par l'écran géant 102 cm (40") et le récepteur/moniteur à écran plat.

C'est pas compliqué, Granada vous équipe au complet. Son large éventail de magnétoscopes comprend le modèle stéréo à 4 têtes lectrices, avec télécommande à fonctions multiples ainsi que le tout dernier modèle combiné de table/portable.

Pensez donc: plus besoin d'attendre pour économiser sur l'équipement électronique dont vous avez toujours rêvé; plus besoin de supporter les lourds intérêts qu'entraîne l'achat à tempérament de ces appareils. Granada vous facilite la vie en vous permettant de choisir ce qu'il y a de mieux.

Tout ça chez vous, tout de suite!

GRANADA VOUS DONNE LES MOYENS PLUS QUE JAMAIS

Le plan de location flexible de Granada vous permet de louer au mois, à l'année, ou de choisir une location avec option d'achat à la fin du terme. Personne d'autre ne vous offre autant de moyens de vous divertir à domicile. Chez Granada, on vous donne toutes les possibilités d'avoir accès à tout ça, tout de suite.

DES PROBLÈMES? UN SIMPLE COUP DE FIL SUFFIT

Granada entretient et répare tous les équipements qu'il vous offre. Notre personnel sera en sorte que vous ne soyez jamais privé de téléviseur ou de magnétoscope. Vous avez un problème? Appelez-nous. Nous viendrons chez vous sans tarder. Si l'appareil ne peut être réparé sur place, nous vous en prêterons un.

Granada s'engage à vous offrir un service rapide, courtois et de qualité. C'est ça, la qualité Granada.



LE DIVERTISSEMENT CHEZ SOI

GRANADA

IL Y A UNE SALLE D'EXPOSITION TOUT PRÈS DE CHEZ VOUS! APPELÉZ-NOUS MAINTENANT

7111, rue St-Hubert 274-7765	1805, rue Ste-Catherine ouest 937-2311	3935, boul. Taschereau St-Hubert, 656-4000	2906, Chemin Chambly Longueuil, 463-3333	8088, Rte Trans-Canadienne 335-1012
305, avenue Dorval 638-8811	7263, rue Sherbrooke est 354-8300	3420, Côte Vertu St-Laurent, 334-5912	3220, boul. St-Martin Laval, 688-8840	

Disparu

Le service de police de Saint-Hubert, sur la Rive-Sud, recherche Ronald Choquette, âgé de 40 ans, disparu de son domicile depuis le 19 septembre dernier. Souffrant de psychotisme et dépressif, le disparu mesure 1m65 et pèse 61 kilos. Il a les cheveux noirs et les yeux bruns, et parle français. Toute personne susceptible de fournir des informations sur ses allées et venues est priée de communiquer avec la police de Saint-Hubert, en signalant 676-0233.



Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente

Choisir les bonnes fréquences...

Vous êtes intéressé(e) par le domaine des communications?

Vous y travaillez ou désirez y travailler à titre de:

- agent d'information
- journaliste
- publicitaire
- relationniste
- rédacteur
- professeur de français
- traducteur?

La famille Communication et Culture vous offre les programmes de perfectionnement professionnel suivants:

CERTIFICATS (30 crédits)

Programmes en communication

Information et journalisme • publicité • relations publiques • sciences de la communication.

Programmes en langue et culture

Recherche documentaire et rédaction française • traduction I et II • enseignement du français, langue seconde • culture et civilisation.

MICROPROGRAMMES (de 9 à 15 crédits)

Pratique de la grammaire normative • rédaction professionnelle.

Les microprogrammes et les certificats sont terminaux; ils peuvent cependant, selon le cas, être intégrés dans un certificat (30 crédits) ou dans un baccalauréat (90 crédits).

Les cours sont offerts le soir, on peut s'inscrire à un ou plusieurs cours par trimestre.

Date limite d'admission pour l'hiver 1986: le 28 octobre.

Date limite d'inscription pour tous les étudiants: le 25 novembre.

Les candidats admis recevant la documentation nécessaire pour effectuer leur choix de cours avant la date limite d'inscription qui est fixée au 25 novembre 1985.

Demandez notre annuaire.

Renseignements: Faculté de l'éducation permanente.
3335, chemin Queen Mary, tél. 343-6090

Vous cesserez de fumer le 6 novembre...

... si vous vous inscrivez **des aujourd'hui** à Smokenders et si vous suivez notre programme.

En effet, vous allez vous arrêter de fumer dans 5 semaines, calmement, confortablement et définitivement. Que vous fumiez depuis longtemps ou non, que vous soyez gros fumeur ou non, et même si vous avez déjà essayé plusieurs fois d'arrêter... cette fois-ci, vous pouvez y arriver.

Le programme Smokenders a déjà aidé plus de 400.000 personnes à cesser de fumer. Vous aussi, il peut vous aider.

Même si vous n'êtes pas certain d'être prêt... vous pouvez apporter vos cigarettes à la réunion. Il ne vous en coûtera rien, mais vous aurez l'occasion de faire connaissance avec le programme Smokenders. Et si vous avez la volonté de venir à l'une de nos réunions, vous aurez assez de volonté pour cesser de fumer en cinq semaines.

Ce n'est pas une promesse. C'est un fait.

Reunions d'introduction gratuites en français. Cette semaine seulement! Séances gratuites de présentation en français **lundi, mardi, mercredi et jeudi** en soirée (30 septembre, 1er, 2 et 3 octobre) à 19h30. Choisissez le jour et l'endroit qui vous conviennent.

Montreal
Holiday Inn Richelieu
505 est, rue Sherbrooke
(station métro Sherbrooke)

Laval
Sheraton Laval
2440 Autoroute des Laurentides
(à côté du Carrefour Laval)



SMOKENDERS/CANADA LTÉE

Suite 502, 1200 Bay St.
Toronto, Ont. M5R 2A5

La boulangerie de bagels FAIRMOUNT

Nos bagels sont cuits dans un des plus anciens four à bois au Québec.

Entreprise familiale depuis 3 générations, les bagels sont préparés d'après une recette secrète bien gardée et importée de Russie en 1923.

Nos bagels sont naturels et ne contiennent aucun agent de conservation. Venez nous voir les fabriquer. Essayez-les et les savourer deviendra une délicieuse expérience. Goûtez-en un sans frais avant l'achat d'une douzaine.

VARIÉTÉS: Sésame, pavot, seigle, oignon, ail, graines de cumin, cannelle et raisins.

Nos bagels ne contiennent pas de sel

Bagels aux oeufs secs ainsi que le «matzoh» pour accompagner la soupe.

Et le seul bagel fait de blé entier 100%, sans sucre.

Pour ceux qui comptent les calories, nous offrons également des «Bagel Thins» dans presque toutes les variétés.

Spécial de la fin de semaine.
Samedi et dimanche 28 et 29 septembre

fromage à la crème
Liberty 250 g

150\$

saumon
fumé 85 g

275\$

Un seul établissement!

74, rue Fairmount ouest

**OUVERT 24 HEURES,
7 JOURS PAR SEMAINE.**

(entre Saint-Laurent et Saint-Urbain) **272-0667**

Essayez une douzaine de bagels cette fin de semaine. (13 à la douzaine)

Mexico: on commence le dynamitage des ruines

■ MEXICO (UPI-AP-AFP-Reuter) — Alors même que les secouristes tentaient désespérément, hier, de sauver quelques vies humaines supplémentaires, les autorités annonçaient qu'elles commenceraient à dynamiter, dès ce week-end, les ruines qui jonchent le centre-ville de Mexico.

Les spécialistes jugent qu'il est maintenant quasi impossible que des personnes puissent avoir survécu aussi longtemps sous les débris. Aucun survivant n'a d'ailleurs été trouvé de toute la journée de vendredi. Les équipes internationales de secouristes ont

d'ailleurs commencé à quitter les lieux. Les 420 Allemands, Suisses, Français et Américains devaient tous avoir quitté le pays avant lundi.

Entre-temps, de sources officielles au gouvernement mexicain, on semble admettre que le bilan final des deux séismes récents pourrait dépasser 10 000 morts. Le responsable de la mission française dépêchée sur les lieux par Paris, Jean-Pierre Selme, a même laissé entendre hier que le bilan définitif pourrait atteindre 20 000 morts.

Dans la seule capitale, le maire Ramon Aguirre a affirmé hier

que le nombre des décès certifiés atteignait hier 4 696 et que les 5 639 personnes sont toujours portées disparues. Les sans-abri sont par ailleurs au nombre de 40 000 dans Mexico.

La vie semble être de nouveau normale, dans la capitale, si l'on excepte le centre-ville. On n'y signale aucune difficulté de ravitaillement et la presque totalité des boutiques et magasins sont ouverts. Seule l'eau demeure rationnée. Les menaces d'épidémie semblent également écartées, même si les autorités continuent de multiplier les appels à la radio, réclamant de la population de faire bouillir l'eau.

Il avait prédit le tremblement de terre

■ PEWAUKEE, Wisconsin (AP) — Journalistes et météorologues qui, depuis des années, recevaient par téléphone les prévisions d'Edwards Brown, un citoyen de 81 ans de Pewaukee, le jugeaient un peu farfelu mais sans danger.

Aujourd'hui, certains croient que l'octogénaire pourrait être beaucoup plus fin connaisseur qu'on ne le croyait.

M. Brown observe depuis toujours les phénomènes météorologiques qui affectent notre planète ainsi que les cycles lunaires. Récemment, il téléphonait au Milwaukee Journal, affirmant qu'un tremblement de terre frapperait la côte Ouest, le 17 septembre.

Il ne s'est trompé que de deux jours. C'est le 19 que le séisme a frappé, au Mexique.

À la retraite depuis 19 ans, M. Brown, un ancien physicien et chimiste de Milwaukee, base ses prévisions sur les relations entre la pleine lune et la nouvelle lune en conjonction avec les systèmes de haute pression atmosphériques.

« Les chercheurs refusent depuis toujours mes théories. Or, il existe deux groupes de scientifiques, les séismologues et les météorologues. Les deux refusent de se consulter alors que les deux sciences devraient être intégrées dans l'étude des phénomènes telluriques », affirme M. Brown.



Edwards Brown téléphote

DEMANDEZ NOTRE
SUPERBE CATALOGUE
GRATUIT
DE 140 PAGES
EN COULEUR

NOM.....
ADRESSE.....
VILLE.....
CODE POSTAL..... TÉL.....

OFFREZ-VOUS MAINTENANT LE FOYER DES TEMPS FUTURS OUVERT LE DIMANCHE DE 12 h à 17 h

VENTE PRÉSAISON

15% de rabais
sur le produit

Philippe en inventaire

Investissement
de choix

De
nouvelles
cheminées?
non!

un
nouveau
chauffage.

QUALITÉ
SUPÉRIEURE
À BAS PRIX

FOYER
RADIANTE 600



FOYER
RADIANTE 700



Spécial présaison

Foyer installé avant le
15 octobre, incluant:
12' de conduit, installation
et taxes incluses

\$2945⁰⁰

Procurez-vous notre superbe catalogue gratuit, disponible à
nos salles de montre, 140 pages en couleurs

10000 FOYERS
FABRIQUÉS
TOUS LES MOIS

CRÉDIT BANCAIRE
SUR PLACE



CHEMINÉES PHILIPPE CANADA INC.

Rive Sud 8050, boul. Taschereau, Ville Brossard

672-9191

Rive Nord 412, boul. Arthur Sauvé, St-Eustache

1-800-361-8792

Woolco

Début
LUNDI

ENEZ TÔT POUR UN MEILLEUR CHOIX!

Surplus

Jusqu'à **25%** de rabais*
Articles de papier pour
la maison

*Sur les prix courants

50% de rabais*
Vente au rabais
d'articles de fantaisie
tels que
bibelots, porcelaine, etc.

*sur les prix courants

Ensemble cadeaux
Primavera bol,
pichet, etc.
3⁹⁹

Jusqu'à **25%** de rabais*
sur une sélection
d'aliments prêts à
emporter

*Sur les prix courants.

50% de rabais*
sur une sélection de
revêtements muraux

*Sur les prix courants.

Chaussures Cougar
pour dames
Empeigne en cuir. Bleu, beige ou rouge.
5 à 9.
19⁸⁸ la paire

50% de rabais*
SOLDE DE JOUETS

- Livres et jeux
- Poupées et jouets en peluche

*Sur les prix courants.

Jusqu'à **50%** de rabais*
sur une sélection
d'accessoires
pour le foyer

*Sur les prix courants.

25% de rabais*
Vente au rabais de
tissus pour l'automne

*Sur les prix courants.

Jusqu'à **40%** de rabais*
Articles de cuisine

- Ens. de couteaux et supports
- Sélection d'articles en bois

*Sur les prix courants.

Ensemble
pièces Picardie
bol à salade
8⁸⁸ l'ensemble

30% de rabais*
Vente au rabais
de tapis «Glenette»

*Sur les prix courants.

45% de rabais*
sur une sélection d'articles
Corning et Pyrex ainsi que
des articles pour la cuisson

*Sur les prix courants.

25% de rabais*
Vente au rabais
de rideaux

*Sur les prix courants.

Jusqu'à **25%** de rabais*
Vente de draps
en stock suivi

*Sur les prix courants.

Jusqu'à **25%** de rabais
Produits nettoyants

- Assouplissants
- Produits nettoyants
- Produits pour cuvettes

*Sur les prix courants.

25% de rabais*
Rideaux de cuisine

- Motifs «Daisies»,
«Berries» et «Gemini»

*Sur les prix courants.

Jusqu'à **30%** de rabais*
Vente au rabais d'édredons

- Grand format, européen
- Couvertures, «Sweet Dreams»
- Sacs de couchage pour adolescents

*Sur les prix courants

à liquider

Votre satisfaction
est notre
garantie chez

Woolco



30% de rabais*
Fil Phentex et Angorel
3 brins

*Sur les prix courants

Jusqu'à **50% de rabais***
Portefeuille avec montre pour
dames et portemonnaie variés

*Sur les prix courants

Jusqu'à **30% de rabais***
Vente au rabais de
porte-monnaie en vinyle

*Sur les prix courants

Jusqu'à **20% de rabais***
Vente au rabais
d'appareils photo
sélectionnés

*Sur les prix courants

Survêtements pour garçons
100% acrylique. Coloris
variés. P.M.G.

Prix courants,
chac.: 19.95
AU CHOIX

\$16 chac.:

Gelée Anform
250 mL et 250 mL en prime

Prix courant,
chac.: 3.99

2⁵⁹ chac.

Mousse coiffante Free Hold
L'Oréal. 150 g.

Prix courant,
chac.: 4.39

3²⁹ chac.

Rabais de **\$5**
Lecteur de cassettes
Fuji. No 8001

Prix courant,
chac.: 19.95

14⁹⁵ chac.

30% de rabais*
Vente au rabais de
vêtements d'extérieur
pour bébés et bambins

*Sur les prix de 1984

Jusqu'à **50% de rabais***
Maillots et collants
« Mondor »
pour dames, filles et enfants

*Sur les prix courants

Jusqu'à **50% de rabais***
Vente au rabais de
socquettes pour dames

*Sur les prix courants

30% de rabais*
Soutiens-gorge Playtex
sélectionnés pour
dames

*Sur les prix courants

Chaussettes tube ou
sport pour hommes

6 paires pour **\$7**

Ens. 18 pièces
Verres Capri.
3 formats

5⁷⁷ l'ens.

Grille-pain four
Marque West Bend

39⁹⁶ chac.

Poêle électrique
Toastess
Enduit de Teflon.

Chac.: **\$25**

Poubelle Rubbermaid
17,5 gallons.

8⁹⁹ chac.

Jusqu'à **50% de rabais***
Ens. de verres.
Paquet de 4

*Sur les prix courants

*Un autre coup d'oeil,
une autre aubaine*

4 SALONS POUR LE PRIX D'UN SEUL!

Le Salon International de
l'Agriculture et de l'Alimentation

Une nouvelle image, de nouveaux produits!

Le Salon International des Vins & Spiritueux
Dégustez, achetez des vins inconnus ici!

Le Grand Salon d'Art Culinaire
du Québec. (du 6 au 9 octobre)

Le plus grand concours annuel de nos meilleurs chefs.
Des pièces jamais vues!

Le Salon des Plaisirs
de la Table

Les accessoires de table les plus raffinés et
les plus recherchés.

2 voyages d'une semaine pour
2 personnes, à la Barbade
offerts par **Wardair**
seront tirés au sort.

Place Bonaventure
du 4 au 9 octobre

Adultes: \$5.00

Enfants:

moins de 12 ans: \$2.50 moins de 6 ans
accompagnés:
Entrée libre

Le libéral Nunziata s'oppose à un voyage de la Commission Deschênes

■ OTTAWA (PC) — À l'instar de plusieurs députés conservateurs et d'un groupe d'Ukrainiens du Canada, le libéral John Nunziata s'oppose à ce que la commission Deschênes se rende en Union soviétique pour vérifier la possibilité que des criminels de guerre nazis se cachent au Canada.

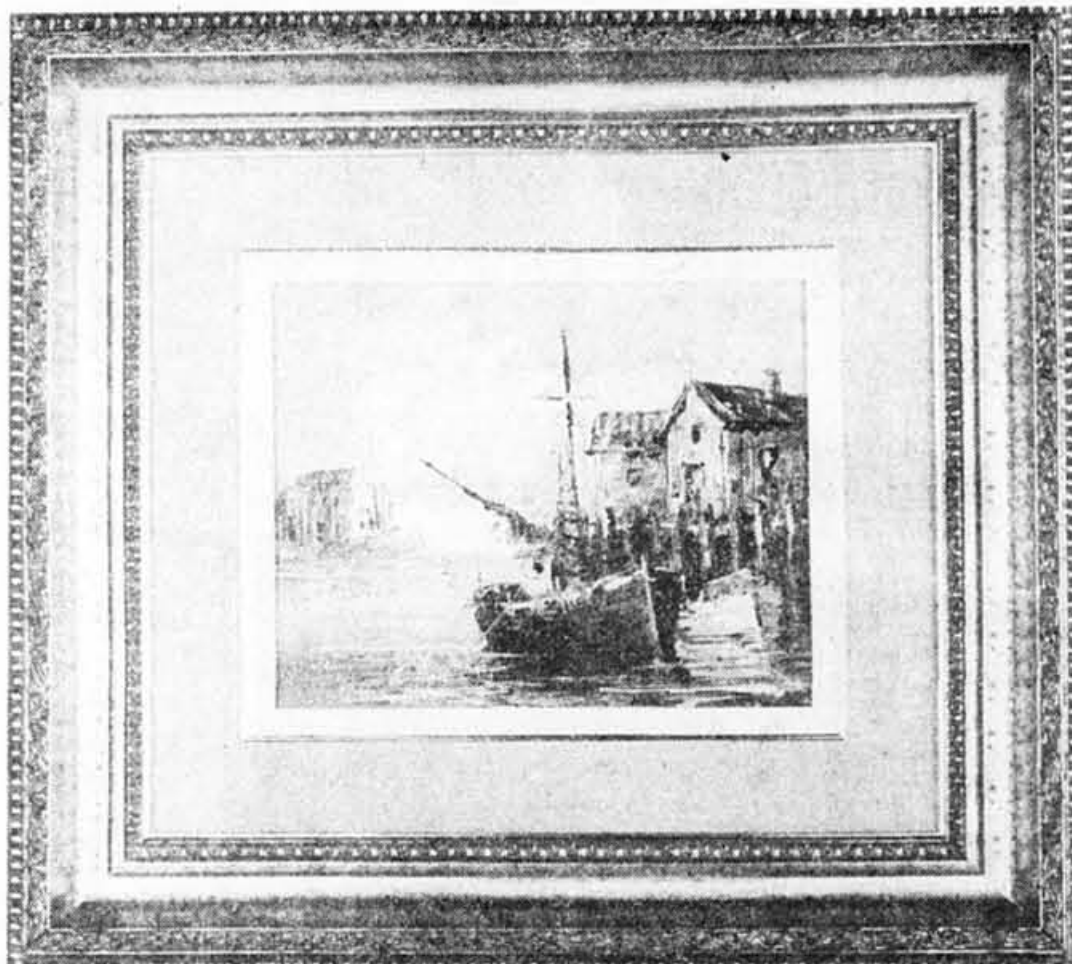
La commission, formée du seul juge Jules Deschênes, a révélé la semaine dernière qu'elle envisageait de se rendre en URSS ainsi qu'en Pologne, aux États-Unis, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas pour vérifier la teneur « d'allégations sérieuses » concernant huit personnes vivant au Canada et soupçonnées de crimes de guerre.

M. Nunziata estime que les Soviétiques ont

« peu de respect pour la conception de la justice que nous connaissons » et s'interroge sur la valeur de la preuve qu'ils pourraient fournir à la commission.

Le représentant des anciens combattants ukrainiens au Canada a demandé au juge Deschênes de ne pas se rendre derrière le Rideau de fer, parce que les preuves recueillies en URSS seraient biaisées et pourraient nuire aux immigrants d'Europe de l'Est résidant au Canada.

Les avocats du Congrès juif canadien et de la Ligue des droits de la personne B'nai B'rith ont, eux, encouragé la commission à effectuer cette visite, affirmant qu'il fallait tenir compte de toutes les preuves disponibles.



«NOUVELLE-ÉCOSSE» par CHRISTO, ord.: 278\$ POUR SEULEMENT 95\$

CETTE
FIN DE SEMAINE
SAMEDI de 9h à 17h
DIMANCHE de 13h à 17h

LIQUIDATION

DES
CENTAINES
DE PEINTURES
À L'HUILE
À DES PRIX DÉRISOIRES!

LE PUBLIC EST INVITÉ... ENTRÉE GRATUITE

VENEZ TOUS À...

LA GALERIE ROYALE

1420, rue Sherbrooke ouest, 845-4383

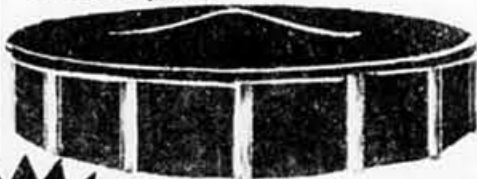


Protégez votre eau
contre les débris
de l'automne

TOILES AUTOMNE-HIVER

RONDE 15'	49.99\$	À L'ACHAT D'UNE
RONDE 18'	59.99\$	TROUSSE
RONDE 21'	69.99\$	CHIMIQUE ET
RONDE 24'	89.99\$	D'UN GALLON
RONDE 27'	109.99\$	D'HIVERCIDE +
		RABAIS DE 10.00\$

Durant la vente, à l'achat d'une toile automne-hiver Silver obtenez un ballon d'hiver GRATUIT
Valeur: 19,99\$



PLAN
DE MISE
DE CÔTÉ
EXCEPTIONNEL
PAYEZ EN MAI 86
PROTÉGEZ-VOUS
CONTRE LES
AUGMENTATIONS
DE PRIX



INCROYABLE
FAITES INSTALLER
MAINTENANT
ET PAYEZ
SEULEMENT
DANS 6 MOIS



JUSQU'À
50%
DE RABAIS SUR
MEUBLES EN INVENTAIRE.
PLAN MISE DE CÔTÉ



Pour plus de détails,
consultez un de nos
spécialistes, il vous
conseillera et vous aidera
à choisir le plus
adéquatement possible
votre piscine creusée.

PISCINES/PATIOS

CITADELLE



LONGUEUIL
825, Place Trans-Canada
527-8617

LAVAL
1770, boulevard des Laurentides
Longueuil St-Martin
384-4561

ST-HYACINTHE
2065, rue Charrier
773-5687

BROSSARD
8655, boulevard Taschereau
678-6655

REPENTIGNY
545, rue Notre-Dame
565-0100

SHERRBROOKE
4001, rue Forest
421-1001

JOLIETTE
564, rue St-Charles-Bonnette
759-8110

SAINT-JEROME
545, rue Principale
376-4944

CHATEAUGUAY
279, boulevard Anjou
661-5030

BLACK LAKE
735, 800, Frontenac
(418) 423-2795

VICTORIAVILLE
(ARRABESSE) 54, rue Girouard
357-8344

Lundi au mercredi 9h00 à 18h00
Jeudi et vendredi 9h00 à 21h00
Samedi 9h00 à 17h00
Dimanche Fermé

3300 AGENTS DE BORD D'AIR CANADA VEULENT VOUS REMERCIER

«Qu'ils apprécient l'appui que vous leur accordez
depuis le début de la grève le 18 août dernier.



Depuis des années nous sacrifions des augmentations considérables de salaire pour de meilleures conditions de travail grâce auxquelles le service à bord d'Air Canada fut largement amélioré.

Air Canada prétendait que son offre était comparable à ce qu'ont accepté les autres compagnies aériennes importantes du Canada. En réalité le salaire que touchent les agents de bord d'Air Canada était inférieur de presque 10% au salaire des agents de bord de première classe de CP Air et inférieur de 8.5% à celui des agents de bord de PWA.

Air Canada voulait reprendre ces conditions de travail durement gagnées à l'égard desquelles ils avaient donné leur parole il y a de nombreuses années.

Nous négocions depuis un an et demi et cette grève était notre dernier recours. Nous nous excusons des inconvénients que cette grève peut vous avoir occasionnés.»

«MERCI DE NE PAS CHOISIR AIR CANADA
DURANT LA GRÈVE.»

L'ASSOCIATION DU PERSONNEL
NAVIGANT DES LIGNES
AÉRIENNES CANADIENNES

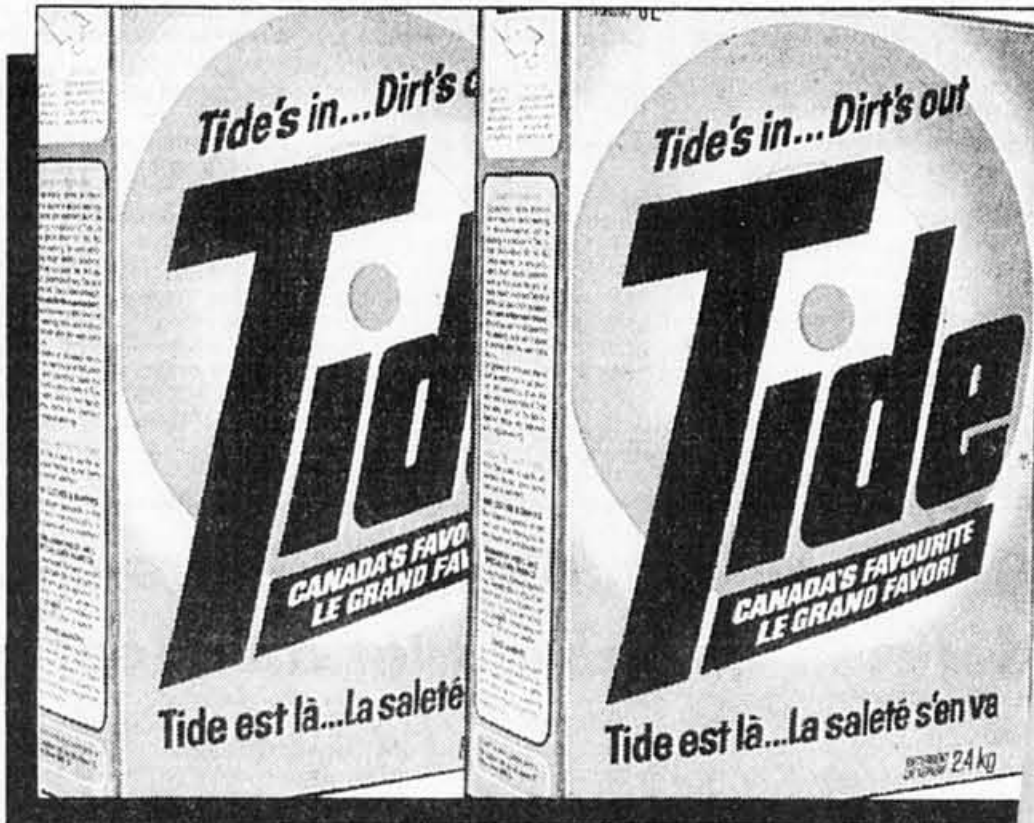


POUR DES ÉCONOMIES SENSASS!

✓ PLUSIEURS CENTAINES
DE PRODUITS DE
MARQUES NATIONALES
À PRIX SPÉCIAL!

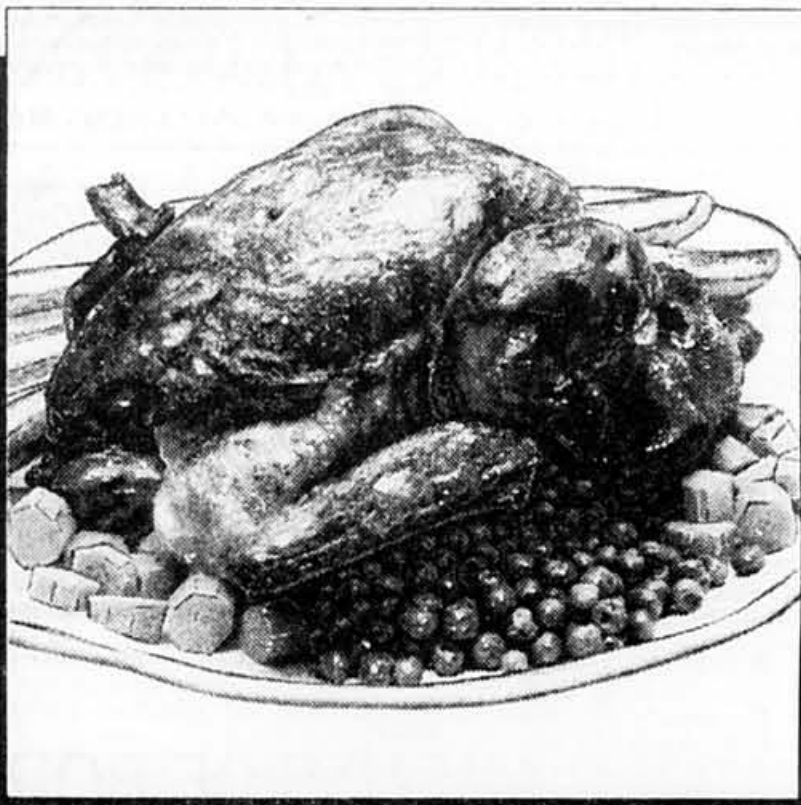
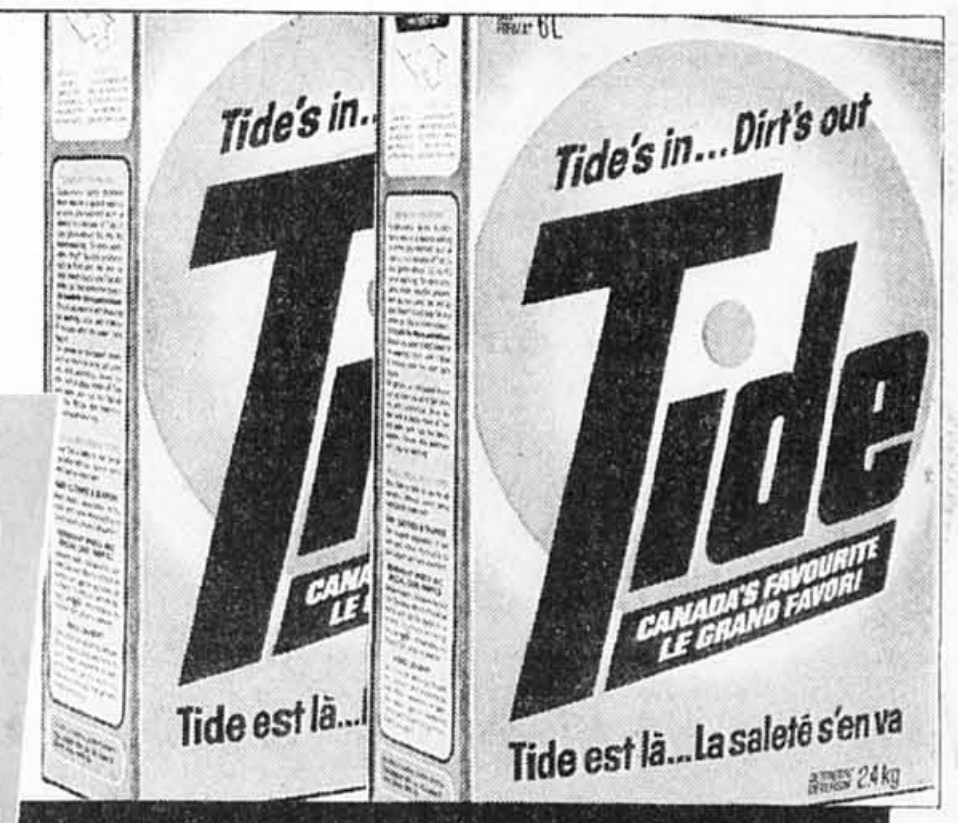
✓ Plus de 1200
marques maison vous
garantissant de la qualité et
des bas prix exceptionnels!

✓ Plus de 250
produits-vedettes non
annoncés à découvrir
tous les jours dans tous
nos supermarchés.



**DÉTERGENT EN
POUDRE POUR
LA LESSIVE
TIDE
BTE DE 6 L**
Désolés, limite de
3 btes par client.

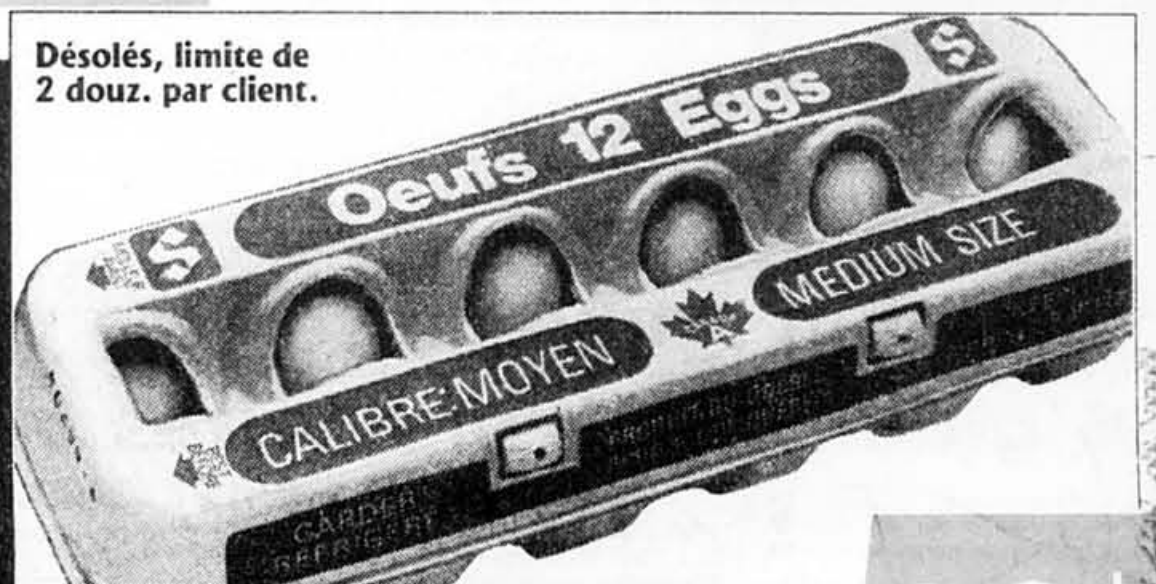
339



**POULET
FRAIS
ENTIER
CATÉGORIE
CANADA
"A"**
1 À 2 kg

85¢/lb
187
/kg

Désolés, limite de
2 douz. par client.



**OEUFs CALIBRE MOYEN
CATÉGORIE
CANADA "A"
LA DOUZAINE**

89¢



**THON PÂLE
CLOVER LEAF
ÉMIETTÉ, EN MORCEAUX À
L'HUILE ou AU NATUREL**
BTE DE 184 g

99¢



**MARGA-
RINE
MOLLE À
L'HUILE
SOYA
MONARCH
CONT. DE
907 g**

169



**BROCOLI
PRODUIT DU
QUÉBEC
CANADA N° 1
GROSSEUR 14**

88¢



**BISCUITS
DUNCAN
HINES**
BEURRE D'ARACHIDE
ET NOIX, FLOCONS
D'AVOINE, AVOINE ET
BRISURES DE
CHOCOLAT, AVOINE
ET NOIX ou AVOINE ET
RAISINS SECS
PQT DE 350 g

149



**RAISIN - CONCORD
PRODUIT DE L'ONTARIO
CANADA N° 1
PANIER DE 4 L**

299



**CAFÉ MOULU
CHASE & SANBORN
FILTRE-MATIQUE ou
TOUT USAGE
EMBALL. SOUS VIDE
DE 369 g
ou CAFÉ
INSTANTANÉ
BOCAL DE 227 g**

299
374

COUPONS
ECONOMISEZ
75¢
CAFÉ MOULU
CHASE & SANBORN
FILTRE-MATIQUE ou TOUT
USAGE - EMBALL. SOUS VIDE
DE 369 g
ou CAFÉ INSTANTANÉ
BOCAL DE 227 g
sur présentation de ce
coupon à la caisse de votre
Steinberg
Valeur au comptoir: 1/204
Un coupon par article.
L'offre est en vigueur
jusqu'au 5 octobre 1985.
A.C. NIELSON LTÉE
03019574

STEINBERG
t'es à manger!

Les articles annoncés dans ces pages sont en réclame aux supermarchés situés dans la ville principale de diffusion de ce journal et sa proche banlieue. Les conditions climatiques peuvent influencer la quantité et la qualité de nos approvisionnements en fruits et légumes. Cependant nous tenons à vous garantir en tout temps le meilleur choix disponible sur le marché. Pas de garantie de prix sur certains articles non alimentaires. Il se peut également que certaines illustrations soient prises à titre indicatif seulement et ne correspondent pas exactement à l'article annoncé. Pas de vente aux marchands. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Le texte prévaut en tout temps. Si un supermarché est à court d'un produit annoncé, veuillez demander un bon de garantie au comptoir d'information.

Prix en vigueur du lundi 30 septembre au samedi 5 octobre 1985 inclusivement.

Le diocèse de Montréal s'enrichit de six nouvelles églises en un an

« Signe encore d'une éclosion providentielle, je voudrais souligner les six chantiers tout à fait neufs qui s'affairent présentement à la construction d'églises nouvelles dans autant de paroisses: deux françaises, deux italiennes, deux portugaises. Dieu continue d'être présent dans la cité ».

JULES BÉLIVEAU

Mgr Paul Grégoire prononçait ces paroles le 8 janvier dernier lors de sa rencontre d'échange de vœux du Nouvel An avec le clergé catholique de Montréal. Depuis cette date, la construction de certaines de ces églises est terminée. Et demain (dimanche), l'une d'elle sera bénite, au cours d'une cérémonie solennelle, par l'archevêque de Montréal.

Cette église, qui marie des éléments d'architecture moderne avec

des lignes plus anciennes, est la nouvelle acquisition des paroissiens de Saint-Conrad, à Anjou. Elle a coûté \$900 000, dont une partie a été fournie par les projets de création d'emplois des gouvernements du Canada et du Québec et une autre partie par l'archevêché de Montréal.

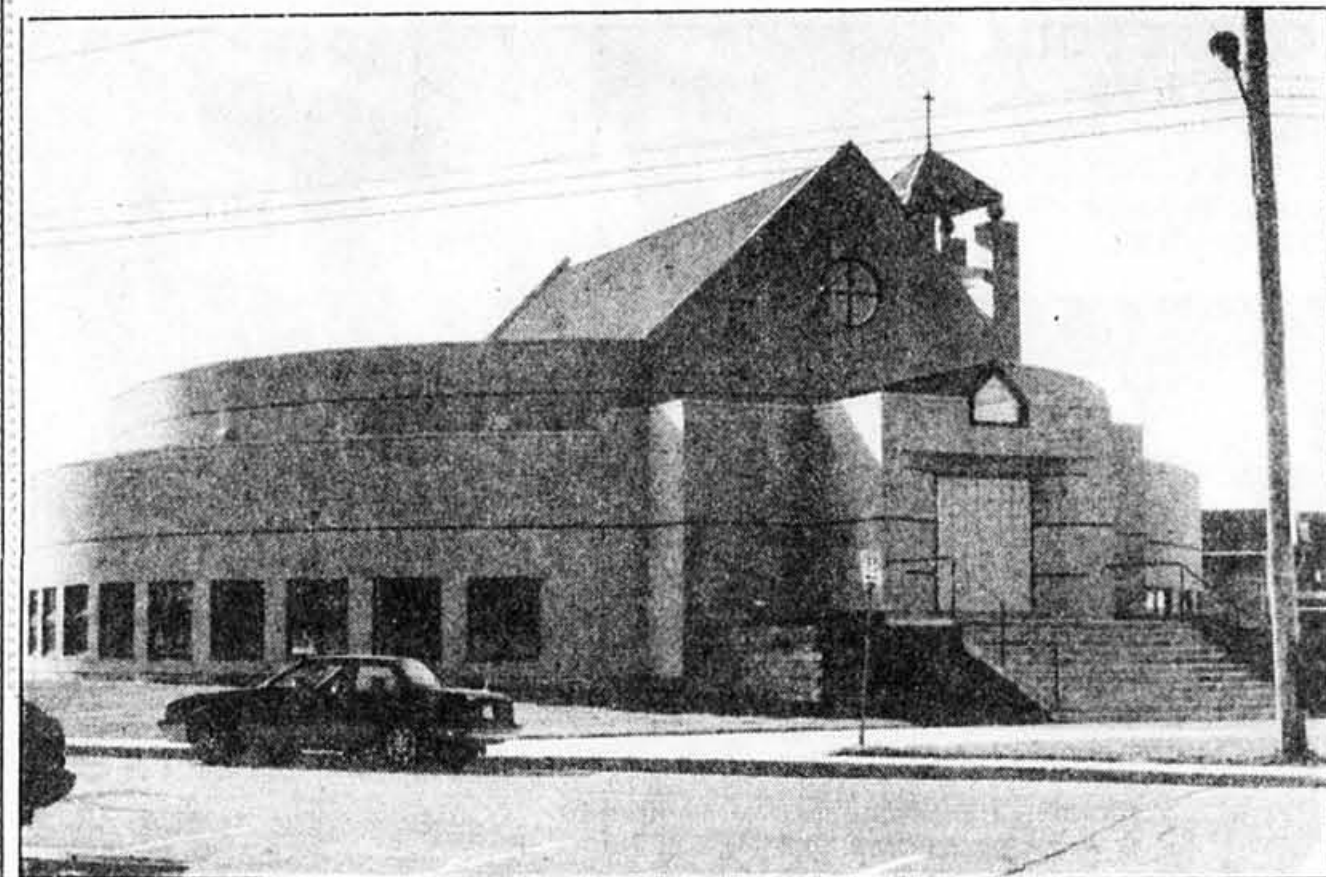
Les nouvelles églises mises en chantier depuis environ un an sur le territoire du diocèse de Montréal, outre celle de Saint-Conrad, sont celle de la paroisse française Saint-Isaac-Jogues, dans le domaine Saint-Sulpice, celles des paroisses portugaises Santa Cruz (à l'angle des rues Clark et Rachel) et Notre-Dame-de-Fatima (à Laval), et celles des paroisses italiennes Marie-Auxiliatrice (à Rivière-des-Prairies) et Notre-Dame-du-Mont-Carmel (à Saint-Léonard).

Selon le responsable du Comité de construction et d'art sacré de l'archevêché de Montréal, M. Claude Tur-

mel, il y a toujours eu chaque année, depuis environ 20 ans, au moins une ou deux nouvelles églises en chantier dans le diocèse de Montréal. Mais les 12 derniers mois, qui ont vu s'édifier six ou sept nouvelles églises, constituent en quelque sorte une nouveauté, du moins pour les 15 dernières années.

M. Turmel attribue ce phénomène notamment à l'apparition de nouveaux quartiers résidentiels sur le territoire du diocèse et au repeuplement d'un certain nombre d'anciens quartiers. Le programme municipal montréalais des « 20 000 logements », souligne-t-il, y a certainement joué un rôle.

Le prêtre de l'archevêché note également que, « dans l'ensemble du diocèse, la pratique religieuse a un peu augmenté », ce qui pourrait aussi avoir contribué à créer un besoin pour de nouvelles églises.



La nouvelle église de Saint-Conrad, à Anjou, qui sera bénite demain (dimanche), marie des éléments d'architecture moderne avec des lignes plus anciennes.

photo Paul-Henri Talbot, LA PRESSE

Pause: un nouveau service pour les malheureux ordinaires

« Es-tu mal dans ta peau? Te sens-tu étouffé par des difficultés à vivre avec toi-même et avec les autres? »

« Sens-tu que tu glisses vers des abus que tu contrôles de moins en moins? »

« Sens-tu que tu voudrais un temps pour penser, du calme pour réfléchir et l'évaluer avec l'aide de personnes expérimentées et discrètes? »

« Si oui, c'est pour toi que PAUSE fut créé ».

JULES BÉLIVEAU

Voilà comment un homme d'affaires ordinaire, qui se présente aussi comme un « ex-malheureux ordinaire », a amorcé dans ce qui sera sans doute un dépliant publicitaire la présentation du nouveau service qu'il a décidé de mettre sur pied.

Mais que ce soit par écrit ou en paroles, M. Gilbert Charron est pratiquement intarissable. Il est difficile de l'arrêter particulièrement lorsqu'il parle de ce mal de vivre qui n'est pas tout à fait le malheur le plus profond, mais qui n'est certainement pas, non plus, le bonheur.

S'il a décidé de mettre Pause sur pied, l'homme d'affaires n'a pas voulu... brasser d'autres affaires. « C'est une entreprise sans but lucratif, affirme-t-il. Elle n'a aucune autre raison d'être que celle d'aider des gens qui ont besoin d'aide. Et elle a comme point de départ le souvenir de ma propre expérience: être mal dans sa peau, ça fait mal ».

À l'origine de Pause, il y a aussi le fait que M. Charron, qui a déjà été malheureux sans être alcoolique ou narcomane ou misérable, a trouvé autour de lui un bon nombre d'organismes voués à soulager ces misères mais n'a rien identifié qui s'adresse spécialement aux malheureux ordinaires. Ainsi, c'est chez les Alcooliques anonymes qu'il s'est retrouvé un jour pour chercher à régler ses problèmes, qui n'avaient pourtant rien à voir avec l'alcool.

« Ce stage, malgré tout, m'a été profitable, reconnaît-il. J'y ai pris connaissance pour la première fois de la vie des 12 étapes suivies par les AA: 1) Je suis alcoolique. 2) Je ne m'en sortirai pas tout seul, etc. Mais j'étais obligé de transposer en remplaçant le mot « alcoolique » par « malheureux ».

Pause se traduira dans les faits par des stages de trois jours en résidence auxquels participeront à la fois 18 personnes tout au plus. Les premiers de ces stages, pour lesquels les participants doivent payer \$195, auront lieu du 20 au 23 octobre et du 24 au 27 novembre à la Villa Saint-Martin, à Pierrefonds.

Si M. Charron professe sa foi en Dieu et ne fait aucun mystère de son appartenance à l'Eglise catholique, il précise que les stages de Pause ne seront pas des retraites fermées. Mais les personnes voulant approfondir leur relation avec Dieu ou reprendre une démarche avec l'Eglise trouveront à Pause les appuis désirés.

En se proposant d'aider des personnes à découvrir la source de leur malaise, M. Charron précise qu'il tient à respecter les convictions de chacun. « Mon objectif, au fond, dit-il, c'est de faire du monde heureux ou de mettre des personnes sur une piste pour qu'elles puissent retrouver le bonheur ». On peut joindre Pause du lundi au vendredi, de 19 h à 22 h, et les samedi et dimanche, de 14 h à 18 h, au 384-7465.

La comète de Halley au Planétarium Dow



photo Michel Gravel, LA PRESSE

Voici une des premières images du « Retour de la comète Halley » présenté jusqu'au 24 novembre par le planétarium Dow de Montréal.

La comète Halley s'en vient. Mais les scientifiques sont formels: c'est dans le Sud, en avril, au niveau de l'Equateur, que le phénomène sera le plus spectaculaire. Au Québec, le meilleur endroit pour voir la comète sera probablement à Montréal... au planétarium Dow.

PIERRE GINGRAS

Car, c'est un excellent spectacle que présente depuis hier le planétarium de Montréal sur le retour de la comète. En plus de faire l'historique des apparitions successives de cet astre de glace, les animateurs expliquent au public ses origines, son comportement ainsi que les raisons qui expliquent son éclat.

Mais les présentateurs du planétarium ont aussi la franchise d'expliquer que la comète présentée au cours du spectacle d'une heure

est beaucoup plus impressionnante que le phénomène qui sera prochainement visible de la terre. En fait, la comète Halley qui se présentera aux Montréalais en décembre sera un minuscule point à l'horizon.

Par contre, le public aurait peut-être aimé savoir pourquoi, contrairement à l'expression populaire « filer comme une comète », l'astre est presque complètement immobile quand on l'observe dans le ciel. Dommage qu'il n'y ait pas une brève période de questions à la fin de la présentation.

Le « Retour de la comète Halley » sera à l'affiche du planétarium jusqu'au 24 novembre. Les spectacles en français ont lieu du mardi au vendredi, à 13 h 30 et à 20 h 30, le samedi à 14 h 15, 16 h 30 et 20 h 30, ainsi que le dimanche à 13 h, 15 h 30, 16 h 30 et 20 h 30. Le prix d'entrée est de \$2,50 pour les adultes et de \$1,25 pour les jeunes et les personnes du troisième âge.

Des familles protestent contre une décision du Secrétariat à l'adoption

Une vingtaine de familles québécoises qui ont adopté un enfant au Brésil protestent contre le refus du Secrétariat à l'adoption de reconnaître cette adoption et de favoriser la régularisation du statut de ces enfants.

HUGUETTE ROBERGE

En conférence de presse cette semaine à Montréal, deux couples se sont faits les porte-parole des parents d'enfants brésiliens. Louise et Jean Lortie, Lucie et André Vincent, et leur conseiller juridique, Me Mario Dusseault, ont en chœur dénoncé le manque de collaboration du Secrétariat à l'adoption, qui aurait « outrepassé sa juridiction en édictant un moratoire fermant complètement le Brésil à l'adoption ».

Les deux couples — chacun parent d'un enfant d'origine brésilienne dont l'adoption n'a posé aucun problème en 1982 — ne comprennent pas et surtout n'acceptent pas que le Secrétariat à l'adoption fasse entrave à la reconnaissance de l'adoption d'un deuxième enfant qu'ils ont ramené du Brésil il y a quelques mois.

Des reproches

Ils en ont gros à reprocher au Secrétariat à l'adoption. D'avoir fermé le Brésil à l'adoption, sans pour autant rendre publics, par la Gazette officielle ou autrement, l'existence et les termes de ce moratoire. D'empêcher, par des directives verbales aux centres de services sociaux, les directeurs de la protection de la jeunesse de procéder à l'évaluation des parents qui ont effectué une adoption légale au Brésil et veulent être confirmés ici comme parents adoptifs. De se livrer à un abus de pouvoir, de manière à justifier son existence.

Ces accusations ne semblent pas ébranler la coordonnatrice du Secrétariat à l'adoption, Mme Lizette Gervais.

« La loi brésilienne, explique-t-elle, permet aux parents étrangers de procéder à l'adoption simple d'un enfant brésilien, mais non à une adoption plénière, laquelle est réservée aux parents adoptifs brésiliens. Selon notre interprétation, alors que l'adoption plénière ou complète rompt le lien de filiation original et en crée un nouveau entre l'enfant et ses parents adoptifs, l'adoption simple équivaut tout juste à une tutelle, le pays et les parents biologiques gardant tous leurs droits sur l'enfant ».

Cette interprétation fait l'objet d'une cause-type qui sera entendue le 23 octobre par le Tribunal de la jeunesse de Longueuil.

De l'avis de Mme Gervais, le problème, qui soulève beaucoup de passion chez les parents candidats à l'adoption internationale ou désireux de voir régulariser le statut de leur enfant non-déclaré, est une réédition de celui qui a été vécu, il y a deux ans, par des couples qui voulaient « importer » des enfants d'Haiti. Ils ont fini par orienter leur demande vers d'autres pays.

« Le secrétariat a pour mandat de favoriser l'adoption, dans le cadre d'une coopération internationale et dans le respect des lois, rappelle Mme Gervais. Nous faisons affaire avec 90 pays. C'est une tâche énorme pour nos avocats de faire venir toutes leurs lois d'adoption, et de les interpréter. Il est possible que nous nous trompions dans cette interprétation. Les tribunaux nous le diront ».

« Par prudence, dans l'intérêt des enfants, nous avons recommandé aux parents québécois de ne pas aller chercher des enfants au Brésil. Le Secrétariat tente par ailleurs de négocier une entente avec ce pays de façon à trouver une procédure qui permettrait une adoption complète. Mais les parents n'ont pas tenu compte de notre avis et nous ont mis ensuite devant le fait accompli... ».

Centraide coupe les vivres au Comité des citoyens de Verdun

Centraide n'y a pas été par quatre chemins pour couper les vivres au Comité d'action des citoyens de Verdun (CACV) qui adhère récemment à une coalition d'organismes

mes verdunois qui estiment que les citoyens ont le droit de pouvoir envisager toutes les options (fusion avec LaSalle ou avec Lachine) qui leur sont ouvertes avant d'avoir à se prononcer par référendum sur l'annexion de Verdun à Montréal.

FRANÇOIS FOREST

La sentence de Centraide est lourde: le CACV s'est livré à des activités politiques en violation des dispositions du contrat qui le lie à Centraide. Résultat, le CACV perd sa subvention de \$30 000, soit 80 p. cent de son financement et entrevoit à moyen terme devoir fermer les portes. Centraide finançait cet organisme depuis 10 ans sans avoir rien eu à lui reprocher.

Daniel Lapointe, seul permanent du CACV, prétend que Centraide n'a pas eu la décence de rencontrer l'organisme pour expliquer sa position et éventuellement forcer le CACV à reconsidérer son engagement. « Nous avions l'impression de nous livrer non pas à des activités politiques, mais à des activités démocratiques. Le comité désirait promouvoir le droit du citoyen à l'information et le droit à un processus démocratique. Nous étions disposés à ne pas utiliser l'argent de Centraide dans cette cause, mais Centraide n'a jamais voulu nous entendre. Au lieu de cela, elle prive les verdunois d'un service en retirant les deux derniers versements dus ».

Le son de cloche est différent à Centraide où le pdg, Jean Lessard rétorque qu'on a beau être « repentant quand on a péché », ça ne change rien à la position de l'organisme. Une enquête a été commandée à la suite de l'implication du Comité dans la coalition et il en est ressorti que le conseil d'administration du CACV — et non un permanent isolé — avait pris la décision de participer à cette campagne d'annexion. « Tous les organismes qui nous sollicitent connaissent notre document d'allocation de fonds et les critères pour l'admissibilité. Faire de l'action sociale dans le domaine politique... c'est faire de la politique », dit Jean Lessard. Les résidents de Verdun seront appelés à se prononcer sur l'éventualité d'une annexion avec Montréal le 3 novembre prochain.

512 est, Beaubien
Montréal, H2S 1S5

Micro-Boutique la solution! 270-4477

270-5714 • 270-5718

Solution #1

Macintosh™ 512K
Disque externe
400 K
Imprimante Apple®
Logiciels inclus:
MacWrite, MacPaint
Nouveau Système
nouveau Finder

Solution #2

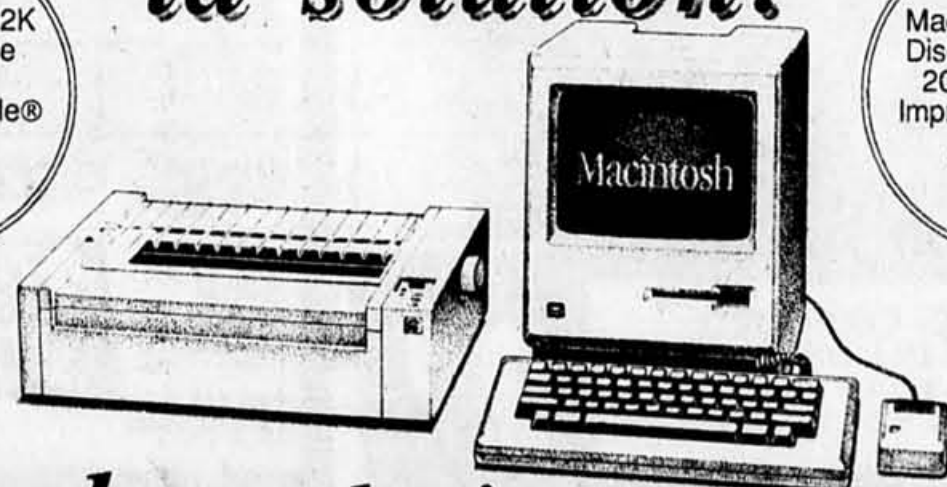
Macintosh™ 512K
Disque dur interne
10 méga-octets
Imprimante Apple®
Logiciels inclus:
MacWrite, MacPaint
Nouveau Système
nouveau Finder

Solution #3

Macintosh™ 512K
Disque dur interne
20 méga-octets
Imprimante Apple®
Logiciels inclus:
MacWrite, MacPaint
Nouveau Système
nouveau Finder

Solution #4

Macintosh™ 512K
Disque dur Corvus™
45 méga-octets
Imprimante Apple®
réseau AppleTalk
Logiciels inclus: MacWrite, MacPaint
Nouveau Système
nouveau Finder



les solutionneurs

SUPER SPÉCIAL
expansion de mémoire à
512 K/Micro-Boutique
495\$

COMPTABILITÉ
Information
Johanne Johnson

LOGICIELS INTÉGRÉS
Information
Vincent Guérard

MISE EN PAGE PROFESSIONNELLE
Information
Daniel Rodrigue

GRAPHISME PROFESSIONNEL
Information
Robert Naud

MUSIQUE MAC-MIDI
Information
Michel Brouillette

STORYBOARD PRODUCTION
Information
Michelle Langevin

ECONOMISEZ 8,00 \$: Venez chercher votre laissez-passer gratuit pour l'exposition du SIBEC qui aura lieu les 6, 7, 8 et 9 octobre 1985, au Palais des Congrès. Bienôt: cours de développement sur le Macintosh en « C » CONSULAIRE offerts par monsieur Gérard Lévy. Coût: 900 \$. Contacter Lauraine

La vocation résidentielle du Vieux-Port est la seule chose qui paraît exclue

Après deux jours de comparutions de groupes et d'indivus devant le Comité consultatif du Vieux-Port de Montréal afin de déterminer la vocation future du site, on assiste à un foisonnement de suggestions aussi hétéroclites qu'un grand parc des expositions, des musées de toute vocation, des théâtres, des salles de spectacle, une base récréative pour la jeunesse, etc., mais la plupart des intervenants sont d'accord sur un point : que la vocation résidentielle soit exclue du site.

**MARIANNE FAYREAU
CLAUDE-V. MARSOLAI**

Autant la première journée d'auditions avait donné lieu à des convergences sur la nécessité de garder ouvert l'accès au fleuve, de tirer partie du site maritime et portuaire et de donner juridiction à la Ville de Montréal sur une partie du site, autant la seconde journée a amené de l'eau au moulin des membres du Comité consultatif.

Jeudi, des organismes comme la Chambre de Commerce, le Board of Trade (Copen), l'Association professionnelle des urbanistes, l'Heritage-Montréal, le RCM et le Regroupement Loisirs Québec étaient venus dire qu'il fallait faire de la zone du Vieux-Port le « parvis de Montréal, une fenêtre ouverte sur le fleuve ».

Hier, les avis étaient un peu plus partagés. Ainsi, la société Promexpo a suggéré de faire du site un grand parc des expositions sur le modèle de la Foire de Paris ou du Canadien National Exhibition de Toronto. Cette proposition n'a pas soulevé beaucoup d'enthousiasme chez les commissaires, en particulier auprès de Mme Phyllis Lambert.

L'Ordre des architectes du Québec préfère pour sa part une vocation mixte, à la fois récréative et culturelle. Son représentant Jacques Reeves supplie cependant le Comité consultatif de retarder la deuxième partie des audiences prévue en novembre afin de permettre certaines études de faisabilité à partir des vocations émergentes.

Les urbanistes et architectes Poirier, Cardinal, Hardy et Dépatie se sont aussi dits préoccupés par cette hâte de voir adopter et construire à tout prix une proposition définitive de l'aménagement du Vieux-Port. « Vaut mieux prévoir des vocations provisoires qui permettront de "domestiquer" progressivement le site », soutiennent-ils.

**Le monde syndical
n'est pas unanime**

Le monde syndical ne fait pas l'unanimité sur une proposition. Ainsi M. Fernand Boudreau, ex-

débardeur et représentant du Conseil des travailleurs du Montréal métropolitain, a imploré le Comité consultatif de recueillir toutes les études passées des trois paliers de gouvernement sur l'extension du port de Montréal avant de proposer quelque chose de définitif.

« Le port de Montréal a des projets d'expansion pour une centaine d'hectares. Il faudrait savoir à quel endroit on compte assurer son expansion. En ce qui nous concerne, nous favorisons le maintien d'activités portuaires légères mais nous sommes opposés à l'aménagement d'une marina et de constructions en hauteur », a-t-il dit.

L'Alliance des professeurs recommande pour sa part la reconversion des bâtiments existants en restaurants, hôtels de type familial, salles polyvalentes, aires de loisirs et en centres de ressources (musée de la marine ou musée historique).

Le Conseil central de la CSN s'oppose de son côté à toute privatisation du site et préconise plutôt l'option « espace vert » avec un musée consacré à la révolution industrielle du XIXe siècle et un centre d'interprétation du Saint-Laurent.

**Surtout pas de grandes
salles de spectacle**

Le monde du spectacle et des arts a également beaucoup de suggestions à formuler. L'Union des artistes n'aime pas les grandes tentes mobiles qu'on y monte pendant l'été pour les spectacles mais suggère par contre un théâtre d'été et une petite salle de spectacle intégrée au réseau.

Jean-Louis Roux, de l'Ecole nationale du théâtre, rejette toute construction de grandes salles de spectacle. Selon lui, ce qui manque à Montréal, ce sont des petites et moyennes salles entre 250 et 500 places. Gilbert Rozon du Festival Juste pour rire va dans le même sens mais y ajoute une scène extérieure très modeste pouvant accueillir 8 000 personnes. Pour le reste, il veut bien que l'on consacre la vocation récréative en y aménageant une piste de patin à roulettes, une patinoire l'hiver et une piscine.

Le Conseil de la sculpture désire un réaménagement des vieux hangars en galeries d'art, d'ateliers d'artistes, de librairies et de salles de spectacles. L'organisme verrait très bien l'érection de sculptures monumentales le long de la promenade ainsi que des bassins et fontaines. Même un grand hôtel de conception architecturale contemporaine.

Le promoteur Donald K. Donald prévient le Comité consultatif des problèmes occasionnés par les spectacles en plein air. Selon lui, à Toronto, les citoyens habitant aux alentours du CN Exhibition ont réussi à éliminer les spectacles trop bruyants. La même chose est arrivée au Wonderland, ce qui limite le type d'artistes à inviter.

Aussi, suggère-t-il l'aménagement d'une petite salle d'au plus 400 places pour le théâtre, la musique de chambre ou le jazz. Quant à la vocation du site, il penche résolument pour le récréatif, à l'exception d'un restaurant de grand luxe comme le Maxim's de Paris, le Tavern of the Green à Central Park ou l'Anthony's Pier Four de Boston.

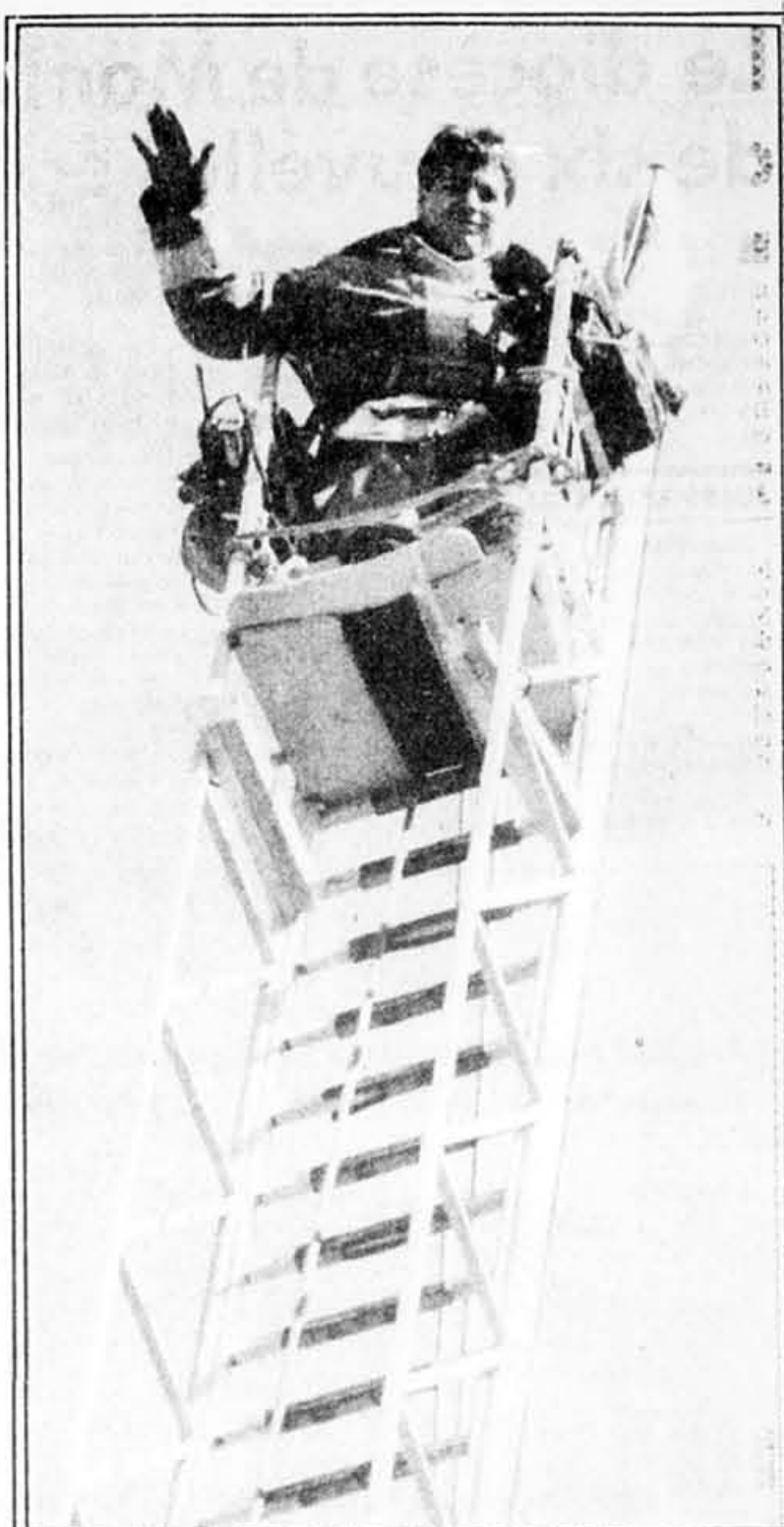


photo Paul-Henri Talbot, LA PRESSE

33 heures et demie à 90 pieds du sol

Le pompier lavallois Patrice Boudreau est finalement descendu de son échelle à 17 h 30 hier soir, après avoir passé 33 heures et demie à 90 pieds au-dessus du niveau du Centre Laval. Ce faisant, il battait le record de 33 heures détenu par le Service d'incendies de Longueuil et recueillait quelque \$7 000 pour la cause des grands brûlés.

Le pompier de 24 ans est monté dans son échelle à 8 heures, jeudi matin. Quand il en est redescendu, hier soir, il était sous la « douche » depuis une dizaine d'heures. Une douche froide qui n'a pas rendu son séjour là-haut plus agréable qu'il ne le fallait.

Il a néanmoins permis à ses collègues de travail de vendre quelque 3 500 billets de la « loto-pompier », à \$2 chacun, dont les profits servent à venir en aide aux grands brûlés.

DE MARDI À JEUDI PROCHAINS

Le pont Victoria réservé au trafic venant du sud entre 7 h et 9 h du matin

Le pont Victoria sera fermé à la circulation en provenance de Montréal, entre 7 h et 9 h, de mardi à jeudi prochains inclusivement. En effet, la voie ouest du pont, qui est empruntée par les automobilistes allant sur la Rive-Sud, sera à ce moment ouverte uniquement à la circulation provenant de la Rive-Sud.

Ceci constitue une expérience-pilote que tente le Canadien na-

tional, afin de faciliter la circulation aux heures de pointe du matin. « Si elle est fructueuse, cette mesure pourrait éventuellement devenir permanente », précise un porte-parole du CN, M. Firmus Morin.

Notons qu'entre 16 h et 18 h, la voie est du pont, utilisée pour se rendre à Montréal, reçoit déjà les véhicules qui roulent en direction de Saint-Lambert.

Gouvernement du Québec
Ministère de la Science
et de la Technologie

CONCOURS
1985/1986

JOURNALISME SCIENTIFIQUE

Pour participer au concours de journalisme scientifique, les personnes intéressées doivent rédiger un article sur un thème scientifique ou technologique dont le contenu est vulgarisé.

En 1986, à l'occasion de l'Année internationale de la Paix, le Ministère accordera un prix spécial de 5 000 \$. Ce prix sera décerné à l'auteur ou à l'auteure de l'article qui traitera le mieux le thème « La science et la technologie au service de la Paix ».

Les trois lauréats auront la possibilité d'effectuer un stage de trois mois dans l'un ou l'autre des organismes de presse suivants : *Gazette médicale, Le Devoir, Hebdo-Science, Québec Science, Science et Technologie, Société Radio-Canada, Le Soleil*. Pour cette période, ils recevront, en guise de salaire, une allocation de 3 900 \$.

Admissibilité

• Sont admissibles à ce concours tous les résidents du Québec, hommes ou femmes, n'ayant jamais occupé d'emploi à temps plein dans un organisme de presse, ni déjà été la majeure partie de leurs revenus d'une activité de journaliste scientifique ou de journaliste à la page.
• Ne sont pas admissibles, les lauréats des concours précédents.

Modalités

Les candidats devront présenter, à partir d'un thème à contenu scientifique ou technologique de leur choix, quatre exemplaires d'un dossier comprenant :

- une description de l'ensemble de leurs recherches, lectures, interviews et démarches préparatoires à la rédaction;
- un article inédit de 8 à 10 brèves, dactylographié à double interligne sur du papier blanc de format 215 mm sur 280 mm;
- leur curriculum vitae.

Les quatre exemplaires du dossier devront parvenir au ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie au plus tard le 31 janvier 1986.

Pour tout renseignement, s'adresser à :

M. Robert Lachance
Ministère de l'Enseignement supérieur,
de la Science et de la Technologie
Direction de la maîtrise ou développement
scientifique et technologique
675, Grande-Alleée Est
Centre administratif N. 3^e étage
Québec (Québec)
G1A 4V6
Tél. : (418) 643-3008

Québec

UNE
LIGNE DIRECTE
SUR

l'avenir

Grâce à l'expertise unique qu'elle a acquise depuis 13 ans en formation universitaire à distance, la Télé-université répond aux besoins en émergence par :

- des moyens pédagogiques originaux, variés et adaptés aux réalités modernes
- des outils à la fine pointe des technologies nouvelles

dans des champs tels que :

- la micro-informatique
- la bureautique
- l'utilisation de l'informatique à des fins d'enseignement
- la gestion prospective du travail
- l'humanisation du travail
- les langues secondes
- la personne, son milieu, sa société

Pour plus d'informations, communiquez avec le Service aux étudiants :

Montréal (514) 522-3540 sans frais : 1-800-361-6808
Québec (418) 657-2262 sans frais : 1-800-463-4722
Beauce (418) 228-8484 sans frais : 1-800-463-1615

Université du Québec
Télé-université

Vacances
Wardair

UNE LIGNE AÉRIENNE
DE CLASSE
POUR DES VACANCES
DE CLASSE

FORT LAUDERDALE EN CLASSE WARDAIR

La formule
EXCLUSIVE
de WARDAIR

**1^{ières}
PLACES**

Nouveau

Pour chaque vol,
les 40 premières
réservations bénéficient
du meilleur prix.

Et ainsi de suite pour les 40 prochaines...

Les premières réservations,
les meilleurs rabais

DÉPARTS	PLACES	ADULTE	ADULTE	ENFANT
		mardi	vendredi/samedi	
du 01 nov. au 07 déc. 85 du 31 déc. 85 au 07 fév. 86	1- 40	189\$*	199\$	189\$
	41- 80	209\$*	219\$	189\$
	81-120	229\$*	239\$	189\$
	121-301	rég.	rég.	189\$

Les tarifs 1^{ers} places ne s'appliquent pas aux retours effectués entre le 30 décembre 1985 et le 05 janvier 1986.

En vigueur à compter du 10 sept. 1985
*Le vol du mardi débute le 17 déc. 1985

Réservations: 7 jours avant le départ
Séjour minimum/maximum: 7/28 jours
Départ et retour effectués le même jour de la semaine.

Paiement: un dépôt de 50\$ est requis au moment de la réservation. Le solde ainsi que les taxes doivent être payés 42 jours avant le départ.

Changements/annulation: les mêmes règlements s'appliquent.

Voyez votre agent de voyages ou appelez

Vacances **Wardair**

288-9231

1-800-361-8860



Détenteur d'un permis du Québec
Noblesse: Vacances Internationales Ltée, une compagnie de Wardair

Les prix indiqués sont ceux qui sont en vigueur au moment de la publication; ils sont sujets à changement ou à augmentation sans préavis et peuvent varier selon les dates de voyage, la durée de séjour et les services choisis. Des nouvelles ou des facilités terrestres peuvent être complètement occupées, et les dates des vols peuvent être différentes de celles apparaissant dans cette annonce.

YOUUPPI! ON VA VOIR LES Z'ÉCURIES!



Amenez vos enfants à l'Hippodrome Blue Bonnets dimanche matin et passez une journée inoubliable!

Visitez l'Hippodrome GRATUITEMENT

Venez voir les vedettes de la piste s'entraîner et se faire soigner; plus de 700 chevaux vous attendent! Visitez les stables, la clinique vétérinaire, la forge et la fabrique de harnais. Rencontrez les conducteurs et les palefreniers. Tout ça gratuitement!

Chabicoïn sera là!

En plus de visiter les écuries, vos enfants pourront faire des balades en poney et à midi ils verront le joyeux spectacle de Chabicoïn le canard! En après-midi, les enfants qui le désirent visionneront "La guerre des Tuques".

Découvrez les courses sous harnais

Chaque visiteur des écuries bénéficiera d'une admission gratuite pour les courses de l'après-midi. Vous verrez ainsi les chevaux en pleine action et découvrirez un spectacle passionnant!

Le dimanche 29 septembre, dès 10h00, c'est la journée de la famille

Les enfants doivent être accompagnés d'un adulte.
Remis au 6 octobre en cas de pluie.

L'Hippodrome Blue Bonnets

Jean-Talon et Décarie
739-2741

Métro Namur
Navettes d'autobus

EN BRIEF

Tentative de meurtre

■ Un homme de 34 ans, Nicolas Marinelli, bien connu des policiers, repose dans un état critique à l'hôpital après avoir été victime d'une tentative de meurtre. Il reposait en bordure de la route lorsqu'il fut trouvé par un automobiliste dans le rang Fer à cheval à Sainte-Julie. Les enquêteurs n'ont pas encore été en mesure de l'interroger, mais on croit qu'il s'agit d'un règlement de comptes.

Cadavre identifié

■ Le cadavre d'un homme tué à coups de hache dans le coffre arrière d'une automobile garée à Mirabel a été identifié comme étant Jean-Louis Ménard, 32 ans. Aucun suspect n'a été arrêté relativement à ce meurtre. L'automobile appartenait à la victime, mais la plaque avait été volée.

Heurté à mort

■ Un jeune homme de 22 ans, Serge Garneau, domicilié boulevard Rivière-des-Prairies, a été heurté à mort par un train la nuit dernière. L'accident est survenu à l'angle des boulevards Rivière-des-Prairies et Maurice-Duplessis. On croit que l'homme retournait à son domicile en marchant sur la voie ferrée.

Importante amende

■ La compagnie aérienne American Airlines a accepté de payer une amende de \$1.5 million pour violation des règlements sur la sécurité dans la maintenance des avions. Des responsables de l'aviation civile américaine (FAA) ont indiqué que l'amende était la plus importante jamais imposée par le gouvernement pour ce motif.

Meurtre au deuxième degré

■ L'adolescente accusée du meurtre avec préméditation de Karine Drouin, à Québec, a été reconnue coupable hier de meurtre au deuxième degré. En rendant son verdict, le juge Louise Galipeault-Moisson, du Tribunal de la jeunesse, a déclaré que la préméditation n'avait pas été démontrée hors de tout doute raisonnable. Le procureur de la jeune fille, Me Richard Grenier, a immédiatement annoncé son intention d'en appeler de ce jugement. Karine Drouin a été tuée de 22 coups de couteau à son domicile de Cap-Rouge, en banlieue de Québec, le 27 août 1984. L'accusée, qui était âgée de 17 ans au moment du meurtre, a déclaré à son procès qu'elle avait été envahie par une sorte de pulsion irrésistible qui l'avait poussé à tuer son amie, peu de temps après avoir consommé une petite quantité de haschisch. Un psychiatre avait indiqué pour sa part que l'accusée avait subi une crise de dépersonnalisation, vraisemblablement attribuable à une première consommation de haschisch.

Atteinte à la tête

■ Michael Saradon, 37 ans, a comparu hier devant le coroner relativement au meurtre de sa concubine Manon Lanthier, 27 ans, commise en face d'un restaurant, jeudi soir, dans l'ouest de la métropole. Le crime a eu lieu devant le 8064 de la rue Wiseman. Une querelle entre Saradon et Manon Lanthier aurait éclaté dans un restaurant de la rue Jarry. Quitant précipitamment les lieux, la jeune femme aurait été rejointe par son

ami qui l'aurait atteinte de plusieurs projectiles à la tête.

Nominations entérinées

■ Le conseil des ministres a entériné la nomination de deux nouveaux juges au Tribunal de la jeunesse. C'est le juge Albert Gobeil qui agira dorénavant à titre de juge en chef du Tribunal de la jeunesse. Le juge Michel Jasmin devient juge en chef adjoint au même tribunal. La nomination des deux magistrats a été entérinée suivant la recommandation du ministre de la Justice Pierre-Marc Johnson. Depuis 1975, le juge Gobeil oeuvrait au Tribunal de la jeunesse. Auparavant, il exerçait en pratique privée. Il a été admis au Barreau en 1958. Le juge Jasmin aussi travaillait au Tribunal de la jeunesse, depuis décembre 1980. Il a été admis au Barreau en juin 1969 et a pratiqué dans divers domaines du droit avant d'entrer au Tribunal de la jeunesse.

La vente de l'ozone interdite par Ottawa

■ Le gouvernement fédéral a interdit la vente, vendredi, des appareils prétendant médicaux et produisant de l'ozone. Au ministère de la Santé, l'ozone est considéré comme un irritant du système respiratoire. Les appareils interdits sont destinés à la consommation humaine de l'ozone; il n'est pas question de l'usage industriel. Le gouvernement a également interdit, par ailleurs, les appareils produisant, de façon incidente, de l'ozone dans des concentrations plus élevées que 0.05 parties par million d'air.

Les Villas de L'Anse LAC MEMPHREMAGOG

"Un ensemble immobilier à votre portée..."

Un petit coin de paradis sur les rives du majestueux Lac Memphremagog... "Les Villas de l'Anse" vous proposent des résidences dont l'architecture s'inspire de la pureté des formes et favorise une étroite relation avec l'environnement.

Un ensemble immobilier vaste et privé où il fait bon prendre le temps de

Venez nous rendre visite et laissez vous séduire.

Terrains de 1 (une) acre et plus à vendre
Vaste choix de villas à vendre



Bureau de vente
Chemin Georgeville
5 km de Magog
Tél.: (819) 843-8300

Mardi au vendredi:
13h à 19h
Samedi et dimanche:
10h à 18h



Plus pour votre argent!

ORDINATEUR PERSONNEL MBC 550-2 SANYO

- Système d'exploitation MS-DOS.
- Hautement IBM compatible.
- Mémoire vive de 128 Ko (RAM), extensible à 256 Ko.
- Une unité de disque souple 360 Ko, de 5 1/4".
- Possibilités intégrées de couleurs et de graphismes.
- Affichage sur moniteur couleur, en option, de 80 caractères, à résolution 640 x 200 points.
- *Y compris, SANS FRAIS SUPPLÉMENTAIRES: Ensemble de logiciels

SANYO
1295\$
Moniteur monochrome inclus.

Compatibilité IBM
Traitement de texte Français

Aussi disponible
MBC 555-2
avec 2
unités de
disque de 360 Ko

Ensemble de logiciels supplémentaires:
InfoStar, SpellStar, MailMerge.

Nouveau! Compatibilité certifiée avec
Lotus 1-2-3* en utilisant une carte vidéo,
en option.

*1-2-3 est une marque déposée de Lotus
Development Corp.
★ En option, le moniteur CRT-50 tel
qu'illustré

sélectronique

6200, boul. Louis-Hippolyte-Lafontaine, coin Beaubien sortie Yves Prévoist, Anjou, 352-6200
575, boul. Saint-Martin, à l'ouest du boul. des Laurentides, Laval, 668-9880

**ACCESSOIRES
et DÉCORS
pour FILMS
THÉÂTRE etc.
une seule place**

**TECHINEUR
DU QUÉBEC**

ouvert au public de midi à 9 h. tous les jours (sauf le dimanche)
Juste en haut des Livres 271-6178
5849 BOYER COIN ROSEMONT MÉTRO ROSEMONT

Fatigué des antiquités?

COOPERATION

La seule dans
la presse

**Il me faut
la presse**

Mordu?

SPORTS

La seule dans
la presse

**Il me faut
la presse**

**VENEZ VOIR
LES NOUVEAUTÉS
HONDA '86**

**TIRAGE
de
10* SCOOTERS**



Lallier automobile inc.



Billets de tirage disponibles sur les lieux. Aucun achat requis.
Le tirage aura lieu vendredi le 1er novembre à 18h00.

*2 scooters seront tirés à chacune des 5 succursales Lallier. La valeur au détail d'un scooter est de \$599.00.

CARTIERVILLE, 12,435, boul. Laurentien, 337-2330

REPENTIGNY, 110, rue Notre-Dame, 581-7571

**Présentation
des modèles '86
DÉBUT OCTOBRE**

- Accord entièrement redessinée
- Prélude encore plus sportive

Lallier

"HONDA, LA P'TITE AFFAIRE!"